

Diasporiques

n° 32

Décembre 2004

Dans ce numéro :

Des musiques juives
inattendues (page 32)



Dialogue entre juifs laïques et
musulmans laïques (page 45)

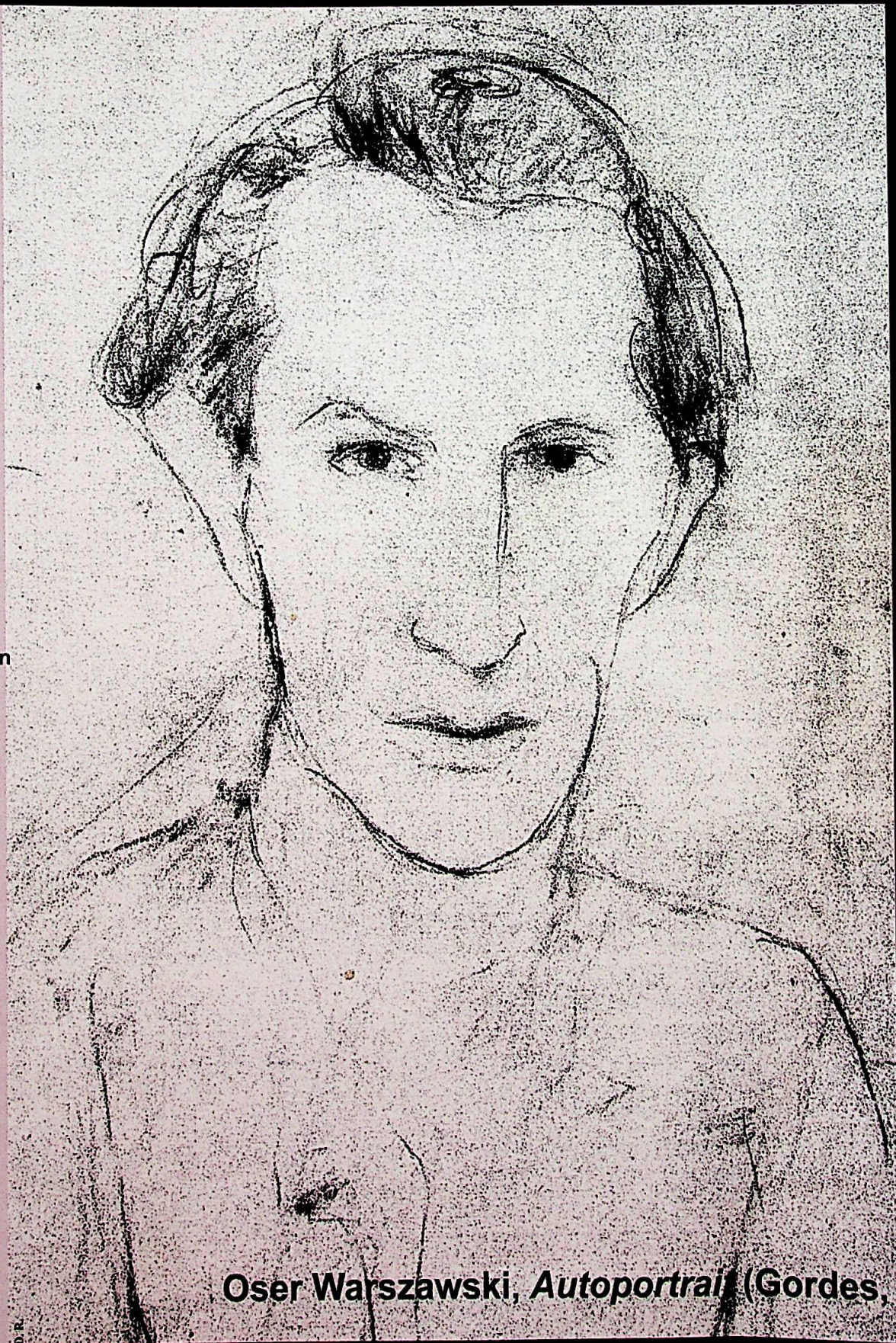
Le nouveau cinéma allemand : un
film scandaleux ? (page 28)

Oser

Warszawski

vagabond diasporique,
parisien d'entre-deux-
guerres, écrivain trop
longtemps méconnu,
dessinateur et peintre,
luftmensch, assassiné à
Auschwitz à 45 ans...
Il revient page 24, dans
l'entretien entre Lydie
Lachenal-Richter, sa
belle-fille, et F. Perez

Le sommaire est en page 2



Oser Warszawski, Autoportrait (Gordes,

Diasporiques est une revue trimestrielle.

Prix au numéro : 5,50 Euros. Conditions d'abonnement : voir page 2



Sommaire

Éditorial : Dialoguer avec la diaspora palestinienne	3
Entretien : Berthe Burko-Falcman, « Juive comme elle respire »	4
Actualité :	
Les Conseils régionaux du culte musulman	10
Diaspora juive, diaspora palestinienne...	11
France – Israël : quand les médias...	12
De l'antisémitisme au retour au ghetto	14
Débat :	
Un mot, différent, sur la constitution européenne...	15
Tribune libre :	
Diasporicité et centralité d'Israël	17
Opinions : Racismes	19
Une nouvelle rubrique :	
la revue des revues	20
Culture :	
Livres	21
Littérature : Oser Warszawski	24
Cuisine : Fêtes en terre séfarade...	27
Cinéma : « Regarder Hitler dans les yeux »	28
Arts : Zwy Milshtein	30
Musique : Rock-around-the-Rebbe	32
Poésie: Marilyn Hacker	34
Textes :	
La locomotive d'Ilkirsch	35
Empêcher les langues de mourir	36
Les Juifs de la république Dominicaine	39
Impressions lituanienues	42
Débat : Musulmans laïques et Juifs laïques : deux expériences croisées	45
Humeur : Je suis juive et ça ne se soigne pas	51
La Mémoire :	
Il y a soixante ans déjà...	52
Les Ottomans de la Roquette	53
Le « Wallenberg polonais »	55
Se souvenir de Châteaumeillant	55
La clé	56
Brèves :	57
Convivialité : mots hanoukkiés	59
La vie du Cercle :	60

Diasporiques est une revue trimestrielle de réflexion politique et culturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Comité de rédaction : Françoise Basch, Jacques Burko (rédacteur en chef), Edmond Kahn, Martine Kis, Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Carol Mann, Elise Marienstras, Fania Pérez, Dorothee Rousset, Georges Wajs, Antoinette Weil.

Conseil d'orientation : les précédents plus Etienne Brunswic, Richard Marienstras, Freddy Spira.

Correspondants : Nelly Furman : États-Unis. Carol Mann : Bosnie, Afghanistan et ailleurs. Johannes Gielge : Autriche. Claude Rosenkovitch : Jérusalem. Henri Sobowiec : délégué à la Galicie septentrionale. Martine Kis : veille en Hongrie. Harry Carasso : veille en Roumanie.

Délégués régionaux : Muriel Klein-Zolty : Alsace. Jean-Marc Izrine : Toulouse. Samuel Ghiles Meilhac : Grenoble.

Relations extérieures : tout le monde !

Père Joseph du rédacteur en chef : Berthe Burko-Falcman.

Notre Curnonsky : Sylvie Kuczynski-Lévy.

Maquette : Corinne Dupuy *et al.*

Mise en page : François Lévy.

Corrections : Antoinette Weil.

Travaux graphiques : Benjamin Lévy.

Impression : Présence graphique, Monts (37).

N° ISSN 1276 4248.

N° de commission paritaire : 1103 G 78821.

Les textes publiés par Diasporiques n'engagent que la responsabilité de leurs signataires.



Conditions d'abonnement : Abonnement annuel (4 numéros) : 20 euros. Abonnement de soutien : 30 euros ou plus.

Pour s'abonner, envoyez nom, adresse et chèque libellé à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux (*Diasporiques*) à : François Lévy, 2 avenue Jeanne, 95600 Eaubonne.

Belgique : virement à effectuer auprès de Henri Liebermann, compte n° 750-9064356-58, mention : « Diasporiques »

Suisse : virement à effectuer auprès de Massimo Sandri, banque cantonale vaudoise, n° 5006.66.86, Lausanne, mention : « Diasporiques »

Autres pays étrangers : virement à faire au compte du Cercle Gaston-Crémieux :

IBAN	Code banque	Code guichet	N° de compte	Clé Rib
FR53	30041	00001	1070730T020	78

Faites-nous part de votre adresse électronique si vous en avez une. Il suffit pour cela d'envoyer un courriel à

postmaster@cercle-gaston-cremieux.org

Cela nous facilitera les contacts avec vous. Merci !

Nos sites web :

www.diasporiques.org

et

www.cercle-gaston-cremieux.org



Dialoguer avec la diaspora palestinienne

La mort de Yasser Arafat modifie incontestablement la donne au Proche-Orient. Nul ne sait cependant si cet événement permettra d'amorcer un renouvellement des perspectives d'apaisement dans cette partie du monde ou, au contraire, ne fera que la précipiter vers un peu plus de chaos. Tant d'éléments peuvent intervenir dans les mois à venir pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre que toute prédiction en la matière serait bien hasardeuse.

Tout en restant lucides, nous ne pouvons que joindre notre voix à celles, nombreuses, qui veulent exprimer une fois de plus, en ces circonstances, l'espoir d'une relance du processus de paix. D'une paix solide et durable, c'est-à-dire fondée sur la création, aux côtés de l'État d'Israël, d'un État palestinien de plein exercice, en tous points responsable de sa politique, susceptible de répondre aux aspirations territoriales et étatiques d'un peuple qui a beaucoup souffert au cours des dernières décennies. D'une paix qui permette aussi au jeune État d'Israël – jeune car qu'est-ce qu'un demi-siècle au regard des quelques millénaires d'histoire juive ? – de se développer dans le plein respect des valeurs qui animaient ses fondateurs et d'échapper enfin à l'engrenage des violences qui dominent actuellement son évolution.

Les *accords de Genève*, qui ne prendront réellement corps que s'ils sont repris à leur compte par les responsables politiques des deux bords, ont eu le grand mérite de démontrer que des compromis étaient imaginables, même sur les points d'opposition les plus durs. C'est déjà beaucoup ! Ce n'est évidemment pas à nous qu'il appartient de les commenter plus avant et a fortiori de franchir les étapes suivantes de négociations qu'ils appellent, mais bien aux Israéliens et aux Palestiniens eux-mêmes. Tout ce que nous pouvons faire est d'exprimer l'espoir et le souhait qu'ils aient le courage et la possibilité politiques de le faire.

Attendons donc. Attendons mais osons néanmoins, en cette période charnière, dire un mot de « la suite », en faisant l'hypothèse que les vœux exprimés ci-dessus se réalisent. Si tel était le cas demain, il deviendrait notamment possible de penser sérieusement au devenir de ceux des Palestiniens qui, comme nous, Juifs diasporistes, auront longtemps vécu dans « la dispersion » sans perdre pour autant la mémoire diffuse de leur existence en tant que

peuple, et qui, délibérément, ne souhaiteraient pas rejoindre le nouvel État portant leur nom. Ils sont sans doute fort nombreux de par le monde, comme le démontre J.S. Nakhalnik dans ce numéro de *Diasporiques*¹.

Ce n'est pas à nous qu'il appartient de dire ce que pourrait signifier concrètement ce choix potentiel ni de supputer ce que serait en fin de compte son ampleur numérique. Tout ceci appartient aux Palestiniens concernés. Notre légitime réserve ne saurait toutefois aller jusqu'au silence complet. Oui, nous avons l'espoir qu'une fraction des Palestiniens qui auront vécu l'expérience, ô combien enrichissante, d'une existence diasporique puissent un jour exprimer, comme nous-mêmes, la parfaite légitimité « d'être un peuple en diaspora »¹. Oui, nous souhaitons que ceux d'entre eux qui se sentiraient attirés par cette façon de vivre leur « *palestinienité* » puissent le faire sans avoir pour autant le sentiment de porter atteinte au destin de leur peuple !

Nous serions particulièrement heureux d'engager un dialogue avec ceux parmi eux qui souhaiteraient d'ores et déjà amorcer de tels échanges. Ils peuvent, s'ils le souhaitent, s'exprimer dans les colonnes de cette revue. Leur ouvrir peut être considéré comme une modeste contribution de notre part au processus de paix.

Nous bénéficions, à l'appui de cette proposition, de l'expérience, particulièrement stimulante, du dialogue que nous avons établi avec les musulmans laïques qui se sont récemment et fortement exprimés dans le Manifeste des Libertés². Quelle que soit l'importance et la puissance des organisations étatiques, nous sommes en effet convaincus que les peuples (les collectivités humaines historiques et culturelles) peuvent aussi manifester leur existence par d'autres voies qu'une implantation territoriale spécifique, et que la richesse des confrontations que permettent les phénomènes diasporiques contribue, par les échanges voire les métissages de tous ordres qu'ils induisent, au progrès de tous ceux qui en sont parties prenantes. Cette conviction ne suffit-elle pas à justifier cet appel ? ■

¹ Voir son article page 13.

² On aura reconnu dans ces mots le titre du livre de Richard Marienstras, (Maspéro, 1975), aujourd'hui malheureusement épuisé.

³ Voir page 45 le résumé d'un récent débat sur le sujet.

Pour moi la question n'est pas " Qu'est-ce qu'un Juif ? " mais bien " Pourquoi m'obstiné-je à vouloir rester juive ? "

Merci à Berthe Burko-Falcman d'avoir accepté de répondre aux questions de Diasporiques sur le couplage de son « catholicisme culturel » (les marques indélébiles de sa vie d'enfant cachée pendant la guerre de 39-45) et de son très profond enracinement dans une judéité nourrie par l'engagement bundiste de ses parents. Ces deux composantes donnent à son témoignage une originalité et une force exceptionnelles.

Berthe Burko-Falcman, " juive comme elle respire "



Photo P. Lazar

Une enfant cachée qui ne le savait pas

Diasporiques : Parlons d'abord, si vous le voulez bien, de votre enfance, pendant la guerre. Vous aviez je crois huit ans en 1942...

Berthe Burko-Falcman : Non, sept ans... l'âge de porter l'étoile ! Mais je ne l'ai pas portée.

D. : Est-ce parce que vous n'étiez pas à Paris à l'époque, mais à Lacaune-Bains, le lieu où vous situez le récit d'une enfance, dans ce très beau livre pour partie autobiographique qu'est *l'Enfant caché*¹ ?

BBF : Non, car je ne suis arrivée à Lacaune que le 15 février 1943. Avant j'étais cachée, et ma mère avait perdu ma trace : elle ne savait pas du tout où j'étais. Elle a même fait à l'époque

– m'a-t-on raconté depuis – une tentative de suicide parce qu'elle pensait ne plus jamais me revoir. En fait, j'avais vécu à Paris jusqu'en 1942...

D. : Avec vos deux parents ?

BBF. : Non, mon père faisait partie de ces Juifs étrangers arrêtés le 14 mai 1941 et internés à Pithiviers et à Beaune-la-Rolande. Il a été interné quasiment un an après sa démobilisation. Il s'était engagé pour la durée de la guerre. Ma mère m'avait gardée avec elle. Elle n'a jamais trop voulu me parler de cette époque. Mais en juin 42, alors que les vacances n'avaient pas encore commencé, elle m'avait envoyée à la campagne, en Normandie, et ce n'est que très récemment que j'ai pris conscience qu'elle l'avait sans doute fait pour m'éviter de porter l'étoile. Je devais

revenir à Paris début juillet je crois. Mais mon père lui avait écrit, depuis Pithiviers : « *Ne ramène pas l'enfant, laisse la à la campagne* ». Elle a suivi son conseil qui, en quelque sorte, m'a sauvé la vie puisque c'est ce qui m'a permis d'éviter la rafle du Vel d'Hiv. Ce jour-là (le 16 juillet 1942), on est venu nous chercher. Ma mère était seule. Elle a alors fait ce qu'il faut bien appeler une crise d'hystérie, hurlant qu'il n'était pas question qu'elle parte sans sa fille, que son mari était interné, etc. Les policiers français lui ont dit de se calmer, de préparer ses affaires et qu'ils reviendraient la chercher plus tard. Pendant qu'elle faisait sa valise, une amie juive polonaise est passée chez elle : « *Rushkè, vus tistu ? Di vaïs vus tit zikh oïf der gass ?* Qu'est que tu fais là ? Sais-tu ce qui se passe dans la rue ? » Et elle l'a emmenée chez des Juifs hongrois (à l'époque on ne les prenait pas, ils ont été déportés ultérieurement) où elle est restée

¹ Paris, Le Seuil, 1997, 185 p., 10 Euros.



cachée quelques jours. Elle a ensuite payé un passeur pour franchir la ligne de démarcation. Le passeur lui a fait faux bond, elle a quand même tenté de passer en zone libre. Elle s'est fait prendre. Elle a été envoyée, en août 42, dans un camp dit « de regroupement », situé à Pau. Juste après la première grande rafle en zone libre, elle a été placée en « assignation à résidence » à Lacaune-les-Bains. Pourquoi à Lacaune et pas à Drancy pour être ensuite déportée à Auschwitz, comme tant d'autres ? Dieu seul le sait. Elle a eu de la chance. L'assignation à résidence était un statut particulier. Les lieux d'assignation étaient comme des réserves à Juifs. De temps à autre, on y puisait. Ainsi la rafle de février 1943, quelques jours après mon arrivée à Lacaune. J'en tiens le récit de Serge Klarsfeld. À la suite de l'exécution de deux officiers allemands sur le Pont des Arts à Paris, les autorités d'occupation ont exigé, à titre de représailles, qu'on arrête 2 000 Juifs un peu partout en France, et notamment à Lacaune où furent prises plusieurs dizaines d'hommes. Ma mère et moi avons, là encore, échappé par miracle à la déportation. Toutes les deux nous avons eu beaucoup de chance.

D. : Il y a, pour le moment, un maillon manquant dans votre histoire personnelle. Vous étiez en Normandie, enfant perdue, enfant cachée : comment vous êtes-vous retrouvée auprès de votre mère, le 15 février 1943 très précisément, à Lacaune-les-Bains ?

BBF. : Le fait d'avoir été une enfant cachée, honnêtement je n'en ai eu conscience que très tardivement. Je n'avais en réalité rien compris à toute cette histoire. En 1990, une femme venant d'Amérique nous avait annoncé la création prochaine d'une « Association d'enfants cachés » (*Hidden children association*) et qu'un congrès des enfants cachés allait se tenir à New York, je crois. À l'époque j'avais trouvé cela plutôt étrange, pour ne pas dire plus, et surtout je ne me sentais pas concernée, n'ayant nulle conscience

d'avoir jamais été moi-même dans cette situation. C'est en fait mon mari qui m'a fait comprendre que cachée je l'avais été, même si je ne voulais pas le savoir. J'ai alors commencé à essayer de reconstituer ce qui s'était passé et d'en parler. À la même époque, j'ai entendu un psychanalyste de talent dire devant moi : « *Il y a encore vingt ans, les psychanalystes avaient peur que leurs patients leur parlent de la Shoah, c'était pour eux une zone noire sur la carte, une terra incognita* ». Je ne sais pourquoi, entendre cela m'a réconfortée : à la fin des années 70, début 80, l'incompréhension évidente que j'avais rencontrée avec mon histoire m'avait comme il se dit aujourd'hui, « hallucinée » ; pendant des mois, j'avais eu l'impression que la personne installée dans son fauteuil derrière le canapé n'avait qu'une seule peur, que je m'engage dans mon histoire et surtout que je l'y engage.

Un premier baptême manqué

BBF. : J'ai fini par reconstituer, en partie au moins, ce passé. À partir du moment où ma mère a franchi la ligne de démarcation, elle n'a plus eu aucune relation avec moi, et cela pendant plusieurs mois. Après le conseil que mon père lui avait donné depuis Pithiviers, elle avait écrit à la personne qui s'occupait de moi en Normandie, Mme M., pour lui demander si elle pouvait encore me garder. Et cette femme simplissime – il n'y avait pas même l'électricité chez elle – a dû comprendre que c'était une demande lourde de conséquences puisque, quelques jours plus tard, elle m'a emmenée chez le curé de sa paroisse pour lui demander de me baptiser – ce que celui-ci n'a pas voulu faire sans le consentement explicite de ma mère. Et ma mère a refusé...

D. : Cet échange de demandes et de réponses s'était fait, je le suppose, par les cartes de correspondance inter-zones alors en vigueur ?

BBF. : Oui, tout à fait ! Et par le truchement de Monsieur Henri, belge d'origine, non juif, employé des

Chemins de fer français – en vous parlant, je le revois avec son éternelle casquette de cheminot ! – qui avait décidé de contribuer à sauver des enfants juifs après l'arrestation de sa femme, de sa déportation, elle-même communiste et juive.

D. : Comment Mme M. a-t-elle pris ce refus du baptême ?

BBF. : Très mal, elle en était vraiment très fâchée. Moi, vous savez, à l'époque, je la trouvais méchante, cette femme. En réalité sa dureté n'avait rien de spécifique à mon égard, elle agissait exactement de même avec les siens et, en fait, c'est elle qui a été le premier maillon de la chaîne qui m'a sauvée. Elle m'emmenait partout avec elle, à l'église, à toutes les messes d'enterrement, aux mariages dans sa famille. Sa manière à elle de me protéger. Je dois figurer sur ses photos de famille !

D. : Comment le lien a-t-il été interrompu puis rétabli entre votre mère et vous, et comment êtes-vous, en fin de compte, passée de la Normandie à Lacaune ?

BBF. : Quand j'ai fait la connaissance de la future belle-mère de notre fille – ancienne résistante de la MOI², rescapée d'Auschwitz, elle était déjà très âgée – la première question qu'elle m'a posée a été : « *Quel est le réseau qui vous a sauvée ?* ». Elle parlait en connaissance de cause, son fils aîné ayant été caché par un réseau de camarades avant la déportation de ses parents. Mais moi je me suis dit : « *C'est bien ça les communistes, toujours à imaginer des réseaux !* » Et, naïve, j'ai affirmé : « *Ce sont simplement des gens gentils qui m'ont sauvée* ». Ensuite j'ai compris qu'elle avait sûrement raison, et, depuis lors, je cherche, mais pour le moment en vain, des traces de ce réseau...

D. : Monsieur Henri devait effectivement faire partie d'une telle organisation ?

² Main d'Œuvre Immigrée, mouvement de résistance recrutant parmi les étrangers.

BBF. : Sans doute, mais je n'en ai jamais rien su. Ce qui ne m'a pas empêchée d'obtenir pour lui la *Médaille des Justes*.

D. : Reprenons. Vous êtes donc en Normandie, votre mère à Lacaune...

BBF. : Oui, et en réalité elle ne sait plus où je suis parce que Monsieur Henri a estimé que je n'étais pas vraiment en sécurité chez Mme M. Il y avait en effet chez elle une jeune fille qui était au mieux avec les Allemands, qui avait même des rendez-vous galants avec eux, le dimanche dans les champs. Il lui arrivait au demeurant de m'emmener avec elle pour lui servir en quelque sorte de duègne !

D. : Une bien jeune duègne !

BBF. : Oui, mais dont la seule présence limitait les ébats amoureux ! Cependant Monsieur Henri, apprenant tout cela, a préféré, on le comprend, me confier à quelqu'un d'autre et, sans doute pour des raisons de sécurité, n'a pu prévenir Maman.

D. : Mais celle-ci a quand même fini par vous récupérer ?

BBF. : Oui, neuf mois après m'avoir quittée, ce qui est bien long pour une enfant et pour sa mère. Les enfants acceptent tout sur l'instant, ce qui ne veut pas dire que cela ne les marque pas en profondeur. J'ai compris assez tard combien cette séparation avait pu être grave. Je crois mieux le comprendre maintenant que j'ai un petit-fils...

Chez les Sœurs de la Présentation

D. : Quand vous arrivez à Lacaune, votre mère, juive, athée, bundiste, vous met, si j'ai bien compris, dans une école catholique, pourquoi ? Elle ne pense qu'à la qualité de l'enseignement ?

BBF. : Non, pas du tout, c'est seulement ce qu'elle a prétendu. Il y avait à Lacaune quatre écoles : deux écoles communales, une pour les filles et une pour les garçons, tenues en fait par des protestants, et deux écoles

religieuses catholiques. Au sein de l'école communale des filles, on n'a jamais su pourquoi, il y avait une classe spéciale pour les enfants juifs, filles et garçons ; nous y étions environ une vingtaine. Ma mère ne m'a pas dit qu'elle avait peur d'une rafle, mais c'est sans doute ce qui l'a motivée pour me mettre plutôt chez les Sœurs de la Présentation. Pas plus qu'elle ne m'avait expliqué pourquoi elle m'avait envoyée pendant si longtemps en Normandie, elle ne m'a jamais vraiment dit les raisons de cette décision.

D. : Ce faisant, elle a involontairement pris la responsabilité de vous laisser vous nourrir fortement d'une culture catholique très prégnante...

BBF. : Tout à fait. Cependant je dois à la vérité de dire que ce n'est pas à Lacaune que cela a commencé mais avant. D'abord avec Mme M. qui m'emménait chaque jour à l'église. Puis au sein de ma deuxième famille normande d'accueil. Là, le père de famille, Auguste D., un résistant très profondément croyant, avait (lui aussi !) décidé, quels que soient les obstacles, de me faire baptiser. Il voulait devenir mon parrain et il avait commencé à m'apprendre les principales prières catholiques. J'apprenais bien, ça me plaisait, d'autant que je n'allais pas à l'école. La date du baptême était même arrêtée. Monsieur Henri, ô miracle, est opportunément arrivé sur ces entrefaites, il m'a emmenée et, après diverses, et pour moi obscures, péripéties (le réseau sans doute !), j'ai fini par me retrouver auprès de ma mère, à

Lacaune. Non baptisée mais déjà très marquée par la religion catholique. Vous pensez, j'avais à peine huit ans, comment résister ? D'autant que cela me plaisait bien. Dans les années 80, j'ai connu une femme à qui il était arrivé une aventure infiniment plus bouleversante puisque, malade, elle avait le même jour été baptisée, avait reçu l'extrême onction et... avait aussitôt guéri !

Dans l'école religieuse de Lacaune, je dois le dire, aucune des sœurs n'a

jamais fait quelque pression que ce soit sur moi : toute mon acculturation au catholicisme a été le produit de ma propre inclination. J'avais, sur la demande de Maman, été mise dans la classe de Jacqueline, une petite voisine qui était mon aînée de deux ans. Dans cette classe, au niveau beaucoup trop élevé pour mon âge, je ne comprenais rien. Je faisais jusqu'à quarante fautes par dictée ! Les seules choses qui me plaisaient, étaient le cours d'histoire, celui d'histoire sainte et la récitation du catéchisme par les catéchumènes³.

D. : Il n'est pas très difficile de comprendre que, dans le contexte de l'Occupation, dans la situation psychologique qui était celle de votre famille et en phase personnelle d'échec scolaire, vous ayez pu vous sentir traversée par des élans mystiques...

BBF. : Évidemment ! Mais pour moi le mysticisme n'est pas fondamentalement d'inspiration religieuse, il a été récupéré par les religions. On n'a pas besoin de le rattacher à une institution ou à une transcendance. Peut-être mon père, qui avait été dans une *yeshiva*⁴ jusqu'à dix-huit ans avant de devenir bundiste, avait-il lui-même des sentiments ou des inspirations de même nature ? Tout cela en tout cas m'intéressait, et même me fascinait. Ainsi récitions-nous fréquemment, en fin d'après-midi, et dans l'obscurité en automne, les litanies à la Vierge Marie, ponctuées par *ora pro nobis*, priez pour nous. J'aimais l'atmosphère de ces récitations, je trouvais ça beau ! C'est peut-être dans toutes les métaphores utilisées pour parler de la Vierge, dans tous les attributs qu'on lui accordait que j'ai découvert la poésie...

Et néanmoins juive...

BBF. : Cela dit, ce n'était pas facile de vivre ainsi. Parce que je me savais

³ Le séjour à Lacaune a servi de source d'inspiration pour mon livre, *Chronique de la source rouge*, (Calmann-Lévy, 1984).

⁴ Ecole destinée à la formation des rabbins.



juive. Que je m'étais toujours sentie juive. Avant la guerre – je m'en souviens fort bien – notre maison était en permanence ouverte aux amis, aux camarades bundistes. Le dimanche, elle ne désemplissait pas, on y chantait des chansons juives militantes, on y parlait yiddish. Comme mes parents, tous venaient de Pologne, je le savais et je pensais même que tous les Polonais étaient juifs, parlant deux langues, le yiddish et le polonais (la langue que mes parents utilisaient entre eux quand ils ne voulaient pas que je comprenne...). On ne m'avait jamais dit, je crois, « *tu es juive* », mais je le savais ! Et je savais en même temps que ce n'était pas une très bonne chose que de l'être. À six ans – j'avais six ans en 41 – on perçoit tout, même si on ne comprend pas tout.

Je me savais juive sans rien savoir pour autant de l'histoire des Juifs. Or que nous apprenait-on chez les bonnes Sœurs ? L'histoire des Juifs, précisément : Abraham, Esther... C'était troublant : ce n'était pas bien d'être juif et chez les Sœurs on apprenait l'histoire des Juifs ! De quoi rendre une petite fille schizophrène, non ?

D. : C'était quand même rassurant d'une certaine façon ?

BBF. : Pas du tout, cela me dérangeait beaucoup ! Les jeunes enfants ont besoin de balises claires...

D. : Ce n'est donc pas une balise claire que de se découvrir enracinée dans un passé plus ancien que celui de la culture dominante : de comprendre que l'histoire des Juifs est bien plus ancienne que celle des catholiques ?

BBF. : Je ne sais pas... J'étais trop petite pour comprendre cela. À l'époque, je n'y suis pas parvenue.

D. : Peut-être parce que vous n'avez pas été assez aidée pour le faire ?

BBF. : Sans doute ! Je ne sais pas. Et puis aussi parce qu'il n'y avait pas eu Vatican II. Depuis, les catholiques se réfèrent constamment à la tradition

juive, mais, vous savez, à l'époque, les Juifs étaient un peuple déicide... Cela aussi me faisait problème quand on lisait les Évangiles. Tous les lundis, avec les autres Juifs, nous devions aller à la gendarmerie faire contrôler notre présence et en même temps on m'apprenait à l'école l'histoire des Juifs ! J'étais vraiment très mal à l'aise. Au point d'être culpabilisée parce que je n'avais finalement pas été baptisée selon les vœux d'Auguste D., le « père nourricier » de l'autre famille normande (qui a également obtenu, pour d'autres faits, la *Médaille des Justes*). Un sentiment auquel a succédé après la guerre le sentiment exactement inverse, celui de la trahison absolue qu'aurait été ce baptême s'il avait eu lieu.

D. : En fin de compte, vous avez pris vos distances vis-à-vis de cette période, vous avez repris le fil d'une histoire personnelle et collective en quelque sorte suspendue pendant tout ce temps...

BBF. : Oui, suspendue, c'est le mot juste. Je pense que je dois cela au yiddish. Honnêtement, quand j'ai retrouvé ma mère, je ne me souviens pas d'une grande émotion de retrouvailles. J'avais déjà beaucoup lu, notamment, chez Mme M., des histoires d'enfants perdus retrouvant

père et mère, ils étaient très émus. Et moi, je m'attendais à être émue comme eux, et je ne l'ai pas vraiment été. En revanche, quand j'ai entendu Maman me parler en yiddish, à ce moment je l'ai vraiment retrouvée.

Un catholicisme d'imprégnation

BBF. : À la Libération, en 1944 – en fait dès le Débarquement – les Juifs de Lacaune ont délibérément cessé d'aller pointer. Ma mère, qui était bundiste avant toute chose, est aussitôt partie pour Lyon afin de savoir qui avait survécu parmi ses amis bundistes. Et à qui m'a-t-elle confiée ? Aux religieuses naturellement ! Elle était tellement éloignée de toute forme de religiosité qu'elle n'a absolument pas imaginé ce qu'elle faisait ainsi de la sensibilité d'une fillette de neuf ans, de sa capacité à absorber comme une éponge une culture ainsi mise vingt-quatre heures sur vingt-quatre à sa disposition. Elle m'a donc laissée chez les religieuses. Je faisais tout avec elles, y compris les prières très tôt le matin à l'église, les prières à table. Tout le temps on priait et j'aimais. Je me souviens de la première fois où, dans le dortoir, dans le noir, j'ai entendu les autres pensionnaires conclure la prière du soir par « *Mon Dieu,*



Photo P. Lazar

je remets mon âme entre vos mains ». Et là j'ai vraiment eu peur, j'ai même été prise d'une véritable terreur, persuadée que j'allais mourir. Alors que, curieusement, mon catholicisme était plutôt paisible. Je n'ai jamais pensé que je pourrais aller en Enfer, ou même au Purgatoire, pas plus au demeurant qu'au Paradis. Mon Royaume était de ce monde, je n'avais pas de crainte métaphysique. Je n'ai eu peur de la mort que lorsqu'il m'a fallu remettre mon âme à Dieu ! Le matin suivant, je me suis réveillée vivante. C'était bien.

D. : Vous parlez bien de votre catholicisme sans avoir jamais été baptisée ?

Photo P. Lazar



BBF. : Absolument, il s'agit bien d'un catholicisme culturel, d'imprégnation

D. : Et les sœurs acceptaient que vous alliez à la messe, que vous fassiez toutes les prières, sachant parfaitement que vous n'étiez pas baptisée ?

BBF. : Oui, parce qu'elles se sentaient responsables à mon égard...

D. : Et elles n'ont jamais cherché même à vous ondoier ?

BBF. : Jamais, au grand jamais ! Elles ne voulaient rien imposer. Je me souviens très bien qu'un dimanche après-midi, alors qu'elles se rendaient aux vêpres, c'est moi-même qui leur ai demandé de m'emmener. Et bien sûr, elles l'ont fait. Personne ne m'a obligée. Je leur suis très reconnaissante de leur respect. Je correspond toujours avec la plus jeune d'entre elles qui a aujourd'hui plus de quatre-vingts ans. Nous nous voyons de temps en temps.

Catholique et bundiste tout à la fois

BBF. : Je ne me suis vraiment libérée de tout cela qu'à dix-huit ans. Jusque

là, j'étais encore très croyante. J'étais restée catholique-non-baptisée en même temps que, paradoxalement, je devenais *skifiste*⁵ – Maman m'avait inscrite au mouvement de jeunesse du Bund après la guerre... Je crois que c'est la lecture de *Solal*, le roman d'Albert Cohen, qui est vraiment le point de rupture. J'ai alors pris conscience qu'être mystique n'était pas lié au seul catholicisme, que je pouvais l'être pour mon compte personnel. Or, j'étais en même temps très juive – comme on peut l'être au Bund, avec un très fort sentiment d'appartenance. Et aussi très yiddishiste (et je le suis restée).

D. : *Solal* a été en quelque sorte le déclencheur de votre *palimpseste* ? Je reprends ici le mot que vous avez utilisé vous-même dans le très joli papier que vous avez écrit dans le petit opuscule de récits et témoignages personnels, publié par le Cercle Gaston-Crémieux⁶ en même temps que *Temps juif*, lecture laïque⁷, et que vous avez intitulé *Du temps des Juifs au temps juif*⁸.

⁵ Membre d'un mouvement de jeunesse socialiste juif.

⁶ *Du temps des Juifs au temps juif*, publications du Cercle Gaston-Crémieux, Paris.

BBF. : C'est exactement cela ! *Solal* m'a apaisée, « renvoyée à la maison » pour tout dire ! Mais je n'ai jamais raconté cette histoire à Albert Cohen quand j'ai travaillé sur son œuvre : j'ai le sentiment qu'elle ne l'aurait pas intéressé. Et puis, à l'époque, je n'en parlais pas, je n'aurais jamais osé en parler. Maintenant, je peux le faire. Au fond j'aurais peut-être dû lui en parler, mais, à ce moment-là, c'était encore pour moi très culpabilisant d'être passée par là !

Transmettre

BBF. : La question de la transmission ne s'est jamais posée pour moi. C'était aussi naturel pour

moi de transmettre que de respirer : je suis juive comme je respire !

D. : Vous allumez, je crois, les bougies du Shabbat ?

BBF. : Oui, mais c'est un geste qui n'est venu que très tardivement dans ma vie : ma fille était déjà partie de la maison quand j'ai commencé à le faire... Quand elle vivait avec nous, j'avais toutefois déjà le sentiment de transmettre... disons plutôt en quelque sorte de *poursuivre*. Mais quand elle est partie, j'ai éprouvé le besoin d'instaurer ce rituel, c'est une chose très personnelle, une cérémonie intime à laquelle je n'invite pas même mon mari. Disons que c'est une pause dont je ressens la nécessité.

D. : Dites-vous alors les mots traditionnels « *zahor ve shamor*, souviens-toi et respecte » ?

BBF. : J'aurais plutôt tendance à penser « souviens-toi et perpétue » !

⁷ Ed. Liana Levi, Paris, 1995, 185 p., 15 Euros.

⁸ Le « temps des Juifs » étant la façon dont certains habitants de Lacarne désignent encore la période de l'Occupation, c'est à dire celle où beaucoup de familles juives étaient « assignées » dans ce bourg...



C'est cela mon rituel, celui de tous les vendredis. J'appelle mes enfants, je leur souhaite en yiddish *a guit shabès* et une bonne semaine. Une façon pour moi de renouer des fils. Quand mon père nous écrivait de Pithiviers, c'est moi qui lisais les lettres parce que Maman lisait mal le français. Une fois, il nous a écrit qu'il avait lu la *megillah*⁹ d'Esther – je ne comprenais pas un mot de ce que cela voulait dire mais cela n'a cessé de me trotter dans la tête. Longtemps je me suis demandé pourquoi ce Bundiste, non observant, avait lu ce texte dans le camp ! Depuis, j'ai su que c'était une lecture qui avait à voir avec la liberté, c'est au Cercle Gaston-Crémieux que je l'ai appris. Serge Klarsfeld a publié en 1991 un album de photos où j'ai vu celle d'un shabbat à Pithiviers et mon père était là, sur la photo ! Il ne portait pas de *talith*¹⁰, il observait. C'était sans doute pour lui une façon de renouer avec quelque chose. Et, d'une certaine façon, c'est ce que je recherche moi aussi en allumant mes bougies, renouer.

D. : Vous aimez bien le mot pause. Vous observez la pause de Kippour, vous jeûnez, et vous respectez la pause hebdomadaire du shabbat. Vous dites quelque part – je crois que c'est dans l'opuscule que nous évoquions tout à l'heure – que vous aviez transmis à votre fille ce goût de la pause...

BBF. : Elle a effectivement longtemps jeûné avec moi à Kippour, mais je ne sais pas si elle le fait encore. Pourquoi ces pauses ? Je ne fais pas trop

d'introspection à ce sujet. Peut-être au départ, était-ce aussi un peu par provocation, par réaction vis-à-vis du milieu bundiste dont je suis sortie, j'avais un oncle et une tante, que je trouvais par trop intégristes à mon goût (*fanatikèr*, des fanatiques, disait-on à l'époque en yiddish). Et puis cela me plaisait cette pause, qui me mettait en communion avec d'autres. Longtemps, j'ai ignoré l'existence d'une religion juive.

Maintenant que vous m'interrogez, j'ai envie d'être claire, avec vous et avec moi aussi par la même occasion. À quatorze ans, j'ai pris conscience de ce qu'avait été l'obligation imposée de porter une étoile, du coup j'en porte une en permanence depuis lors, en or, minuscule. On ne la voit guère. Pour moi la question essentielle n'est pas « Qu'est-ce qu'un Juif ? » mais bien « Pourquoi m'obstiné-je à rester juive ? ». On m'a toujours dit que j'avais l'air d'une *goy*. Un soldat allemand m'a dit un jour, en Normandie, qu'il avait une petite fille comme moi à Berlin. Il m'est arrivé d'entendre parler devant moi, de moi, en yiddish, comme d'une *shiksè*, c'est à dire une jeune fille *goy* (dans une acception pas très sympathique). Dans une école maternelle où je faisais un stage, on m'a même prise un jour pour une « âme vaillante »¹¹ mettant, avec ses deux longues nattes, la laïcité en péril ! Mais si on devait m'apprendre vraiment, un jour, que je ne suis pas juive, ce serait l'horreur ! En fait je ne peux même pas l'imaginer... Et cependant je ne comprends pas cette obstination à

m'affirmer juive : je ne suis ni religieuse ni sioniste, mais diasporique et satisfaite d'être minoritaire. À vrai dire, je dois aimer cette situation paradoxale. C'est tellement intéressant d'être juive !

D. : C'est très touchant de vous entendre dire ce que vous venez de dire, cela a une forte résonance pour beaucoup d'entre nous...

BBF. : Je considère qu'en dépit de tout, c'est la chose la plus importante qui me soit arrivée dans ma vie que d'être née juive. J'ai vécu un moment important de ma vie – de mon enfance et de mon adolescence – en tant que catholique culturelle : cela fait partie intégrante de ma liberté individuelle que de le reconnaître, mais cela n'engage pas ma responsabilité au même niveau que le fait ma filiation. En tant que juive, je ne me situe plus seulement dans une aventure individuelle – même si souvent je me dis être « une juive toute seule », comme un personnage de l'écrivain polonais Tadeusz Borowski – mais dans le partage d'un destin collectif que je me dois de contribuer à perpétuer comme je le peux. ■

Propos recueillis par
Philippe Lazar



Photo J. Burko



Faut-il rappeler à nos lecteurs que les musulmans laïques, avec qui nous dialoguons, ne représentent pas (ou pas encore...) la majorité de cette minorité ? Pour avoir une idée de ce qui se passe dans les allées du culte musulman, voici une esquisse de la situation actuelle dans les mosquées de France, que nous publions grâce au Courrier des maires et des élus locaux :

Les conseils régionaux du culte musulman se cherchent encore...

Martine Kis

Depuis leur élection en avril 2003, la visibilité des conseils régionaux du culte musulman est variable. Et dépend de la visibilité de chaque président. Ils pourraient pourtant répondre à une ancienne revendication des élus locaux : disposer d'interlocuteurs fiables, reconnus et représentatifs.

Prévues initialement pour avril 2005, les nouvelles élections au « Conseil français du culte musulman » (CFCM) et aux conseils régionaux de ce culte (les CRCM) sont l'objet de vives tensions au sein du CFCM. L'unité obtenue lors de la « crise des otages » n'aura pas tenu longtemps ; les enjeux de pouvoir et les rivalités de personnes ont rapidement repris le dessus. En effet, la Grande mosquée de Paris avec son recteur, Dalil Boubakeur, président du CFCM, représente un courant qui reste minoritaire. De tendance algérienne, la Grande mosquée est en froid aussi bien avec la Fédération nationale des musulmans de France (FNMF), qui représente les Marocains, qu'avec l'Union des organisations islamiques de France (UOIF), majoritaire au CFCM, fondamentaliste. Dalil Boubakeur et la FNMF étaient cependant d'accord pour demander un report de ces élections. Objectif de la Grande mosquée : obtenir une modification du règlement électoral qui lie le nombre de voix à la superficie des mosquées. Or, sur cette base, l'UOIF, bien implantée et militante, l'emporterait. Vingt présidents de CRCM sur 25, réunis le 11 novembre à Paris à l'initiative de l'UOIF, ont réclamé des élections « démocratiques à tous les niveaux » et mis en cause « l'attitude et les déclarations irresponsables du président du CFCM ». Le lendemain, Dalil Boubakeur acceptait la tenue des élections en avril.

Cet imbroglio a naturellement des conséquences locales puisqu'il s'agit, d'abord, d'élire les Conseils régionaux qui, ensuite, désigneront les membres du CFCM. Avec une durée de mandat fixée à deux ans (« un mandat bien trop court » selon le sociologue Franck Frégosi), sitôt installés les membres des CRCM étaient de nouveau en campagne électorale. De quoi brouiller encore plus la faible visibilité d'institutions conçues pour être les interlocuteurs privilégiés des autorités locales. Ainsi, alors que le CRCM de PACA peinait à lever la méfiance des élus, la démission

collective de ses membres affiliés à la Grande mosquée, le 22 septembre dernier, a été aux yeux de tout le monde l'absence d'unité de cette instance.

« La clé pour comprendre la situation relève peu de la religion. La première grille de lecture est ethnique et nationale », explique Omero Marongiu, sociologue. Ainsi, dans le Nord-Pas-de-Calais, de savants équilibres ont résulté des interventions des consulats et des pressions des groupes pour aboutir à l'éviction de la présidence d'un Marocain, recteur UOIF de la mosquée de Lille Sud, au profit de Bahssine Saaidi, responsable de la mosquée de Petite Synthe. Lui aussi est Marocain, mais représente les Berbères du sud, majoritaires dans le Nord-Pas-de-Calais.

L'audience locale d'un CRCM dépend avant tout de la personnalité de son président. Et à ce jeu, les représentants de l'UOIF, souvent diplômés, mieux formés et plus politiques, l'emportent. Ainsi, en Alsace, Abdelhak Nabaoui a-t-il su se faire entendre. « Lors de la crise des otages, il pris l'initiative d'une manifestation à laquelle journalistes et élus de toutes tendances ont participé. Ce qui, en Alsace, n'est pas rien ! », remarque Frank Frégosi. À l'inverse, Bahsine Saaidi, président du CRCM du Nord-Pas-de-Calais, salarié de la Sollac, a-t-il des difficultés à se faire entendre. « J'ai rencontré les préfets et sous-préfets, mais j'ai peu de contacts avec les maires, reconnaît-il. Le problème est que notre CRCM n'a ni locaux ni moyens. Nous nous déplaçons à nos frais, alors que nous sommes tous des travailleurs ». Pour le contacter, seulement un numéro de portable, ce qui ne rend pas son identification locale facile.

« Que la situation d'un CRCM soit claire ou pas, enfin nous avons des interlocuteurs ! » s'exclame, satisfait, André Gerin, maire de Vénissieux, ville secouée il y a peu par l'affaire de l'imam Bouziane. « Pour la première fois l'islam donne une image d'union et montre sa volonté d'intégration dans le tissu social », se félicite Kamel Kebtane, président du CRCM Rhône-Alpes, qui a pris l'initiative de se présenter à tous les « grands maires » et qui multiplie les propositions : schéma directeur d'aménagement des mosquées, convention de partenariat entre associations,



collectivités et le CRCM, procédure d'agrément des imams... « Suite à l'affaire Bouziane, le CRCM m'a présenté un imam, qui a été installé officiellement et publiquement à la mosquée », raconte le maire, satisfait d'obtenir ainsi une sorte de garantie. Que le président du CRCM soit une personnalité controversée, peu importe ! « Il connaît tout le monde et fait avancer les choses ». Le même Kamel Kebtane avait menacé de prendre la tête d'une « coordination des CRCM » dans le cadre de la crise actuelle.

Il faut ajouter que la représentativité des CRCM connaît des limites. Les jeunes ne se retrouvent pas dans des structures avant tout culturelles et préfèrent souvent s'investir dans des associations à but plus social. Certaines mosquées ou tendances ont refusé de participer au vote : les mosquées turques se sont exclues d'elles-mêmes en Nord-Pas-de-Calais. Les Comoriens estiment être évincés par « les Arabes ». « Nous sommes encore loin d'un islam français, souligne Omero Marongiu, tant les liens avec le pays d'origine sont forts, et le seront encore pour un certain temps ». ■

Diaspora juive, diaspora palestinienne...

J.S. Nakhnik

Avec la nouvelle agitation (on dit, paraît-il, « nouvelle donne ») au Proche-Orient, la question des réfugiés palestiniens reprend de la vigueur, nous offrant une occasion pour une réflexion diasporique à leur sujet.

Partis quelques centaines de mille des terres prises « temporairement » par Israël, ils sont à présent quelque 3,5 millions en terre étrangère (c'est à dire hors Cisjordanie, Gaza et Israël même). Dont 1,8 millions en Jordanie, où ils ont un statut stable (et définitif ?) de citoyens libres et égaux. Il n'en va pas de même en Syrie ou au Liban, où ils sont au total plus de huit cent mille réfugiés, discriminés et traités comme des quasi-étrangers, qu'ils soient dans des camps ou en ville.

Dans d'autres pays arabes, essentiellement en Arabie saoudite et dans les pays du Golfe, ils sont 535 000. Mais là, leur image est différente : il s'agit souvent de spécialistes de bonne formation, qui font marcher les rouages de l'économie locale, depuis les tâches techniques et l'encadrement jusqu'aux services. Et enfin, dans le reste du monde, en Europe et avant tout en Amérique du Nord, il y a près de 400 000 Palestiniens dispersés.

Il y a une grande disparité entre ces différents groupes humains, tant au niveau du statut juridique que du point de vue économique et social. Nous avons beaucoup cultivé l'image des réfugiés misérables, bloqués dans des camps de fortune, tantôt exposés aux coups de l'armée israélienne, tantôt confinés et discriminés par les régimes arabes qui se complaisent à pourrir à dessein leur vie, afin de garder bien purulent cet ulcère anti-israélien. Cette image oblitère celle de « l'autre diaspora » palestinienne : celle des minorités implantées à la force du poignet dans de nombreux pays, désireux de s'y faire une place honorable, envoyant leurs enfants dans les écoles – y compris les « grandes Écoles » – pour sortir de la précarité par le haut. C'est le cas des Palestiniens implantés en Europe, au Canada, aux États-Unis – une diaspora dynamique,

productrice d'ingénieurs et d'avocats, dans laquelle le statut social change au changement de générations.

Il est intéressant de regarder de plus près cette partie dynamique de la diaspora palestinienne (il ne s'agit pas de laisser définitivement dans l'ombre ceux qui crouissent dans les camps, mais contentons-nous pour l'instant d'un seul débat). En somme, elle semble être une image-miroir de la Diaspora juive, de cet essaim de minorités qui font face aux difficultés par un acharnement à s'en sortir, à s'intégrer tout en préservant leur différence. On a découvert relativement récemment l'existence de cette diaspora palestinienne, et bien des Juifs diasporiques s'en sont émerveillés : « Mais ils sont comme nous, ils agissent comme nous » ! Exclamation à laquelle Richard Marienstras a apporté en son temps un bémol : « On verra cela dans deux mille ans »... Il est vrai que, si la poussée vers le haut est similaire, la pérennité d'une identité palestinienne en diaspora demande à être vérifiée à la pierre de touche du temps qui passe.

Quoi qu'il en soit, si la « nouvelle donne » mentionnée plus haut parvient à normaliser les relations entre Israël et un État palestinien, qu'advient-il des Palestiniens de la diaspora ? Il est clair que la grande majorité resteront « en exil », hors d'Israël – ce qui semble une évidence – mais aussi hors de la future Palestine. Après avoir répété durant des siècles « l'an prochain à Jérusalem », les deux tiers du peuple juif vivent toujours dans la Diaspora, et il y a fort à parier que, pour des raisons évidentes et similaires, la très grande majorité des Palestiniens dispersés dans le monde resteront là où ils ont réussi à s'implanter.

On arrivera alors à une existence parallèle, et, espérons-le, apaisée, de deux diasporas issues de cette terre : la juive et la palestinienne. Il serait alors intéressant que les deux cessent de s'ignorer et se rencontrent. Et pourquoi pas dès à présent ? Et si cela contribuait au règlement des antagonismes « là-bas » ? ■

Dans une tentative de gommer quelque peu les antagonismes franco-israéliens, les autorités des deux pays ont décidé d'agir sur leurs opinions publiques. Dans cette optique, le Ministère des Affaires étrangères français et son homologue israélien ont organisé conjointement une rencontre de deux jours à Paris entre les journalistes des deux côtés, les considérant comme un levier efficace pour une meilleure compréhension mutuelle. Les débats étaient modérés par Antoine Spire. L'équipe rédactionnelle de *Diasporiques*, pour la première fois invitée à un débat de cette nature entre journalistes concernés par le conflit du Proche-Orient, a été davantage frappée par les désaccords de fond persistants entre journalistes israéliens et français que par les convergences de leurs analyses ; elle ne peut toutefois que se réjouir de cette tentative de dialogue. Pour ne pas dénaturer le compte rendu des débats, nous l'avons demandé au modérateur lui-même.



France – Israël. Quand les médias dialoguent

Antoine Spire

A la mi-octobre le Ministère des Affaires étrangères français et le groupe de haut niveau pour la relance des relations franco-israéliennes, co-présidé par Yehuda Lancry et David Khayat, ont organisé une table ronde entre journalistes français et israéliens. Quatre thèmes étaient au programme.

1 – Le traitement de l'antisémitisme. Les principaux médias représentés sont convenus qu'il y eut pour le moins un retard à se saisir de l'antisémitisme issu de quartiers populaires et marqué par l'hostilité à Israël. Si la critique de la politique israélienne est évidemment acceptable (elle ne doit pas être qualifiée d'antisémite), il n'empêche que la critique systématique de l'État d'Israël en tant que tel et de sa politique qualifiée de sioniste débouche souvent sur un antisémitisme d'un nouveau genre baptisé anti-sionisme. Une telle attitude n'est pas l'exclusivité des cités suburbaines mais souvent aussi le fait de militants altermondialistes qui dédouanent l'antisémitisme au nom de leur critique systématique de l'État d'Israël débouchant sur la négation de son droit à l'existence. Un certain nombre de journalistes ont insisté sur des archétypes aujourd'hui largement répandus, identifiant le Juif à l'Israélien et l'Israélien à celui qui mène un combat disproportionné avec les Palestiniens. Dans ce climat entrent en ligne de compte les rivalités entre les Juifs, arrivés d'Algérie en 1962, et leurs compatriotes non juifs habitant dans les mêmes cités. En quarante ans la promotion sociale n'est pas la même pour les deux groupes, d'où une jalousie forte qui explique un certain antisémitisme.

À cela s'ajoute une vieille histoire de concurrence entre les juifs et les musulmans en Algérie. Lorsque les juifs bénéficièrent du décret Crémieux et devinrent citoyens français, ils ne se solidariserent pas avec les musulmans qui, eux, n'en bénéficiaient pas. Lorsque, en 1946, la citoyenneté française fut restituée aux juifs, après les cinq ans de la période vichyste, là encore, pas de réaction dans

la communauté juive vis-à-vis de ces indigènes musulmans qui eux n'étaient toujours pas considérés comme des Français à part entière. Benjamin Stora, qui insiste sur cette opposition historique, montre qu'elle eut des conséquences chez les enfants et petits-enfants de ceux qui s'étaient vus traités différemment par le colonisateur. En même temps, nombre de préjugés racistes et antisémites se développent en priorité dans les milieux peu instruits, en situation d'insécurité économique ou sociale, comme l'a très bien montré le livre de Michel Winock, *La France et les Juifs, de 1789 à nos jours* (Éditions du Seuil). L'emballement médiatique de l'automne 2004 fut attribué à ce climat. La grande vitesse de réaction, indice de la sensibilité de la population à la question de l'antisémitisme est, en même temps, l'occasion de minorer les faits antisémites, compte tenu des quelques occurrences où il fut prouvé (dans le RER D ou au centre culturel de la rue Popincourt) que l'attentat n'était pas d'origine antisémite. Le Ministre des Affaires étrangères, Michel Barnier, souligna les efforts du gouvernement français contre l'antisémitisme. Pour lui, la question du Moyen Orient est un « cœur de conflit » dont les retombées antisémites en France sont inadmissibles. D'où l'arsenal juridique dont

Israël, état oppresseur ?

nous disposons et les efforts du gouvernement pour qu'il puisse être utilisé à bon escient.

Les journalistes israéliens présents dirent comment ils ressentaient les effets de cet antisémitisme dans les fluctuations du tourisme en Israël et dans l'émigration de certains Français (3 000 à peu près en 2003). Certains d'entre eux reprirent même la thèse du président Sharon : si les Français juifs considéraient que l'antisémitisme était insupportable en France, ils n'avaient pas d'autre solution que d'émigrer en Israël.

2 – Le deuxième thème était lié à l'appréciation portée par les journaux sur le conflit du Moyen Orient. En ouverture,



Michel Barnier insista pour que l'Europe soit un acteur politique reconnu dans la région. « Israël a besoin de l'Europe », affirma-t-il. « L'Europe souhaite intervenir dans le conflit. » Précisant que l'existence et la sécurité d'Israël étaient à ses yeux

un impératif sur lequel le gouvernement français ne

La France, pays antisémite ?

transigerait pas, il constata pourtant que les deux sociétés ne se comprennent pas et que les regards croisés qu'on voulait voir se manifester ici « se croisaient très peu », chacun restant ancré dans ses convictions. D'où la nécessité d'entamer ce dialogue.

Elisabeth Chemla, du site *Moyen Orient Info*, résuma une partie de la discussion de la deuxième table ronde en évoquant les déficits de complexité, d'humanité et d'intelligence qui marquaient le plus souvent les analyses de la presse à propos de la guerre israélo-palestinienne. Le conflit est en effet territorial, national, théologique et mondial. Trop souvent les journalistes, notamment de télévision, croient faire leur métier en montrant des images ; une journaliste de télévision précisant même que ce sont des images « brut de brut » qui parlent. Mais la réalité ne se donne pas spontanément. Il faut un point de vue pour la rendre éloquente. Or elle est trop souvent résumée par des images d'un manichéisme simplificateur et finalement faux : les chars et la force armée d'Israël face aux moyens limités à la pauvreté et à la misère des Palestiniens. Mais comment signifier l'angoisse des familles israéliennes menacées de perdre l'un des leurs dans un attentat aveugle ? Même les images d'attentats ne signifient pas grand-chose : on voit des corps calcinés, des autobus brûlés, mais rien n'est dit de l'angoisse réciproque des deux côtés des fameux murs.

Une discussion sur « le mur » évoqua l'éventualité qu'il puisse bouger, la manière dont la Cour suprême a obtenu à deux reprises déjà qu'on en modifie le tracé et les images, parfois caricaturales, qui en sont données. La photo habituelle montre un mur infranchissable alors que, souvent fait de barbelés et de barrières électroniques, il est susceptible de bouger facilement.

Le vocabulaire fut ici examiné de très près. N'est-il pas absurde de parler d'État fasciste à propos d'Israël comme le fait par exemple l'ex-directeur de RFI, Alain Ménargues ? Ou de parler d'apartheid pour décrire la situation des Palestiniens par rapport aux Israéliens ? Les Arabes israéliens disposent en Israël des mêmes droits que les citoyens juifs. Mais ces mots font mal et sont repris à dessein. La critique du vocabulaire est ici indispensable.

3 – La troisième table ronde devait aborder le regard porté par les Français sur Israël et par les journalistes israéliens sur la société française. En fait, le plus souvent, les valeurs de l'autre société ne sont pas connues ou presque jamais rappelées. Les lignes fortes de l'évolution de chacune des sociétés sont d'autant moins prises en compte qu'on globalise la population sous le vocable « les Français » ou « les Israéliens ». Chacun déplora ici la prédominance du passionnel sur le rationnel. La plupart des journalistes

présents admettaient qu'ils étaient d'abord affectifs et défendaient la logique de leur média et de son fonctionnement avant de se laisser bousculer par la diversité du réel. Ici, un certain nombre de préjugés sont à

l'œuvre. Trop souvent un journaliste français qui se rend en Israël vient habiter à l'American Colony à Jérusalem, se rend dans quelques camps en Cisjordanie et rédige un papier sur

la misère des Palestiniens, victimes de l'armée israélienne. De même, lorsque l'on parle de la France en Israël l'image d'un pays où l'antisémitisme devient une réalité s'impose au point que, lors d'un sondage récent, il est apparu que, aux yeux des Israéliens, la France, pays le plus antisémite, rejette plus facilement Israël que l'Arabie Saoudite !

Les Israéliens présents déploraient que les Français ne prennent pas en compte l'aspiration européenne des Israéliens et que la crise morale, sociale et économique que vivait Israël apparaisse peu dans la presse française. Un journaliste français reconnaissait être absorbé par le quotidien du conflit et ne pas surveiller suffisamment les différentes opinions israéliennes. Trop souvent on évoque ceux qui sont favorables à Sharon et les pacifistes minoritaires qui lui sont opposés. Une lecture simpliste et en partie fautive, due, pour l'essentiel, à l'idée qu'il est nécessaire de culpabiliser celui qui est vu comme l'agresseur, en l'occurrence Israël. Et de nombreux journalistes français dérapent en qualifiant cet agresseur avec des mots qui renvoient à leur propre culpabilité concernant la Shoah ou le colonialisme. D'où les comparaisons entre le nazisme et l'attitude des troupes israéliennes face aux Palestiniens, et l'utilisation du terme « colons » pour évoquer l'identité des Israéliens présents dans les territoires.

4 – La quatrième table ronde avait pour objectif de penser les suites de cette première rencontre entre journalistes français et israéliens. On évoqua la possibilité d'échange de stagiaires entre les journaux des deux pays ; la possibilité aussi de disposer d'un plus grand nombre de correspondants, de citoyens qu'on pourrait solliciter pour diversifier les analyses ; l'échange de textes et de matériaux pour mieux analyser la réalité de l'autre pays. L'ambassadeur d'Israël, Nissim Zvili, expliqua pour sa part que trop de

journalistes français étaient mal intentionnés

où on confond l'antisémitisme et l'antisionisme...

vis-à-vis d'Israël et qu'un mur de verre séparait les journalistes français des porte-parole d'Israël. Il lui semblait ne pas pouvoir être entendu de la plupart des médias français qui, a priori, considéraient son point de vue comme disqualifié. Il lui fut répondu que, dans toutes les situations, l'ambassadeur d'un pays n'est pas le seul son de cloche qu'on doive entendre ; il est nécessaire de pluraliser ses sources, même si la source officielle de l'ambassade livre des informations dont chaque journaliste peut faire son miel. ■

De l'antisémitisme au retour au ghetto

Kurt Niedermaier

Du 6 janvier au 9 septembre 2004, le « Service de Protection de la Communauté Juive » (SPCJ) a relevé 86 agressions physiques contre des Juifs en France. Ce chiffre est en nette augmentation par rapport à celui de l'année précédente. Il y a lieu de noter que la quasi-totalité de ces incidents se situe dans les banlieues et que leurs auteurs sont souvent des maghrébins. Ceci ne signifie nullement que la majorité des populations immigrées nord-africaines manifestent des sentiments antisémites ; les auteurs de ces actes, jeunes pour la plupart, appartiennent à des milieux islamistes ou sont des prédélinquants. Ils bénéficient souvent sinon de la sympathie, du moins d'une certaine complaisance de milieux gauchistes. *Au Forum Social Européen* de Londres en octobre 2004 des intervenants, notamment trotskistes, ont affirmé une identité entre la violence des partisans de la lutte des classes et les combattants du *djihad*, (ce que rappelle *Le Nouvel Observateur* du 22 octobre 2004).

Un certain nombre d'analystes bienveillants excusent le comportement violent de jeunes antisémites en évoquant leur âge. Qu'il soit permis à l'auteur de cet article de rappeler un souvenir personnel portant sur les sévices antisémites qu'il subissait à l'école à Berlin en 1934... L'appartenance de ces enfants aux *Jeunesses Hitlériennes* était-elle une excuse pour leur conduite barbare, qui permettait de présager de futurs crimes de guerre ?

Mais est-il juste aussi de prétendre que la France est devenue antisémite, comme l'affirment un certain nombre de responsables juifs ? Sommes-nous revenus au temps de Vichy ? Le fait que M. Gollnich du Front National ait osé mettre en doute l'existence des chambres à gaz et le nombre de leurs victimes serait-il l'indice d'une contamination de l'extrême droite par le climat de la pseudo-gauche islamophile ?

Il faut se souvenir que, à l'apogée de l'antisémitisme en France au moment de l'Affaire Dreyfus, le père d'Emmanuel Lévinas en Lituanie a dit « Un pays où la moitié de la population a pu prendre position pour un capitaine juif injustement condamné, c'est un pays où il faut aller ».

Depuis la Révolution française deux France s'affrontent : celle des préjugés ethniques et religieux et celle des Droits de l'homme. Les Juifs en sont un enjeu essentiel, même si telle n'est pas l'analyse de deux philosophes français juifs,

tous les deux anciens maoïstes, Benny Lévy et Jean-Jacques Milner. Voyons cela de plus près, en suivant l'article « Retour au ghetto ? » publié par Jacob Rogozinski dans le numéro de novembre 2004 de la revue *Esprit*.

Benny Lévy, après avoir été un dirigeant de la *Gauche Prolétarienne* et après avoir servi de secrétaire personnel à Jean-Paul Sartre, a fait son *alya* pour créer à Jérusalem un Institut d'Études Lévinassiennes. Tout en rendant hommage à son maître, il l'accuse d'avoir trahi la tradition juive en exaltant à côté d'elle le paganisme grec ; le Lévinas philosophe entendait « énoncer en grec des principes que la Grèce ignorait », et opérer une traduction philosophique de certains éléments fondamentaux de la pensée juive en les portant au concept. Pour Benny Lévy, cette traduction ne peut être qu'une trahison : l'idée d'humanité n'est qu'un leurre et toute ouverture à un horizon universel renie la singularité absolue de l'élection d'Israël.

Avec J.-J. Milner nous changeons de registre, nous assistons à une enquête « scientifique », critique et historique de la société moderne : l'anti-judaïsme ne serait pas un accident de l'histoire européenne mais sa « religion naturelle » ; la société européenne issue des Lumières et de la démocratie moderne serait à la fois le « lieu » et la « cause » de la *Solution finale* et s'acheminerait nécessairement vers sa répétition sous le couvert « progressiste » de l'antisionisme. C'est la vieille Europe qui est la cause de tout : elle serait l'héritière de sa propre histoire hitlérienne – de Himmler à Romano Prodi une même logique, un même projet perdureraient. S'ils veulent échapper à la réitération de la Shoah, les Juifs doivent « se délivrer de l'Europe ».

En application de cette logique devenue folle, certains responsables de la communauté juive vont jusqu'à vouloir négliger l'enseignement de la Shoah... Ceci sous le prétexte que certains enseignants gauchistes font eux-mêmes mention d'Auschwitz pour mettre les Juifs en accusation pour des « crimes commis aujourd'hui par Israël ». Ainsi, ils s'élèvent contre le travail de la mémoire. Ces dirigeants juifs oublient que si la Shoah fut un fait unique dans l'histoire, elle n'en est pas moins un maillon sur l'horrible chemin qui de Treblinka mène vers les charniers de Bosnie ou du Rwanda. Il faut le rappeler et l'affirmer avec force : les Juifs, du fait de la Shoah, doivent se dresser en sentinelles de l'humanité pour empêcher de nouvelles horreurs. ■

La future constitution européenne suscite, à juste titre, un débat important. Dans le numéro 31 de Diasporiques, un premier article dû à Jean-Jacques Marie le lançait pour nos lecteurs. Michel de Vriès reprend le flambeau, avec un point de vue différent. Et ce n'est certainement pas la fin de cette réflexion...

Un mot, différent, sur la Constitution européenne...

Michel de Vriès

Le numéro 31 de *Diasporiques* ouvrait le débat sur le projet de Constitution européenne par un article de Jean-Jacques Marie¹ qu'on peut qualifier de fortement engagé, voire de provocant. Il était précédé d'un chapeau de la rédaction : « *Le débat sur la Constitution européenne bat son plein... sans que le citoyen moyen puisse avoir une opinion précise sur les avantages et les inconvénients d'un texte peu accessible. Jean-Jacques Marie explique ici un des aspects importants du projet actuel. Son article n'épuise bien entendu pas le sujet mais amorce un débat. Attention ! Le propos n'est pas de dénigrer l'Europe unie, mais de contribuer à éclairer le lecteur sur ce qui se prépare en ce moment : une construction ultra-libérale. Nous reviendrons encore sur cette question.* »

L'homme de gauche « moyen » que je suis, qui sait lire et écouter, et qui peut se renseigner et ainsi penser lui-même ses raisons de voter, souhaite relever le gant : le projet de Constitution est parfaitement accessible et il n'est pas d'inspiration ultra-libérale !

Argumentons (les passages imprimés ci-après en italiques sont extraits du projet de Constitution).

1 - Le projet de constitution est parfaitement accessible au citoyen moyen :

Les branchés peuvent accéder au texte sur divers sites, dont le suivant : <http://european-convention.eu.int/docs/Treaty/cv00850.fr03.pdf>. Ceux qui pensent que le destin des citoyens d'une *Europe unie dans la diversité* (devise proposée dans le projet) vaut bien d'investir une vingtaine d'euros peuvent lire, en moins d'une demi-journée, *Pour l'Europe, le texte intégral de la Constitution, expliqué et commenté*, au Seuil, d'Olivier Duhamel, européen de gauche ayant participé à la Convention. Les grands quotidiens ont publié in extenso et mis en débat les articles prêtant à controverse. Le projet sera édité par les partis politiques et diffusé par le Gouvernement avant le referendum.

2 - Le projet vise des objectifs sociaux

Il faut avoir mal lu ce projet pour en faire une construction « ultra-libérale » si l'on interprète ce terme dans son sens courant, c'est à dire comme qualifiant une économie où les échanges sont libérés de toute contrainte à l'exception de la soi-disant *loi du marché*. Dans une telle économie, la

fin et les moyens sont le seul profit, et l'on n'y tient compte des conséquences sociales que dans la mesure où elles affectent son taux.

Or, dès son préambule, le projet de Constitution déclare que *l'Europe désormais unie [...] veut demeurer un continent ouvert [...] au progrès social...* L'article I-3, qui fixe les objectifs de l'Union, les qualifie de *sociaux* à cinq reprises, ajoute au *commerce libre* l'adjectif *équitable*, affirme en premier lieu *la promotion de la paix, l'égalité entre les hommes et les femmes, la solidarité entre les générations et la protection des droits des enfants*. Voilà des objectifs qu'un honnête social-démocrate peut se fixer et auxquels un homme politique généreux peut se référer. Loin « d'une ploutocratie jetant le prolétariat au pied des machines », cet article est un outil pour s'opposer à la valeur unique de l'ultra libéralisme.

Probablement la plus détestable des dispositions envisagées, la *politique économique et monétaire* est régie par les articles III-69 à III-83 qui, pour les opposants à une libre concurrence sans régulation (dont je suis), sont d'un contenu très critiquable et devront être amendés. Cependant et malgré ses carences quant à leurs conséquences sociales, j'observe que le chapitre débute par : « *Aux fin énoncées à l'article I-3, l'action des États membres et de l'Union comporte [...] l'instauration d'une politique économique [...] conduite conformément au respect du principe d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre.* » Placé en tête, cet article I-3 solennel peut être un appui précieux pour des hommes politiques vigoureux, soucieux de s'opposer à de possibles excès.

3 - La Constitution met en place des institutions démocratiques

Venons-en à l'habituelle rengaine : le traité aujourd'hui, la Constitution demain, instaureraient la dictature de la Commission et le peuple, floué, n'aurait rien à dire puisque le législateur, c'est à dire le Parlement européen et le Conseil des ministres de l'Union européenne, seraient muselés, privés de toute initiative.

Au fait, en France, depuis bientôt quarante-cinq ans, l'Assemblée nationale a-t-elle jamais renversé un Gouvernement ? Le Parlement européen, lui, il y a un peu plus d'un lustre, a acculé la Commission Santer à la démission en cours de mandat. Plus récemment, une majorité de droite – je me réjouis de ce bon coup de la démocratie, tout l'échiquier politique en est capable – a

¹ Un mot sur la Constitution européenne... *Diasporiques* n° 31.

refusé que se présente à son investiture une Commission où les gouvernements avaient désigné quelques pieds-nickelés pour mieux la manipuler.

En France, le Gouvernement et, en principe, le Parlement ont l'initiative des lois ; mais l'examen d'une *proposition* parlementaire (par opposition à un *projet* gouvernemental, on notera la nuance !) ne peut avoir lieu que s'il est inscrit à l'ordre du jour des Assemblées par celui qui en est le seul maître : le Gouvernement ! La Commission, elle, a le pouvoir d'élaborer des *propositions d'actes européens* (lois, règlements, décisions...) soumis au vote du Parlement ou du Conseil des ministres. Elle dispose effectivement seule de ce pouvoir, sauf pour l'*Espace de liberté, de sécurité et de justice*. Dans cet espace, qui concerne la *coopération judiciaire en matière pénale* et la *coopération policière*, les actes peuvent être adoptés sur l'initiative d'un quart des États membres. Mais pour les autres champs de compétence de la Commission, selon l'art III-234, *le Parlement européen peut, à la majorité des membres qui le composent, demander à la Commission de soumettre toute proposition appropriée sur les questions qui paraissent nécessiter l'élaboration d'un acte de l'Union pour la mise en œuvre de la Constitution*. Quant au Conseil des ministres, il peut, d'après l'art III-248, *demandeur, à la majorité simple, à la Commission de procéder à toutes études qu'il juge opportunes pour la réalisation des objectifs communs et de lui soumettre toutes propositions appropriées*.

Ainsi, Parlement et Conseil des ministres peuvent-ils enclencher le processus par lequel un acte, même une simple règle d'exécution, sera adopté ou modifié. C'est un pouvoir réel, car si la Commission ne soumet pas de proposition, elle en communique les raisons, et si celles-ci étaient irrecevables et répétées, elle s'exposerait à une motion de censure du Parlement. Or, selon l'art III-243, *si une motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des suffrages exprimés et à la majorité des membres qui composent le Parlement européen, la Commission doit abandonner ses fonctions*. Nous venons de rappeler qu'à deux reprises une menace du Parlement a suffi pour être suivie d'effet.

Si la Commission, seule, exécute les décisions, elle ne saurait en prendre (sauf quand ce pouvoir lui est formellement délégué par les législateurs). C'est l'apanage du Conseil des ministres, les actes très importants ne pouvant être pris qu'en co-décision du Parlement et du Conseil ; il en est ainsi du budget, des lois cadres et des actes engageant la politique extérieure de l'Union.

4 - Le peuple européen n'est pas institutionnellement muet

Dans le processus de décision, et même d'exécution, le peuple européen peut se faire entendre. Par la voix du Parlement européen, qu'il a élu, par la voix de ses gouvernements, investis par ses Parlements nationaux, par la voix que les gouvernements délèguent à de modestes représentants dans ces fameux comités bruxellois, pour

que la Commission fasse machine arrière sur des sujets importants. Il suffit à cette fin d'évoquer l'article III-302. Cet article définit une procédure, certes complexe mais d'une logique implacable, qui permet au législateur, expression de la volonté populaire, de faire en sorte, s'il le juge utile, qu'à la fin l'acte proposé (soit) réputé non adopté.

Porte-parole de mes collègues étrangers dans le Comité de réglementation (où le vote suit les mêmes règles qu'au Conseil) et où, modeste fonctionnaire, j'avais l'honneur de disposer de la délégation de me prononcer, sur une mesure intéressant la recherche, au nom de la France, j'ai évoqué avec fermeté cette procédure, et la Commission a retiré la proposition qui fâchait.

En fait, à tout moment, la Commission peut reprendre sa proposition et faire sienne la modification souhaitée par les décideurs in fine : les législateurs. Mieux : l'article III-301 permet au Conseil des ministres, *statuant à l'unanimité, de prendre un acte constituant amendement de la proposition de la Commission*, sous réserve de respecter certaines dispositions constitutionnelles relatives à des délais ou au budget (art I-54, art III-302 et III-310).

5 - Le projet ne confère pas une « autonomie absolue » à la Banque centrale

J'en sais peu sur les banques centrales mais, a priori, si cela doit être bénéfique pour la communauté, je ne suis pas choqué qu'on étende le principe de la séparation des pouvoirs au Système européen des banques centrales. Celui-ci, selon l'article I-29, *apporte son soutien aux politiques économiques générales dans l'Union en vue de contribuer à la réalisation des objectifs de l'Union. Il conduit toute autre mission de banque centrale et conformément aux dispositions de la partie III et aux statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne*.

Ce jargon est très bruxellois, mais il semble établir un lien étroit, sinon de subordination, entre la banque tant redoutée et la partie III du traité, qui porte sur les politiques et les actions internes de l'Union européenne.

6 - Les délégations que peut recevoir la Commission ne sont pas inconditionnelles

Il est vrai que, d'après l'article I-25, *les lois et les lois-cadres européennes peuvent déléguer à la Commission le pouvoir d'édicter des règlements délégués*.

Mais, contre le Père Ubu, l'article I-35 alinéa 2 prévoit que *le Parlement européen ou le Conseil des ministres peut décider de révoquer la délégation, et que le règlement délégué ne peut entrer en vigueur que si, dans le délai fixé par la loi ou la loi cadre européenne, le Parlement européen ou le Conseil des ministres n'exprime pas d'objections*.

À vous désormais de continuer à vous informer et à réfléchir ! En ce qui me concerne, et malgré les réserves que ce texte peut inspirer, c'est tout décidé : le cœur et la raison me feront voter oui ! ■

Le président de l'Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance (l'AACCE) livre ici une contribution stimulante, qui devrait contribuer tant à la réflexion individuelle du lecteur qu'à un effort de coopération active entre les quelques associations qui, dans le large éventail « laïque » de France, ont une vision similaire du rôle et de l'importance de la Diaspora.

Diasporicité et centralité d'Israël

Joseph Kastersztein

Lorsqu'un jour de mars 2004 une trentaine d'intellectuels juifs se réunissent pour débattre de la centralité d'Israël et la critiquer dans le dire et le faire de la diaspora française, et passe plusieurs heures à ne parler que d'Israël, que se passe-t-il ? Autour de quelles questions tourne-t-on ? Que masquent les éternelles interrogations auxquelles on apporte les éternelles réponses, chaque fois un peu plus nuancées ?

Résolument non religieuses, sans être pour la plupart anti-religieuses, les associations juives laïques peuvent être classées sur un axe dont les extrêmes seraient d'une part un sionisme pur et dur, d'autre part un diasporisme tout aussi intransigeant.

Le Cercle Gaston-Crémieux comme les Amis de la Commission Centrale de l'Enfance se positionnent résolument de ce côté-ci, ce qui ne leur évite pas d'incessantes et animées discussions pour tenir à distance la problématique d'Israël et du conflit proche-oriental.

Comment résister à l'actualité, à la pression communautaire, aux discours des institutions juives, des hommes politiques et des média assimilateurs, simplificateurs, qui se contentent, pour des raisons différentes, de l'équation réductrice Juifs <=> Israéliens ? Affirmer une diasporicité¹ est certes nécessaire mais insuffisant pour lui donner un contenu substantiel et attractif.

Je veux poser ici quelques éléments de réflexion et des propositions qui pourraient permettre de progresser dans la tâche nécessaire de clarification du contenu possible d'une judéité positive en diaspora.

Pourquoi cette fascination pour Israël ?

Les éléments constitutifs de cet attracteur universel pour les Juifs, et accessoirement pour d'autres cultures religieuses, sont nombreux.

Le plus puissant est le mythe fondateur d'une origine commune située dans cette contrée tampon entre l'Orient et l'Occident. Le concept de mythe n'est en rien péjoratif ; tout groupe social, quel qu'il soit, ne peut exister sans une (re)construction d'un discours sur son origine qui assure une filiation commune, et participe ainsi de sa pérennité. Il

est vrai que pour les Juifs nul lieu n'était plus légitime que la Palestine pour établir une nation fondée sur des signes patents de présence ancestrale.

Malgré les multiples avatars, Israël représente symboliquement le lieu de notre maternité commune, cette « mère-patrie » qui aimerait bien que tous ses enfants se retrouvent et que la famille soit à nouveau réunie en son sein.

On comprend la virulence des réactions de ceux qui ne peuvent admettre qu'on nuance son attachement, voire qu'on critique Israël, si on admet que l'enjeu pour eux est la perte possible du lien filial et familial. Il y a une certaine infantilisation à considérer que les Juifs qui n'admettent pas de façon inconditionnelle l'autorité maternante israélienne sont des « faux frères ».

Ils ne voient pas que nous sommes une famille reconstituée et non biologique ; que les origines diverses des uns et des autres, des trajectoires de vie très différenciées nous ont amenés là. Si nous voulons vivre ensemble, il faut construire des règles qui tiennent compte de notre hétérogénéité et soient fondées sur quelques valeurs communes. Le retour, la (re)montée, dans la matrice originelle, qu'il soit réel ou fantasmatique, justifie l'idée, objectivement erronée, d'un refuge, d'un (dernier) recours où les Juifs pourraient se ressourcer, enfin en sécurité. Nous savons ce qu'il en est du nombre de Juifs tués en diaspora en comparaison de ceux qui sont tués en Israël ! Il est vrai que l'insécurité physique est parfois plus aisée à supporter que celle psychologique d'un antisémitisme multiséculaire qui a pu mettre en danger l'existence même de ce peuple.

La métaphore de la « mère patrie » fonctionne très bien lorsqu'on veut expliquer pourquoi les Juifs communautaristes, par idéalisation de cette mère lointaine, admettent beaucoup moins la critique que la société israélienne elle-même. Il n'est qu'apparemment paradoxal de voir que les débats sur la politique du gouvernement israélien sont beaucoup mieux admis là-bas qu'ici.

Vouloir préciser la place d'Israël dans notre identité, c'est poser simultanément toutes les questions de l'appartenance, de l'existence d'un peuple, d'une communauté de destin, donc en creux du statut de l'individu et de l'individuel dans le monde juif. C'est plonger dans une problématique au cœur de la définition d'une identité collective qui ne soit pas uniquement l'addition des identités individuelles.

¹ L'affirmation et la valorisation de l'identité particulière des Juifs de la Diaspora sont relativement récentes ; si bien que le substantif même n'est pas encore fixé. L'auteur utilise le terme de « diasporicité », au Cercle Gaston-Crémieux celui de « diasporisme » a prévalu.

Pour les associations juives laïques, la question du religieux évacuée par la définition même de ce que nous sommes, la prégnance du conflit israélo-palestinien, et plus généralement les événements externes à la diaspora, nous permettent d'éviter depuis des années de répondre à une interrogation cruciale et dangereuse : quelles justifications donnons-nous au regroupement de Juifs laïques non sionistes ? Pour quelles raisons et pour quoi rassembler des personnes vivant leur judéité d'abord dans un cadre individuel et intra familial ? Les critères sur lesquels des individus se réunissent dans nos associations sont pour le moins peu clairs.

Une nouvelle identité

Nous entendons beaucoup parler de valeurs communes dont l'explicitation va rarement au-delà de termes généraux dont le contenu reste flou : « laïque », « ouvert », « humaniste », « progressiste », « de gauche »... Non que ceci ne signifie rien mais les constituants sont intuitivement tellement différents pour les uns et pour les autres que ces valeurs ne peuvent être explicitées de façon consensuelle et opérationnalisées. Proche des valeurs, la référence idéologique est présente pour de nombreuses associations (dont la nôtre) qui se situent dans la filiation de tel ou tel mouvement politique : communiste, bundiste, trotskiste... Cependant les événements historiques du xx^e siècle ont éloigné la plupart des adhérents de leur attachement d'origine à des idées qui paraissent aujourd'hui dépassées, même si une certaine sensibilité politique demeure. Doit-on parler de culture commune pour expliquer que les Juifs français ou les Français juifs s'associent ?

Si nous évoquons l'histoire des Juifs, la connaissance des textes religieux et les productions culturelles de la judaïcité de par le monde, nous devrions plutôt dire notre inculture commune. Ne sommes-nous pas issus de milieux où on a très peu transmis sur ce qui s'est passé pour les Juifs entre le début de la diaspora et l'émigration de la fin du xix^e siècle ou du premier quart du xx^e ? Peut-être certains sont-ils à la fois satisfaits et rassurés de partager leur ignorance et comblent-ils petit à petit les manques dans leur éducation juive. Cette motivation, bien que tout à fait légitime, détermine plus une vie de cercle d'études que d'association à but « politique ».

Le terme de culture pourrait également être employé dans le sens d'un passé, d'un vécu commun. Pour les organisations qui existent depuis quelques décades et qui, en particulier, avaient une action pour les enfants et les jeunes, il est évident qu'existe entre les adultes d'aujourd'hui une proximité voire une complicité que les autres ressentent fortement. Ces relations emplies d'allusions, de non-dits, de références partagées rendent d'ailleurs difficiles l'intégration de nouveaux membres et sont un des facteurs de vieillissements de nos associations.

Parmi les motivations positives à la mise en commun nous entendons souvent affirmer, explicitement ou implicitement, la volonté de transmission d'une histoire tant familiale

que communautaire. Cependant transmettre est si peu maîtrisé, si peu conscient que les tentatives de formulation du contenu de la transmission de notre judéité répètent indéfiniment les mêmes indicateurs : humanisme, ouverture, cuisine, angoisse, culpabilité... Le flou est ici aussi dense que pour les valeurs.

Toutes ces justifications ne nous semblent pas suffisamment claires, perceptibles et motivantes pour attirer une plus grande part de ces Juifs laïques, majoritaires qui, plutôt que de risquer que leurs enfants abandonnent le judaïsme, se tournent vers les organisations religieuses ou sionistes.

Sans parler du besoin, éprouvé par certains, de ne pas se trouver seuls face à l'antisémitisme ou la stigmatisation sociale. Besoin de partager un sentiment d'isolement, de mal être, de danger qui ne va pas jusqu'à accepter de jouer le « jeu » communautaire. Est-ce notre malaise identitaire qui nous pousse les uns vers les autres ? Si c'était le cas nous comprendrions mieux pourquoi nos associations sont à une très large majorité ashkénazes.

L'absence manifeste de sens clair rend très difficiles non seulement l'analyse de notre judéité commune mais aussi la définition d'un héritage commun et d'une stratégie d'action et de transmission.

Les conséquences de cette absence sont perceptibles dans le fonctionnement de nos organisations et dans leurs relations entre elles. Lorsque les débats sont trop vifs, lorsque les problèmes de sens pèsent trop, l'association tend à se recroqueviller sur un but minimal : se faire vivre et survivre en soi.

De même la répétition d'activités intra et inter associatives identiques donne le sentiment que souvent nous tournons en rond, comme le font les auteurs et artistes qui vont animer la même soirée une quinzaine ou une vingtaine de fois devant des publics restreints qui, regroupés, formeraient une « masse » suffisamment significative pour constituer, justement, un public.

Donner du sens à l'existence et à l'action

Comment donner du sens à notre existence, à notre action ? Qui peut donner ce sens ou, au moins, nous aider à le définir ? Avec qui travailler cette problématique cruciale pour notre avenir ? Telles sont les questions redondantes que nous nous posons au fil des débats, colloques, regroupements, tentatives de coordination avec, il faut le dire une faible avancée depuis une quinzaine d'années.

Deux attitudes dominent la vie des associations juives laïques. Certaines estiment l'avoir trouvé dans un soutien ou a contrario dans une opposition plus ou moins systématique à Israël. Ce qui évite la recherche d'un sens diasporique. D'autres, dont le Cercle Gaston-Crémieux et les Amis de la CCE, tentent, malgré les difficultés évoquées, par la réflexion et l'action de progresser en cherchant les éléments constitutifs d'une judéité diasporique spécifique et éventuellement originale. L'hétérogénéité, la dispersion, l'incapacité à agir ensemble donne de notre « mouvance »



l'image d'un univers où dominent les tensions et l'entropie génératrices de non-sens.

Indiscutablement l'absence de dynamique commune explique la faible attractivité de nos associations, surtout pour les générations plus jeunes, plus influencées par le réductionnisme évoqué plus haut et qui acceptent difficilement l'idée que nous n'ayons pas de réponses clarifiantes à leurs interrogations.

Ce constat, grave dans ses implications et peu flatteur pour notre sensibilité juive laïque, ne doit pas aboutir à un découragement mais à une (re)mobilisation afin de lutter contre ce que George Steiner (*Réelles présences – les arts du sens* ; 1991, Gallimard) nomme « la nuit du non-sens ». Se décourager c'est accepter que seul Israël soit la solution définitive à notre quête du sens – et donc rendre caduque la réflexion sur sa centralité.

Les pistes à explorer ou approfondir sont nombreuses. En voici quelques-unes :

- Se démarquer d'une judaïcité communautariste et défensive pour affirmer l'existence d'un judaïsme partie intégrante, et intégrée, de la société française.

- Lutter contre l'antisémitisme et l'antijudaïsme en situant le combat au niveau des Droits de l'Homme et de l'humanisme et non dans une approche minoritaire défensive ou offensive.

- Sauvegarder un patrimoine culturel juif poly-centré, imprégné à la fois d'universalisme et des cultures d'accueil, né dans les diverses parties du monde où une vie juive s'est implantée.

- Témoigner de l'apport des Juifs dans la société française, dans le passé et actuellement, sans exagération ou sous-évaluation.

- Enfin, tenter d'influer, dans la limite de nos moyens restreints, sur les choix de société de la Nation française et sur ceux de l'Europe en construction. Ceci afin de faire reconnaître notre apport et d'aider à la mise en place d'un modèle social réellement interculturel fondé sur la non-discrimination et le respect de la diversité culturelle sans enfermement communautaire.

Cette liste, non exhaustive, montre que trouver un sens au regroupement de Juifs laïques est possible, est souhaitable, mais que cela ne sera réalisable que si nous désirons réellement affronter ce manque, sans nous laisser fasciner et noyer par la problématique israélienne.

Engageons ensemble un travail de construction d'un « manifeste » commun, porteur de sens, attracteur, à partir duquel nous affirmerions nos spécificités, plutôt que de cultiver des nuances qui masquent souvent du non-sens et qui, certainement, nous rendent socialement et politiquement impuissants. ■

Opinions

Racismes

Le mot racisme est obsédant. Qu'est-ce donc que ce racisme, ces racismes, dont les victimes appartiennent à tant d'horizons différents ?

À l'origine du racisme : l'idée que l'humanité regroupe différentes variétés de l'espèce humaine, et que certaines sont supérieures aux autres, par la nature des caractères reçus. Il en résulterait que l'espèce humaine n'est pas unique et qu'entre les variétés humaines (les Juifs, les Noirs, ...) aucune communication n'est possible ou en tout cas tolérable.

Au XIX^e siècle un antiracisme s'est érigé sur des bases philosophiques, religieuses et scientifiques, en affirmant l'unité de l'espèce humaine. Cet antiracisme reconnaissait toutefois l'existence des différences individuelles et collectives et proclame le droit à la différence tout en prônant le mélange comme témoignage de l'unité de l'espèce humaine – ce qui n'est pas sans contradiction. En effet, l'idéologie des droits de l'homme, universaliste, a pour idéal l'abolition des chauvinismes communautaires, tout en considérant comme légitime le combat mené par les minorités pour se voir reconnaître leur spécificité (« judéité », « négritude »).

Malheureusement, la position antiraciste est menacée par l'évolution des idées racistes au cours des dernières années dont la base idéologique a été renouvelée en retournant les arguments de l'antiracisme. Les « nouveaux racistes » ont repris à leur compte l'idée du droit à l'identité des peuples. Au nom de ce droit, il serait légitime de se protéger de tout ce qui le remet en cause, passant de l'idée de race à l'idée d'ethnie ou de culture, de l'idée d'inégalité à l'idée de différence, du rejet de la différence à l'amour de la différence.

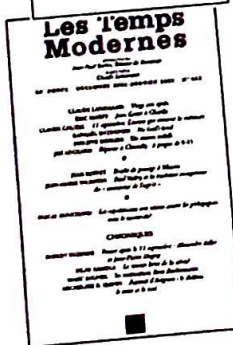
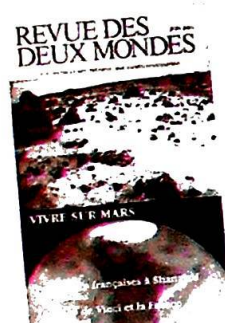
On arrive à une sorte « d'intégrisme de la différence », résumée par la proposition « égaux, mais différents ».

Cette transformation rend la lutte antiraciste plus difficile. Droit à la différence ? Oui, mais dans quelles limites ? Celles qui découlent de l'exigence d'universalité, englobant le respect de chaque individu en tant que personne, dotée à ce titre d'une dignité absolue.

Le droit à la différence ne doit pas être compris comme un droit collectif d'une communauté mais comme un droit de l'individu à l'insertion dans un groupe. Mais la particularité d'un groupe ne saurait être érigée en valeur absolue sans fonder par là-même un système d'exclusion. ■

Edmond Kahn

Une nouvelle rubrique dans *Diasporiques* : Revue des Revues



Pourquoi ? La dimension juive est très présente dans notre revue. Notre regard, nos réflexions sur le monde sont un peu moins systématiquement présents. L'essence même du *diasporisme* auquel nous sommes attachés implique pourtant ouverture et interactions permanentes avec « les autres ».

Or nous savons bien qu'en France (et ailleurs !) on publie régulièrement un grand nombre d'analyses et de débats d'idées de qualité. Certains d'entre eux se rapportent à nos centres d'intérêt et il nous a paru important, comme il est impossible à un lecteur normal de tout lire, de pouvoir attirer l'attention des abonnés de *Diasporiques* sur les articles qui pourraient à tort leur échapper.

Ces analyses et débats d'idée trouvent tout naturellement leur place dans un certain nombre de revues comme *Les Temps Modernes*, *Le Débat*, *Esprit*, *Commentaire*, *La Revue des Deux Mondes* etc., sans oublier Internet avec des sites comme ceux d'*En Temps Réel* ou de la *République des Idées*, et aussi dans la presse quotidienne (*Le Monde*, *Libération*, *La Croix*...) ou hebdomadaire (*Nouvel Observateur*, *Le Point*...).

Pour prendre un exemple, le sommaire du numéro 131 (septembre-octobre 2004) du *Débat* montre que nous aurions pu attirer l'attention de nos lecteurs sur :

▲ « Les Juifs de France » avec des contributions de Jean Daniel, Alain Finkielkraut, Pierre Nora et Paul Thibaud ;
▲ « Après la défaite électorale de la droite » avec des contributions de Marcel Gauchet, René Rémond, Éric Dupin et Frédéric Lazorthes ;

▲ « Le socialisme est-il soluble dans le libéralisme ? Sur *Les Règles de la liberté* de Monique Canto-Sperber, avec des contributions de Marcel Gauchet, Lucien Jaume, Jean-Pierre Le Goff et Monique Canto-Sperber ;

▲ « Y a-t-il un bon usage de Carl Schmitt ? » avec des contributions de Catherine Colliot-Thélène, Giuseppe Duso, Jean-François Kervégan et Philippe Raynaud.

Notre nouvelle rubrique se destine à combler cette lacune. Nous nous proposons donc :

▲ d'une part, de publier sous forme de **Brèves** des résumés succincts d'articles nous paraissant d'intérêt pour nos lecteurs ;

▲ d'autre part, le cas échéant, d'illustrer et de compléter dans une « optique crémieusienne » les propos d'un article qui nous sera apparu particulièrement important, sous forme d'un **Entretien** avec son auteur.

Diasporiques ne peut chercher à « coller » à l'actualité ; notre publication trimestrielle entraînera un décalage dans le temps qui devrait permettre un regard plus *distancié* sur l'événement.

Comme vous le voyez, chère lectrice, cher lecteur, notre ambition est grande, mais elle sera réaliste si nous réussissons à nous regrouper pour ce travail.

Pour mener à bien ce projet il est donc nécessaire de mettre en place un groupe de « lecteurs/lectrices-analyseurs ». À partir d'articles parus dans la presse ou dans des revues, le groupe ainsi constitué rédigera les brèves sur des publications retenues. Il est évident que le travail en réseau via la messagerie sur Internet sera un outil indispensable, en particulier en permettant au « groupe » d'accéder « en ligne » au sommaire de la plupart des revues dès leur publication.

Celles et ceux qui sont intéressé(e)s par cette démarche et souhaitent y prendre part de façon active, ainsi que les personnes abonnés à des revues (celles citées et d'autres) sont invité(e)s à me contacter rapidement. Qu'elles et ils en soient remercié(e)s par avance ! ■

Georges Wajs

69 avenue Danielle-Casanova 94200 Ivry sur Seine
☎ : 01 46 70 01 31 ; Mél : georges.wajs@wanadoo.fr

Nous avons été heureux, tout comme vous, chers lecteurs, de voir que les prix littéraires ont notamment récompensé cette année deux livres de valeur et qui nous sont d'une particulière importance : celui d'Irène Nemirowski, *Suite française* (cette distinction posthume et donc tout à fait exceptionnelle n'en est que plus émouvante), et celui de Aharon Appenfeld : *Histoire d'une vie*. Nous ne ferons par conséquent pas de compte rendu pour ces deux ouvrages, qui ne risquent plus d'échapper à votre attention. Or, vous le savez, notre souci est de toujours signaler les livres importants qui pourraient passer inaperçus. Bonnes lectures !



Les Livres

La France sous l'Occupation 1940-44, Julian Jackson, Flammarion 2004, 853 p., 30 euros. Traduit par Pierre-Emmanuel Dauzat.

Spécialiste de la Seconde Guerre mondiale, professeur à l'Université de Londres, Julian Jackson est l'auteur de *France, the Dark Years, 1940-44*, Oxford University Press, 2001, qui paraît cette année en France dans une remarquable traduction de Pierre-Emmanuel Dauzat sous le titre ci-dessus.

C'est à partir de 1970 selon l'historien britannique que les études sur la France occupée se libèrent de la tendance qui attribuait à la seule Allemagne victorieuse la responsabilité des « années noires ». Deux « catalyseurs » selon lui d'une interprétation plus rigoureuse de l'Occupation : « Le chagrin et la pitié », film de Marcel Ophüls sorti en 1971 et interdit de télévision pendant plus de dix ans et le livre de Robert Paxton, *Vichy France : Old Guard and New Order, 1940-1944*, qui, publié en 1972, démontra de manière irréfutable comment Vichy collaborait effectivement avec l'occupant, y compris pour la persécution et la déportation des Juifs. Depuis, les approches et les perspectives se sont encore affinées, ce qu'expose Jackson dans un excellent essai bibliographique.

On reste pantois devant l'érudition de l'auteur ; il est évident qu'il connaît parfaitement les acteurs de ces quarante ou cinquante années : groupes, individus, courants ; il a tout lu, tout assimilé. Mais, loin de rebuter le lecteur par son caractère encyclopédique, l'ouvrage captive au contraire et par l'approche et par l'écriture. Tentons de résumer sa méthode. Il porte d'abord un regard critique, acéré même, sur les événements. Derrière les affirmations simples, voire simplistes, et les mythes qui persistent dans l'historiographie de cette période, il s'efforce de mettre à jour les complexités, voire les contradictions. « L'histoire de l'Occupation ne doit pas être écrite en noir et blanc mais utiliser toutes les nuances de gris ». Exemple : la variété des réactions à l'Occupation, illustrée par les propos d'un « résistant pétainiste ; d'un pétainiste pro-britannique et anti-allemand ; d'un pétainiste pro-juif ; de deux résistants antisémites ». Maurrassiens, catholiques sociaux, libéraux conservateurs, syndicalistes, les sensibilités les plus diverses étaient représentées à Vichy. À relever également la remarquable analyse qui distingue collaboration (« volontaire » et « involontaire », économique aussi) et collaborationnisme. En ce qui concerne ce dernier phénomène, les nuances de gris cèdent la place au noir lorsque l'historien évoque Robert Brasillach, son antisémitisme frénétique, ses incitations au meurtre dans *Je suis partout*. Ou bien Lucien Rebatet se déchaînant dans *Les Décombres* contre Maurras, François Mauriac, le Front populaire et bien entendu les

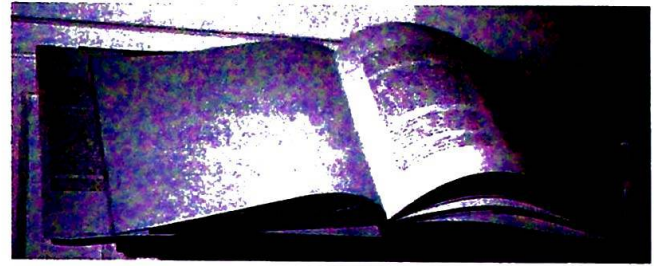


Photo J. Burko

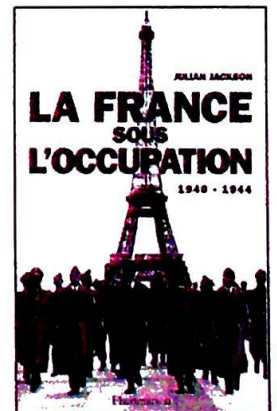
Juifs. Dans le registre rageur et délirant, Céline – en 1941 il en est à son troisième pamphlet antisémite – qualifiait *Je suis partout* de « cénacle fiévreux de petits ambitieux pédérastes »...

L'historien n'élude pas certains paradoxes : rappelant l'antisémitisme et la xénophobie des années 30, exacerbés plus tard par la Collaboration, il fait remarquer que « la France de cette décennie accueillit une plus forte proportion de réfugiés qu'aucun autre pays au monde » et que le décret Marchandeaup promulgué par Daladier, accordant une certaine protection à des groupes religieux et raciaux, allait dans le même sens. « Continuités entre Vichy et la République, mais aussi une discontinuité radicale », constate Jackson.

Autre mythe à déconstruire : celui de la Résistance unie ; Julian Jackson retrace les luttes pour le pouvoir parmi les ennemis de l'Allemagne nazie : entre Londres et la France, entre le BCRA et le Commissariat à l'Intérieur, communistes et non-communistes, le Nord et le Sud, hommes politiques et résistants, résistants de la première et de la seconde génération. Mais en marge de ces âpres luttes pour le pouvoir, il souligne l'importance à partir de 1943 d'« actes » de résistance anonymes ou obscurs, parfois isolés mais significatifs. « Sans cette aide invisible, sauf au microscope de l'histoire locale, les activités des chefs de la Résistance plus en vue eussent été impossibles ».

C'est certes au microscope mais aussi avec une grande sensibilité que Jackson examine la dynamique résistance/collaboration et qu'il s'interroge, entre autres, sur les diverses significations du silence, en tant que prise de position, acceptation, refus. En 1942 Lucien Vidal-Naquet parlait du « Silence de l'abjection ». Que dire de la résistance silencieuse des personnages du *Silence de la mer* de Vercors ? Ou de ce que Jackson préférerait appeler « l'accommodation » d'un Frédéric Joliot ? Pour analyser ces non-dits, il affine considérablement les concepts de Résistance et de collaboration.

Si Jackson examine le tissu historique dans sa complexité, faits, personnes, événements, il tisse ces fils multiples en une toile complexe à plusieurs dimensions qui restitue les images de la France sous l'Occupation. « Il est divers fils mais qui forment une seule histoire », écrit-il. Cette histoire, il entend « l'embrasser dans toute sa diversité... aussi (la) rattacher à la



société qui l'entoure, au passé français et au régime de Vichy ». Ainsi l'information est-elle traitée dans un cadre politique, sociologique, culturel, individuel, rigoureusement situé dans le temps, dans l'espace. Le souci de la chronologie est essentiel : entre 1940 et 1944, Vichy, la collaboration, la Résistance, les occupants avaient plusieurs fois changé de visage.

La lecture de ce qu'on pourrait se permettre d'appeler familièrement un « pavé » est grandement facilitée parce que l'historien présente les faits dans un schéma interprétatif, chemin faisant, et au moyen de quelques pages qui précèdent chacune de ses cinq grandes parties. Grâce à la clarté de la structure, on ne s'égare pas dans la forêt. Par une écriture concrète et évocatrice, il sait restituer les climats de l'époque, la « drôle de guerre », l'exode et l'Occupation, tracer des portraits et croquer sur le vif des silhouettes en des formules parfois vitriolées. Trois exemples : avant guerre, « Daladier avait de longue date donné l'image d'une force tranquille démentie par une indécision congénitale ». En 1936, Maurras s'exclamait : « un formidable 'à bas les juifs !' couve dans toutes les poitrines et va jaillir de tous les cœurs ». Tandis que trois ans plus tard, Giraudoux, « l'écrivain délicat et fin », s'affirmait « pleinement d'accord avec Hitler pour proclamer qu'une politique n'atteint sa forme supérieure que si elle est raciale ».

Ouvrage à lire absolument. On regrette l'absence d'illustrations. ■

Françoise Basch

Figures du Palestinien : identité des origines, identité de devenir, Elias Sanbar, Gallimard (Essais) 2004, 263 p., 19,50 euros.

On traduit ou on publie de plus en plus de livres où les Palestiniens nous livrent leur vision de leur histoire. Il est important de les lire, si l'on veut comprendre tant soit peu « l'autre ». Dans cet essai qui évoque la Palestine du XIX^e siècle jusqu'en 1948, E. Sanbar ne cherche pas à être exhaustif. Ce qui est connu, il le balaie en quelques passages synthétiques. En revanche, il s'attarde avec minutie sur ce que l'on a souvent occulté : par exemple que les Palestiniens ont toujours eu une identité forte : gens de Terre sainte, ils étaient conscients de vivre dans un lieu sacré pour les trois monothéismes, et se montraient fort tolérants. Et, selon E. Sanbar, ce désert que les Juifs auraient fait refleurir... eh bien, c'était dans l'ensemble une terre agricole plutôt prospère.

Le désastre survint dès le milieu du XIX^e siècle, quand le sultan a ouvert la Palestine aux Occidentaux. La plupart des visiteurs européens, obsédés par la Bible, nous dit

Sanbar, cherchent obstinément à retrouver la Terre sainte. Quelle déception, dès lors, que de découvrir une Palestine musulmane ! L'islam souille ce pur pays. Déjà, le Palestinien est de trop. Déjà, certains songent à son transfert. Et un premier sionisme, un sionisme chrétien, prend corps.

Peu à peu, ce peuple sera effacé. Sous le mandat britannique, les Palestiniens deviennent « la communauté non juive de Palestine ». Pour les colons juifs, le Palestinien n'existe plus, il est l'« Arabe ».

Advient ce que Sanbar appelle « la noyade » : la disparition d'un peuple, début 1948. Sur cette période, le rapport de Sanbar se fait précis : il raconte comment s'est opérée la « reconquête » juive. Comment s'est effectué le vidage des villages, l'un après l'autre, et comment des massacres l'ont aidé. Les analyses des « nouveaux historiens » israéliens ont permis à l'auteur de narrer la stratégie d'expulsion.

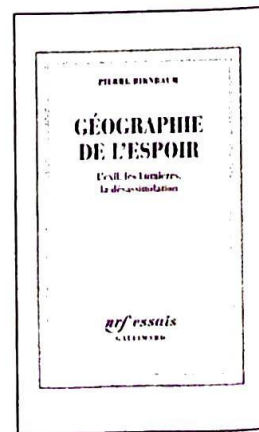
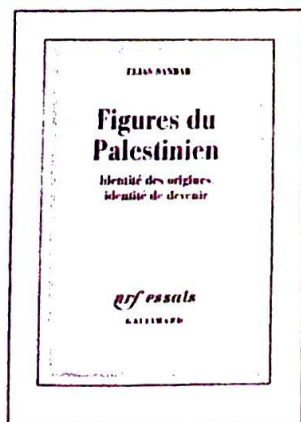
Sur 450 villages palestiniens, 410 furent rasés. Cimetières et lieux saints furent détruits. Le retour fut interdit. Les noms furent effacés, une nouvelle carte du pays fut créée. Dispersés, honteux, les Palestiniens ont disparu du paysage.

De ce livre dense, je n'ai retenu ici que quelques-uns des thèmes. C'est un livre utile, mais il demande du courage pour être lu, car c'est une histoire douloureuse. Et le fait qu'il s'agit de l'histoire de « l'autre » n'atténue pas cette douleur. ■

Evelyn Reberg

Géographie de l'espoir. L'exil, les Lumières, la désassimilation, Pierre Birnbaum, Gallimard, (NRF Essais), 2004, 489 p., 25 euros.

Ce gros volume, qui comporte un index des noms, n'est pas un essai de synthèse sur les Juifs d'Europe exilés et plus ou moins « assimilés » (ce terme est-il encore « à la mode » ?) mais un travail d'une grande érudition sur les intellectuels (universitaires) juifs depuis le début du vingtième siècle. L'auteur, qui connaît bien le domaine américain, remarque que « le Bund ne survivra guère aux États-Unis » car, comme l'écrivait récemment Daniel Blatman, « là où il n'y a plus ni culture yiddish, ni prolétariat juif, ni militantisme politique juif, il ne peut y avoir de Bund ». Il cite un article paru en 1955 dans lequel Seymour Martin Lipset ironisait sur le fait que « l'on trouve de très nombreux sociologues juifs et de rares sociologues des Juifs [...] Les universitaires juifs préfèrent ignorer les Juifs en tant que domaine d'étude ». Reprenant presque un par un les noms des spécialistes en sciences sociales, Birnbaum conclut qu'« à peu près aucun d'entre eux n'a consacré un seul instant de sa longue vie professionnelle à appliquer son immense compétence





au fait juif, sous quelque forme qu'on l'appréhende ». Quant aux historiens européens, il n'y a guère que Momigliano, né en Italie en 1908 dans une famille juive orthodoxe, pour s'intéresser à l'histoire juive.

L'auteur consacre des chapitres particuliers à Karl Marx, Durkheim, Georg Simmel, Raymond Aron, Hannah Arendt, Isaiah Berlin, Michael Walzer et Yosef Yerushalmi, qui employa l'expression « géographie de l'espoir » dans un article de 1986. Chacun de ces chapitres est à lire et méditer. Il confronte ainsi la personne de Raymond Aron avec le Raymond Aron des *Réflexions sur la question juive* de Sartre : il y figurait le modèle du Juif authentique, alors que Aron se considérait comme un Juif inauthentique. Et de rappeler que Karl Marx imagina une humanité sans Juifs alors que sa fille Eleanore harangua en yiddish les ouvriers anglais.

Un livre très riche, donc, où chaque lecteur trouvera de quoi alimenter sa réflexion. ■

Françoise Weil (Dijon)

Adieu Shanghai, Angel Wagenstein, (traduit du bulgare), L'Esprit des Péninsules, 2004, 475 p., 24 euros.

Voici un livre pas trop bien écrit, pas trop bien traduit, pas très bien édité (correcteur absent) et pourtant hautement recommandable voire fascinant. Après nous avoir séduits avec son *Abraham le poivrot* (voir *Diasporiques* n° 24, décembre 2002), l'auteur narre, en une vaste fresque romanesque, l'épopée des quelque vingt à trente mille Juifs allemands qui ont réussi à fuir l'Allemagne nazie vers Shanghai (une des rares destinations à les accepter) à la veille de la Seconde Guerre mondiale – et qui ont dû leur salut à ce refuge. Sous l'occupation japonaise, au temps où le Japon impérial était l'allié de Hitler, ils ont été enfermés dans un abominable ghetto du faubourg de Hongkew et plongés dans une profonde misère. Plusieurs sont morts, mais la grande majorité a réussi à retrouver la liberté avec l'arrivée des troupes américaines. Le roman conte leur épopée d'une manière passionnée et passionnante ; le gros volume s'avale en un rien de temps. On voit ces nouveaux immigrés confrontés aux prospères Juifs dits baghdadis, établis depuis des siècles à Shanghai

pour le commerce de la soie, sur lesquels le consul allemand n'a aucune prise puisqu'ils ne sont pas citoyens du Reich, et qui emploient un ou deux de ces Juifs allemands comme serviteurs ou jardiniers... Confrontés aussi aux Juifs russes, arrivés là en fuyant la révolution d'octobre, beaucoup plus pauvres, et à qui ils doivent disputer les maigres gagne-pain possibles. Angel Wagenstein nous offre là un roman-épopée qui n'arbore nulle prétention historique, mais pour

lequel il s'est soigneusement documenté et dont les acteurs correspondent à des personnages réels. ■

J. Burko

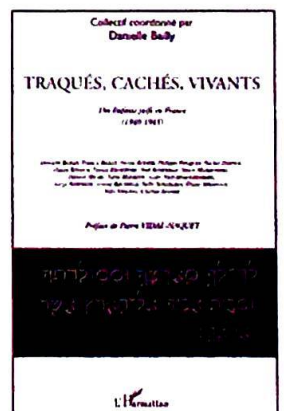
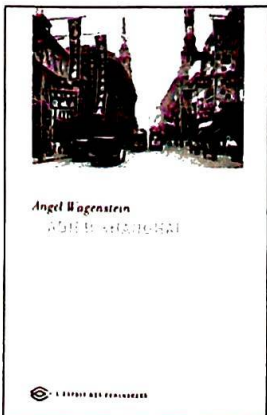
Ils ont semé le vent et récolté la tempête. Idéologues, génocide et négationnisme : Hongrie 1920-2000, Suzanne Horvath, L'Esprit frappeur, 2003, 144 pages, 7,60 euros.

Dezső Szabo, 1879-1945, violemment misogyne et antisémite, fut adulé de son vivant et est, encore aujourd'hui, considéré comme l'un des plus grands écrivains hongrois, inspirateurs des « écrivains ruralistes » par opposition aux urbains. Pour expliquer l'influence de ce « penseur au mieux médiocre et mégalomane », l'auteur estime que son discours « convenait à la sensibilité et aux attentes de son public ». Du cas de Szabo, ce petit livre curieusement construit passe abruptement à la dénonciation du massacre de Kameniets-Podolsk, en 1941, première étape largement méconnue du génocide des Juifs hongrois. Troisième volet, lui aussi sans transition : la dénonciation des lâchetés successives des gouvernements de la Hongrie démocratique qui refusent avec constance de reconnaître ce massacre. Cette dénégarion, l'antisémitisme à peine voilé de certains partis politiques, « la misogynie mais aussi le rejet total des homosexuels » à l'œuvre aujourd'hui, Suzanne Horvath les situe dans la continuité de l'idéologie prônée par Dezső Szabo et jamais remise en cause. ■

M. Kis

Traqués, cachés, vivants (des enfants juifs en France 1940-1945), Collectif coordonné par D. Bailly, L'Harmattan, 2004, 300 p., 27 euros.

Ce volume, préfacé par Pierre Vidal-Naquet, réunit dix-neuf témoignages d'anciens « enfants cachés », qui ont réussi à échapper à la déportation durant l'Occupation. Bien souvent leurs parents n'ont pas eu cette chance. Si la solidarité générale de la population française « de souche » a réussi à sauvegarder six enfants juifs sur sept, elle n'a pas pu les préserver des traumatismes indélébiles. Certes, ces récits sont moins terribles que ceux touchant à la déportation, ils



parlent de l'homme-solidaire et non de l'homme-animal. Il a tout de même fallu des décennies pour que ces « enfants », devenus retraits, se résolvent à parler. À nous, à vous de lire leur parole si difficilement venue.

Les lecteurs de *Diasporiques* y trouveront notamment avec émotion le récit de Willy Swiczka, un ancien correspondant de notre revue, qui n'a pas réussi à vaincre l'irréparable mal de vivre et s'est suicidé il y a cinq ans, douze années après avoir témoigné.

Le volume comporte aussi une abondante et précieuse bibliographie, qui permettra à ceux qui le souhaitent d'aller plus loin dans le travail de mémoire. ■

J. Burko

***Virtually Jewish. Reinventing Jewish Culture in Europe*, Ruth Ellen Gruber, University of California Press, 2002, 304 pages.**

Sur la jaquette de ce livre, l'intérieur de la synagogue Izaak à Cracovie, peuplée de silhouettes de tailles humaines

représentant des Juifs d'avant-guerre en caftan. En frontispice : la photo d'une route constituée de fausses pierres tombales, décor de *La liste de Schindler* et intégrée dans le circuit touristique du même nom. Deux photos qui résument bien le propos de cet ouvrage : entre la folklorisation du passé et la construction d'un mythe, où en est la culture juive dans les pays d'Europe d'où les Juifs réels ont pratiquement disparu ? Musées, musique klezmer, mise en valeur des cimetières, théâtre en yiddish, cabaret juif : la frontière entre culture et « produit culturel » est souvent ténue, comme le montre bien R.-E. Gruber. Cependant, même s'il n'est toujours pas normal d'être juif en Europe, il n'est plus anormal de reconnaître la présence historique juive. Et le passage par la culture commerciale peut être l'introduction à une connaissance plus authentique. Au total, « est-ce bon pour les Juifs ? » se demande l'auteur. Oui, à condition qu'ils ne se laissent pas déposséder et que les produits ne remplacent pas la culture juive, une culture vivante et toujours en évolution. ■

M. Kis

Diasporiques a rendu compte en son temps de deux livres de l'écrivain yiddish Oser Warszawski, au moment où leur traduction en français avait été publiée (grâce aux soins de Rachel Ertel), respectivement au Seuil et chez Liana Levi. Ses talents de dessinateur et de peintre, que notre couverture rappelle, sont moins connus. Un entretien avec Lydie Lachenal, qui l'a côtoyé quotidiennement, permettra à nos lecteurs de mieux approcher ses multiples facettes.

Oser Warszawski, écrivain yiddish

Entretien avec Lydie Lachenal

Diasporiques : Lydie Lachenal, vous êtes éditeur aux éditions Lachenal & Ritter, préfacière et essayiste. Depuis de nombreuses années vous faites connaître au public français l'œuvre d'Oser Warszawski, grand écrivain yiddish. Qui est-il pour vous ?

Lydie Lachenal : Pour moi, c'est l'écrivain ami de mes parents devenu, après leur séparation, mon beau-père. Je sais qu'il est célébré comme créateur d'un « nouveau roman » yiddish par ses contemporains I.J. Singer et H. Leivik et par les critiques et écrivains d'aujourd'hui tels Rachel Ertel, Yitzhok Niborski, Mitia Litvine, Henri Raczymow, Bernard Vaisbrot, Charles Dobzynski. Ce sont eux qui m'ont éclairée sur son importance et sur la qualité de son style novateur ; moi je ne peux apprécier son œuvre qu'en traduction française.

Il a épousé ma mère deux ans avant sa déportation, après une longue liaison amoureuse. J'étais encore une enfant. Pour parler de lui je me sers autant de ce que ma mère m'a raconté, des témoignages et des documents d'archives,

que de ce que j'ai pu voir moi-même. Nous l'appelions Var. Son prénom était Ojzer, mais il signait ses lettres et ses œuvres graphiques OV, et ses textes français Oser Warszawski. Il est né le 15 avril 1898 à Sochaczew, près de Varsovie, où ses parents tenaient une épicerie. La famille s'installe dans la capitale quand il a dix ans. Comme ses quatre frères et sœurs, il a reçu une éducation juive traditionnelle. C'était un peu un enfant prodige, précoce et très doué pour l'étude. À quatorze ans, élève d'un cours supérieur d'hébreu, il donne des leçons d'hébreu à des adultes. À dix-sept ans, avec la précocité d'un Rimbaud, il achète un appareil photographique et parcourt la campagne comme photographe ambulant.

D : Comment se déroule sa carrière littéraire ?

L.L. : À vingt ans, il écrit *Les Contrebandiers*, un roman expressionniste, subversif et poétique qui, publié à Varsovie en 1920, a « explosé » et l'a rendu célèbre du jour au lendemain. Le roman connaît deux éditions en yiddish ;



il est traduit en russe et édité à Moscou à près d'un million d'exemplaires ; et plus tard en hébreu. Le jeune homme est accueilli par ses aînés dans le groupe *Khaliastira* (la Bande) et il contribue par une nouvelle au n°1 de la revue, en 1922. En 1923, il quitte la Pologne, passe par Berlin où il participe à la revue *Albatros*, fait un saut à Londres où il réussit à soutirer de l'argent à sa sœur pour financer, avec ses amis Leivik, Markish et Chagall, le n°2 de la

revue *Khaliastira* qui paraît à Paris en 1924. Il y publie un bref et saisissant roman sur la Grande Guerre, *Der Mundir* (l'Uniforme). En Pologne, Oser Warszawski recevait une petite allocation de l'Association des écrivains juifs polonais. Elle lui a été supprimée quand il est venu en France. À Paris, il a vécu pratiquement sans argent. Il n'avait pas de second métier. Il faisait quelques travaux de correction pour l'imprimeur London et il a publié quelques critiques, notamment une monographie de Krémègne éditée par le professeur Kivéliovitch aux éditions du Triangle. Il logeait dans une petite chambre de la rive gauche, rue de Seine puis rue Jacob. Quand il avait deux francs il allait au Cercle François Villon, réservé aux artistes étrangers. Là il pouvait déjeuner, jouer aux échecs et rencontrer des amis. Mais avant tout Warszawski était un habitué des terrasses de cafés. Le lieu d'où l'on observe la vie. Et un lieu de rencontres : les artistes étaient étroitement logés et le café était le salon idéal pour se voir librement, discuter art, peinture, littérature ou politique, ou encore s'isoler à une table pour dessiner ou écrire. Il était très lié avec quelques peintres : Chagall, bien sûr, Kikoïne, Weissberg, Gangolf, et il admirait Pascin. Warszawski, l'écrivain, s'est mis à dessiner et à peindre, avec un certain talent.

C'était un homme calme et silencieux. Il avait un visage fin et intelligent, le propos sarcastique et un air sévère qui tenait les gens à distance. Curieusement, malgré son dénuement et alors que ses écrits plutôt rares ne connaissaient pas le succès des *Contrebandiers*, il était respecté et considéré comme quelqu'un d'important. Il n'était d'aucun parti. C'était un esprit anarchisant et révolutionnaire, pas un militant. Très indépendant, il a vécu seul jusqu'à son mariage à 44 ans.

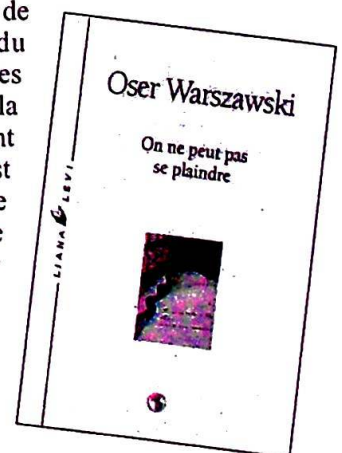
En 1940 il a été recensé par l'armée polonaise mais n'a pas été mobilisé. Il est resté à Paris jusqu'en 1942, au printemps il s'est rendu à Marseille puis à Rodez où il a rejoint et épousé sa mère, puis il est parti pour Gordes où, installé dans une vieille maison prêtée par Chagall, il a été assigné à « résidence forcée ». En mai 1943 il retrouve sa mère à Saint-Gervais, via Grenoble, en zone d'occupation italienne d'où, en septembre, ils sont évacués ensemble par train jusqu'à Rome avec l'armée italienne en retraite. Parqués dans un camp puis libérés, ils survivent avec ce qu'on a appelé « l'aide du Vatican » et qui était la chiche distribution, « 20 lires par jour et par personne », de l'argent

des Juifs américains. Oser Warszawski a été arrêté par la police italienne le 17 mai 1944, interné à Rome puis au camp de Modena et, en juillet, déporté à Auschwitz où il a été tué dans un commando, le 10 octobre 1944, jour du soulèvement du *Sonder Kommando*. Il avait quarante-six ans.

D. : Quelle est l'importance de l'œuvre de Warszawski ?

L.L. : Je crois qu'Oser Warszawski, suivant l'exemple de Sholem Aleikhem, voulait exprimer en yiddish la culture vivante du *yiddishland* avec sa spécificité, son esprit, son esthétique. Et Simon Markish a souligné que pour la première fois apparaissait dans un roman yiddish la liberté érotique, un érotisme sans fard, jeune et vif. Son style est expressionniste et non simplement « réaliste » : il veut *tout exprimer dans la langue première*, la langue maternelle et proprement nationale des Juifs du centre de l'Europe, langue antérieure, porteuse et colporteuse d'histoire et de civilisation juives – à cet égard plus riche et plus nuancée que la langue dite de culture. Warszawski puise dans la mémoire collective et aussi dans la Bible, il affirme le yiddish comme patrie et il joue avec le multilinguisme d'une façon extraordinaire, affirment les connaisseurs, pour un vaste lectorat populaire et polyglotte. Ainsi, dans le roman *Les Contrebandiers*, qui dépeint à l'arrière de la Grande Guerre la décomposition des valeurs sociales, familiales et morales d'un *shtetl*, pour en exprimer la violence et l'irruption d'un érotisme débridé dans la vie quotidienne, l'écrivain a créé une langue littéraire originale, un style déconstruit et savoureux, le choc des mots réinventés, une poétique de l'irrationnel mais aussi l'argot et les divers langages du peuple. En fait il avait le culot de la jeunesse. Pour camper un sot et prétentieux collaborateur des Allemands, il lui suffisait de lui faire parler un sabir d'allemand teinté de yiddish ou à l'inverse un yiddish teuton grotesque qui faisait rire de bon cœur des lecteurs qui en comprenaient chaque nuance. Il en allait de même pour le russe, l'hébreu, nombre d'affectations et de poses mondaines – une civilisation ! Cela donne un ouvrage à la fois truculent, féroce et drôle, avec une poésie fantastique.

La guerre et ses horreurs sont au centre de son œuvre. *Der Mundir* (L'Uniforme), son deuxième roman, se situe en 14-18 dans un pays en guerre qui n'est pas nommé mais qui à l'évidence est l'Allemagne, dans une famille de super-patriotes adorateurs du Kaiser, et s'il n'y avait quelques détails juifs significatifs comme la *mézouza*, on jurerait que ce sont des Allemands de souche. C'est une fresque expressionniste tragiquement colorée, qui évoque les tableaux de Ludwig Meidner et Otto Dix. Troisième roman sur la Grande Guerre, *Shnit-Tsayt* (La Fauchaison) paraît à Vilno en 1926 ; on est là dans les villages et sur le front russe au



cœur du petit peuple juif entraîné dans la tourmente, le grand carnage. C'est un livre magnifique, puissant et poétique, m'ont affirmé le poète Sutzkever et Rachel Ertel qui l'ont lu en yiddish – le roman n'a pas encore été traduit. Ces trois romans seront bientôt réunis en un seul volume à paraître en français chez Denoël.

À Paris, la même année 1926, Oser Warszawski fait paraître, grâce cette fois encore à l'argent de sa sœur de Londres, une nouvelle revue yiddish, *Literarishe Revi* (*Revue littéraire*), superbement illustrée par Chagall, qui présente des critiques, essais et poèmes de neuf écrivains dont Peretz Markish, I.J. Singer, Ilya Ehrenbourg... et Oser Warszawski qui publie *Dans la cave de Bèrèl la basse*, extrait de son nouveau roman, et un essai sur Chagall. Pendant les années 30, il continue d'écrire des nouvelles et des critiques, dont certaines sont publiées à Varsovie et à New York.

Dès le début de la Seconde Guerre mondiale, il entreprend la rédaction de quinze récits, remarquables textes de Résistance (qui plus est, en yiddish !), pour la plupart inédits, sur l'exode, la province française, le traitement des Juifs par Vichy, les rafles, les camps d'internement et d'extermination – œuvres lucides, davantage même, visionnaires. Le plus important, *Rezidents* (*Résidences*), a été publié en yiddish en 1955 dans *Parizer Tsaytskrift* et en 1997 en traduction française sous le titre *On ne peut pas se plaindre*. À Rome, il rédige en yiddish son journal, encore inédit, et en français cinq textes sous le titre *L'Arrière-Montparnasse*, évocation nostalgique de l'envers du quartier, celui des fauchés, des perdants, des étrangers malchanceux de l'École de Paris. Des personnages amis qui lui manquent. Cet ensemble de feuillets de papier très fin, écrits d'un bord à l'autre, ils l'ont caché, promené et conservé pendant toute la guerre, ma mère et Oser, au risque de leur vie. Après la Libération, ma mère a acheté une machine à écrire yiddish et elle a tout tapé pour que l'on n'ait pas recours aux fragiles manuscrits pour des publications en revue.

D. : *Que sont devenus ces manuscrits ?*

L.L. : J'ai fait une donation de l'ensemble à la Bibliothèque nationale de France, département des Manuscrits. Le

Président Jean-Noël Jeanneney m'a envoyé en juin dernier une lettre de remerciement pour ce don, je cite, « d'un magnifique ensemble d'œuvres d'Oser Warszawski, écrites en yiddish », il m'assure « qu'une fois publiés et traduits, ces textes intéresseront sans nul doute un très large lectorat » et que « ces documents représentent un patrimoine littéraire et un témoignage historique inappréciables ». Cet accueil de la prestigieuse institution française marque une avancée dans la reconnaissance de la littérature yiddish en France. Il est vrai que les témoignages, écrits sur le vif, sont d'une importance historique exceptionnelle : dès 1942, Warszawski sait qu'on exterminait les Juifs de France, que Paris est un vaste « cimetière de papier », et il l'écrit magistralement.

L'œuvre de l'écrivain assassiné avait été, sinon anéantie, du moins reléguée aux archives. Même revivifiée, elle n'aura plus le public pour lequel elle avait été créée, car lui aussi a disparu dans la Shoah. Aujourd'hui, nous avons quelque raison d'espérer : les romans sont en réédition et les derniers écrits sont désormais à la B.N.F., accessibles aux chercheurs du monde entier. ■

Propos recueillis par Fania Perez

Bibliographie en français

- *Les Contrebandiers*, roman, traduit par Aby Wieviorka et Henri Raczymow, préface de H. Raczymow, Le Seuil 1989 – épuisé, réédition en préparation chez Denoël.
- *L'Uniforme*, roman, traduit du yiddish par Charles Dobzynski et Bernard Vaisbrot, et *Dans les montagnes*, nouvelle, traduit par Bernard Vaisbrot, in *Khaliastira – La bande*, Paris, Lachenal & Ritter 1989, éd. Gallimard.
- *Marc Chagall, le shtetl et le magicien*, traduit par Batia Baum et Marie Clermont, Paris, Musée d'Art moderne de la Ville de Paris/Lachenal & Ritter 1995, éd. Gallimard.
- *L'Arrière-Montparnasse*, écrit en français, illustré de dessins et aquarelles de l'auteur, Paris, Lachenal & Ritter 1992, éd. Gallimard.
- *Juin 40*, nouvelle, traduit par Marie Warszawski, in *Une maisonnette au bord de la Vistule*, Albin Michel 1989.
- *On ne peut pas se plaindre* ou *Résidences*, traduit du yiddish par Marie Warszawski, version française de Lydie Lachenal et Angélique Lévi, Paris, Liana Lévi, 1997.
- *Journal de Rome*, par Marie Warszawski, Paris, Lachenal & Ritter 1997, éd. Gallimard.

Nabil et Moshe dialoguent...





Pâtisserie

Fêtes en terre séfarade du Sud-ouest...

*En souvenir de ma mère, Colette Lévy-Pereyre
(1911-1994)
et de Danielle Nahmias-Silva, de Bayonne
(1943-1996)*



Photo J.F. Lévy

Gâteau d'amandes

Le terme « gâteau d'amandes » évoque pour les Juifs de Bayonne les grandes fêtes familiales : circoncisions, bar-mitzvot, mariages. Sa présence était de rigueur sur les buffets des réceptions données lors de ces événements ; il était strictement réservé à ces occasions.

Voici donc une recette traditionnelle utilisée dans ces joyeuses circonstances-là et dont il vous faudra adapter les quantités aux besoins particuliers de votre tablée.

Ingrédients : 12 œufs ; 250 grammes de sucre ; 250 grammes d'amandes ; 100 grammes de farine, vanille (essence ou gousse).

Pelez les amandes – c'est facile si on les plonge quelques minutes dans l'eau bouillante. Râpez-les alors.

Battez le sucre avec deux œufs entiers et dix jaunes d'œuf. Les dix blancs d'œufs correspondants seront de leur côté séparés en deux parties : vous en battrez quatre en neige ferme (avec, bien sûr, une petite pincée de sel) pour les réserver : ils seront utilisés en fin d'opération.

Il vous en restera donc six, momentanément en chômage technique, mais pour lesquels on trouvera dans un instant une autre utilisation, non moins intéressante.

Ajoutez vos amandes râpées au mélange sucre et œufs. Incorporez ensuite peu à peu la farine et la vanille. Travaillez longuement ce mélange. Le moment est venu d'ajouter à cette pâte vos quatre blancs montés en neige bien ferme. Pas de hâte ni de brutalité !

Versez avec précaution la masse dans un moule rond, enfournez à four chaud (225°) pendant environ trente minutes.

Démoulez le gâteau sur un grand plat. Soyez patients – il faut le laisser refroidir...

Le gâteau d'amandes est présenté traditionnellement de manière particulière : centrez un verre sur le gâteau (sept cm de diamètre environ) et découpez tout autour un cylindre ; puis coupez des parts en rayons. Cette découpe permet de faire beaucoup de tranches sans que la partie proche du centre s'effrite.

Devinez ce que le (la) pâtissier/(ère) fait du rond découpé ? Raté ! il reste au centre du gâteau et il constitue la « part d'honneur » qui est offerte au(x) héro(s) du jour.



Que faire avec les blancs restant ? Des macarons dont il existe de multiples recettes, ou bien le Gâteau blanc, complément traditionnel du gâteau d'amandes.

Gâteau blanc

Ingrédients : 8 blancs d'œuf, 250 grammes de sucre, 30 amandes douces et 18 amandes amères (ou 48 amandes douces et quelques gouttes d'essence d'amande amère pour pâtisserie), 150 grammes de beurre, 200 grammes de farine, vanille et zeste de citron.

Travaillez le beurre ramolli avec le sucre ; ajoutez la farine et les amandes pilées, puis les blancs battus en neige ferme. Parfumez avec la vanille et le zeste de citron. Faites cuire dans un moule à cake, (225 °, environ 30 minutes).

Puisque vous devrez, bien sûr, à l'instar des Juifs bayonnais, confectionner des gâteaux d'amandes et des gâteaux blancs **absolument parfaits** pour le mariage de vos enfants ou la bar-mitzvah (laïque) de vos petits-enfants, nous vous recommandons de faire de nombreux essais – et d'inviter tous vos amis pour les tester ! ■

J.-F. Lévy-Pereyre

Un film sur les derniers jours de Hitler vient d'être distribué en Allemagne et attire l'attention, dans la mesure où il montre un Führer dédramatisé, presque humain. Cette vision émeut tout naturellement les anciennes victimes des nazis, et en particulier les Polonais. Voici une réflexion sur ce film et sur tout ce qui l'entoure ; ce texte intéressera à l'évidence nos lecteurs, d'autant que sa sortie en France est programmée pour le 5 janvier 2005.

Regarder Hitler dans les yeux

Piotr Jendroszczyk

Le premier film allemand sur Hitler a pour nom *Der Untergang* (La Chute). Il retrace les douze derniers jours d'Hitler jusqu'à son suicide le 30 avril 1945. Dès la première semaine de lancement, *La Chute* a été vu par plus de 750 000 Allemands ; ce film représentera l'Allemagne dans la compétition aux Oscars.

Pendant deux heures trente, Adolf Hitler, joué par l'acteur suisse Bruno Ganz, quitte rarement l'écran. Jusqu'à présent, Hitler n'apparaissait dans les salles allemandes que dans des films étrangers ou dans des documents d'archives. Dans les films allemands Hitler était présent de manière épisodique, un peu à la dérobée. Le voici comme ressuscité.

L'hebdomadaire *Die Zeit* a accolé deux demi-photos représentant un visage, la partie gauche appartenant à Bruno Ganz, la droite à Hitler. Elles correspondaient parfaitement. Ganz parle, se déplace, se comporte comme Hitler. Le dictateur a retrouvé la vie et avec lui les discussions sur l'histoire allemande et la conscience historique des Allemands.

Douze jours dans le bunker

Bernard Eichinger, producteur et scénariste du film, a tiré son scénario d'un livre homonyme de Joachim Fest, un historien, et des mémoires de Junge Traudl, la secrétaire de Hitler, qui ne l'avait pas quitté de 1942 jusqu'à sa mort. Le film s'ouvre sur un écran noir, on entend la voix de Junge qui explique qu'elle ne se pardonne pas d'avoir accepté le poste de secrétaire du Führer, qu'elle l'avait fait par curiosité juvénile et non par conviction. Junge avait survécu, elle avait réussi à passer dans la zone d'occupation américaine. Elle est morte il y a deux ans – le jour de la première du film...

L'action se déroule à douze mètres sous terre, dans le bunker autour duquel se resserre l'étau de l'Armée Rouge. En surface, de temps à autre, apparaissent des images d'apocalypse : des crimes de la SS contre la population civile accusée de pactiser avec l'ennemi, des adolescents de la Hitlerjugend s'efforçant de résister aux assauts de l'Armée Rouge, l'écrasement sous les bombes de l'invincible Reich « millénaire ». Il y a beaucoup de sang et de violence. Pendant ce temps, Hitler consulte son ami

Albert Speer, architecte et ministre de l'armement, sur des plans de reconstruction, après la victoire, d'une capitale encore plus admirable.

Dans le bunker pourtant tout le monde sait, Hitler y compris, quel sera le dernier acte, mais chacun laisse accroire qu'il reste une lueur d'espoir. En compagnie de ses plus fidèles généraux le Führer planifie une contre-offensive avec des armées qui n'existent plus. Il trouve le temps de décorer des gamins héroïques de la Hitlerjugend ; en secret, il réfléchit sur le passé, dicte son testament, épouse Ewa Braun, s'efforce de diriger la défense de la parcelle de Berlin encore en son pouvoir. Il donne l'image d'un brave homme qui manifeste de la tendresse envers son chien, traite ses secrétaires en gentleman, embrasse Ewa Braun sur la bouche, pense constamment au peuple auquel il a consacré sa vie...

Dans le film Hitler a des accès de folie, mais modérés et qui peuvent se justifier par la trahison réelle ou supposée de ses plus proches collaborateurs. Impuissant, encerclé dans son bunker, c'est un personnage qui n'a rien d'aimable et qui n'inspire cependant pas de dégoût. Dans le film, rien sur la Shoah ni sur les crimes nazis, en dehors de quelques paroles de Hitler énumérant ses actions en faveur de la nation, qu'il a réussi à débarrasser « du poison juif ».

L'abandon d'un tabou

Le film ne véhicule aucun message. C'est un développement de l'histoire sans commentaires. « Mon intention n'est pas de susciter de la compassion pour Hitler. Le problème est qu'il n'était pas un diable cornu », prétend Eichinger. Cependant les reproches à lui faire sont graves. Le Hitler du film est une sorte de brave type un peu malfaisant, coincé dans une situation sans issue. La presse britannique note l'abandon d'un tabou et souligne qu'on est très près de la tentative de réhabilitation du dictateur criminel.

Comme le démontre *Die Welt*, *La Chute* peut être perçu comme témoignage de la libération de la conscience historique allemande des normes traitant Hitler comme un monstre et un psychopathe à exclure du genre humain. C'était le canon en vigueur. Mais pas toujours : quand le metteur en scène G.W. Pabst eut l'idée en 1956 de tourner



© TFM Distribution

un film sur les derniers jours d'Hitler, il dut le faire en Autriche ; en Allemagne il était discrédité parce qu'il présentait un Hitler cerné et impuissant. Dix ans après la guerre, les Allemands ne voulaient pas accepter un tel Führer. Ils se souvenaient trop bien du temps où il était le conquérant de l'Europe auquel ils avaient accordé une confiance

sans limites. La nation était encore sous le choc. Elle tentait de « désensorceler » le Führer, explique Joachim Fest. Dans *La Chute*, Hitler ressemble au personnage créé par Pabst. La présentation d'un tel Hitler aujourd'hui témoigne sans doute de changements dans le bon sens dans la conscience allemande. Mais les auteurs de *La Chute* ne vont-ils pas trop loin ? Leur Hitler est certes un héros négatif, mais guère plus que le méchant des westerns.

D'où vient ce nouveau regard sur le chef du III^e Reich ? « L'histoire ne tient plus les Allemands à la gorge, car le terrain a été préparé par une série d'ouvrages suscités par le désir sinon de se réconcilier avec la génération des

fauteurs de guerre, tout au moins de les comprendre. » Il y a deux ans, Günther Grass a provoqué un scandale avec son roman sur la tragédie du paquebot *Wilhelm Gustloff*, torpillé par les soviétiques avec des milliers de réfugiés allemands à son bord. Un peu plus tard Jörg Friedrich entra dans la liste des best-sellers avec un livre sur les bombardements des villes allemandes par les Alliés. L'une et l'autre, ces œuvres ont suscité un débat qui a quelque peu repoussé dans l'ombre la question de la culpabilité et de la responsabilité allemandes. C'est ce changement qualitatif de point de vue sur l'histoire qui a permis le tournage d'un film comme *La Chute*.

Il serait absurde d'accuser Eichinger ou le metteur en scène de *La Chute*, Hirschbiegel, d'une tentative de réhabiliter Hitler, mais on peut leur reprocher une négligence coupable et un manque de responsabilité dans la construction du personnage d'un criminel hors du commun. La discussion sur le film ne fait que commencer. D'autant que l'an prochain, à l'occasion du soixantième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'autres films attendent déjà un jugement critique ; ils sont consacrés à des responsables nazis comme Joseph Goebbels et Albert Speer. *La Chute* est la plus grosse production cinématographique allemande. Elle a coûté 13,5 millions d'euros. Sa réussite financière est assurée. Le bunker d'Hitler à Berlin, aux environs de la porte de Brandebourg, existe toujours. Toutes les tentatives de le faire sauter ont échoué. Il a été enseveli et un square a été bâti dessus. Tout à côté se termine la construction du monument aux Juifs d'Europe assassinés. Il sera ouvert dans quelques mois, pour l'anniversaire de la libération du camp d'Auschwitz... ■

Traduit du polonais par Henri Sobowiec



Laïque et religieux

Le passage de la laïcité au religieux arrive lorsqu'un Juif en manque de racines décide de se chercher une identité dans la religion.

Mais l'autre question importante, moins souvent posée, est de savoir comment de religieux on devient laïque ? Une réponse à cette question est apportée par Valérie Mréjen qui a exposé jusqu'au 18 décembre 2004 à la galerie Cent8, 108 rue Vieille de Temple, 75003 Paris.

Cette exposition présentait notamment une vidéo de 12 minutes intitulée *Dieu*. Elle a pour sujet le choix radical consistant à passer du monde juif ultra-orthodoxe au monde laïque. Huit personnes issues de familles très religieuses racontent un souvenir lié à cette expérience : la transgression d'un interdit, le moment décisif d'une prise de conscience. Par exemple : allumer la lumière le samedi ou aller au cinéma. Franchir le pas avec toutes les terreurs ou les désirs contraints qui s'y associent, ainsi la certitude que la maison prendra feu par la colère divine, ou que le film montrera des femmes nues et non « Les temps Modernes » de Charlie Chaplin.

La transformation psychique est là, et les séquences vidéo ne peuvent qu'interpeller le spectateur sur notre système d'acculturation. On en ressort ébahi et enclin à la réflexion...

Edmond Kahn

Zwy Milshtein : *Fanaticus creator*

Fania Perez

Fanaticus Creator :

Papillon extrêmement rare, très recherché par les collectionneurs et surtout les collectionneuses. L'existence d'un grand nombre de fac-similés rend la capture de l'authentique Fanaticus Creator extrêmement difficile. Il se distingue de ses copies par la profondeur de son âme et l'ardeur de son verbe. Solitaire par excellence, de nature très angoissée, il a souvent des tics nerveux et des douleurs rhumatismales car il habite généralement des locaux humides et mal aérés. Très laborieux et peu pratique, il est rémunéré pour ses peines deux à trois générations après sa mort par quelques tonnes de bronze qu'on laisse au beau milieu des carrefours ou des jardins publics, faute d'héritiers.

Zwy Milshtein, *Les Papillons nocturnes de Paris*

Fanaticus Creator par excellence, Milshtein est à la fois peintre, dessinateur, graveur, écrivain et joueur d'échecs. Il est aussi juif, russe, français et moldave. Enfant prodige, il a su, très jeune, s'approprier les techniques classiques. Homme de culture et de tradition, curieux de tout, toujours à l'affût de ce qui se passe sur notre planète, c'est très naturellement que depuis quelque temps il s'intéresse à l'ordinateur pour en faire un de ses modes d'expression. Cet été, à Paris dans les jardins du Luxembourg, les promeneurs ont pu voir une étrange installation : *Voyage autour d'un échiquier*. Pas évident de reconnaître un livre dans cet agencement de panneaux au milieu desquels on circulait en admirant la maîtrise du dessin, le miroitement des couleurs et l'humour du texte. Cette œuvre, qu'il appelle un *livre personnalisé*, Milshtein l'a conçue sur ordinateur, on la trouve sur un cédérom. Non sans malice et avec beaucoup d'enthousiasme, le *Fanaticus Creator* explique et défend cette nouvelle technique : « Utiliser l'ordinateur est à la fois normal, naturel et logique. Dans le domaine de la peinture on peut considérer son invention comme aussi importante que celle de la peinture à l'huile ou de l'acrylique. Quand je dessine ou peins, je ne sais plus si je dessine sur papier ou sur un grand ordinateur. Pour moi c'est presque pareil. J'ai l'impression de faire le même travail. C'est la même sensualité qui se traduit dans deux catégories différentes Avec l'ordinateur l'image est complètement libérée : sur l'écran je peux modifier ou effacer tout de

suite, sans avoir la culpabilité d'avoir abîmé une toile. C'est passionnant, cela m'amuse. Les humains adorent jouer. J'imprime et surveille l'impression. J'éprouve un immense plaisir quand je vois le travail sortir sur du beau papier. Certes, cela nécessite du temps : mon imprimante n'est pas une rotative. Chaque épreuve est une estampe numérique, comparable à une gravure ou une lithographie. »

À la demande de l'attachée culturelle de l'ambassade de Roumanie, Milshtein expose jusqu'au 16 janvier dans la grande salle du Parlement européen, à Bruxelles. Il avait eu l'idée de travailler sur *Les candidats*, images et textes. Le sujet a été refusé : trop

subversif probablement, les textes surtout. Alors, c'est sans texte – il a construit son exposition sur le thème de *La carte à jouer*. Sur neuf panneaux de bois il a marouflé des estampes numériques, faites sur ordinateur et rehaussées à la main, ce qui en fait des pièces uniques. Un panneau rappelle le *Voyage autour d'un échiquier* que l'on peut trouver aussi sous la forme d'un livre « normal ». Neuf grandes œuvres sur toile, dans lesquelles, selon son habitude, Milshtein a mêlé huile, acrylique, colle, sable et autres ingrédients. Ces cartes géantes sont des portraits, surtout de femmes. Laquelle faudra-t-il jouer ?

Quelles que soient les techniques utilisées, tout le travail de Milshtein est essentiellement le résultat d'une alchimie profonde entre l'intériorité et l'extériorité. Il nous raconte une longue histoire, celle de l'Homme, la sienne et la nôtre.



Quo vadis ? (partie centrale du triptique)
Acrylique, sable, feuille d'or et collage
sur toile. 270 x 154 cm. 1987-90



Quand le père de Boris luttait contre la maladie, les échecs pour lui furent plus efficaces que la morphine

Il le fait dans son style, à la fois expressionniste et allégorique. Chacun de ses personnages semble être une toute petite partie de ce qui constitue l'Humanité. Derrière chaque visage ou dans chaque visage, un ou plusieurs autres apparaissent.

Quelquefois, dans un visage un paysage ou un animal évoquent des lieux, des rêves ou un souvenir. Ces visages, reflets de l'Humanité, exercent une sorte de fascination. Il faut les lire longuement, attentivement, pour essayer de les comprendre, de les entendre.

Quelquefois le *Fanaticus Creator* fait de « *Petites confidences* ». Il est polyglotte, parle cinq langues. Il écrit en français et en russe. Le français est la langue qu'il pratique le plus couramment, dans laquelle il écrit des textes poétiques, drôles, terribles et émouvants à la fois. Le russe est la langue du mystère, du secret, celle qu'il parlait pendant la guerre.

Milshtein est né en 1934 à Kichinev (c'était alors la Roumanie). Plus tard, quand cela devint l'URSS, son père a été arrêté et déporté en Sibérie où il est décédé. Ses premières études de peinture, il les a faites à Tbilissi (Géorgie) où il s'était réfugié avec sa mère. Revenu à Bucarest en 1946 il a travaillé avec le peintre Stefanescu. Pendant son escale forcée à Chypre il a appris la sculpture avec Ben-Tsvi. Au cours de ses douze années en Israël il a étudié avec les peintres Raitler, Avni, Ardon et Mokady. En 1956, il a reçu une bourse de la Norman Fondation qui lui a permis de partir pour Paris où il s'est inscrit dans l'atelier du peintre-graveur Delpech. Depuis il réside à Paris, mais on peut encore le rencontrer dans de nombreuses capitales.

Dans un de ses textes les plus émouvants, *Mes deux amantes*, il nous livre une clé précieuse. Ce sont la Peur et la Honte qui, dans son enfance, l'ont habité. Depuis il essaie, non sans mal, de les exorciser. Son « éducation soviétique » lui a coûté des années d'analyse.

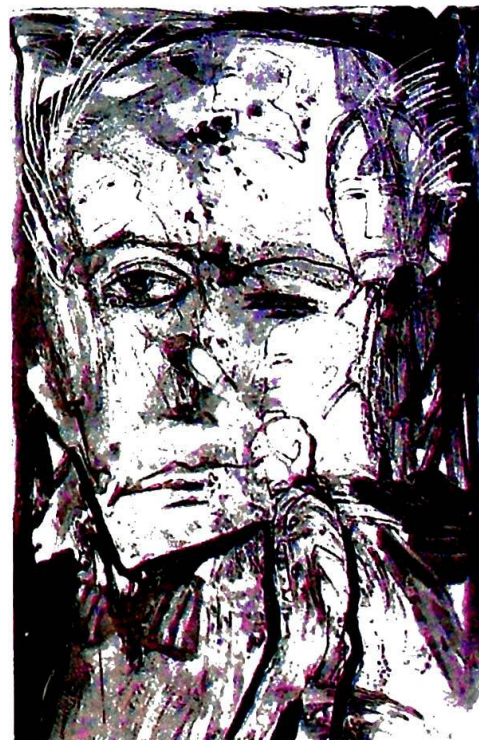
Arrivé à Paris il a été très déçu. Il s'attendait à parler art, peinture, mais autour de lui ce n'étaient que mondanités, plans de carrière. Katia Granoff lui a fait un contrat. Il se souvient d'une de ses boutades qui, hélas, s'est révélée très profonde : « *Malheureusement un peintre c'est le maillon indispensable entre le marchand et le collectionneur* ».

Rapport entre l'image et le texte

En étudiant la gravure, Milshtein s'est aperçu que souvent, dans les gravures anciennes ou chez certains peintres, Goya par exemple, on trouve une petite phrase qui accompagne le dessin. Cela l'a séduit. Il a commencé à mêler l'image et la parole. Ce qui l'intéressait surtout c'était l'approche graphique. Homme plein d'humour, aimant rire et faire rire, il a écrit de petits textes pour illustrer ses images. Comme grisé par le plaisir éprouvé, il a continué avec des textes de plus en plus longs. Ce qu'il appelle son « langage de bistrot » s'est transformé en poèmes, parfois inspirés de la Bible comme « *Les sept verres* », la création du monde vue par un alcoolique, ou des histoires pleines de tendresse et de vie.

C'est avec passion que Milshtein s'exprime sur l'art. Il défend avec fougue le **lettrisme**, un des courants de l'art beaucoup trop méconnu, sinon inconnu du grand public. Il s'enthousiasme pour les **graffitis**, ce phénomène qui envahit le monde entier et dont on ne mesure pas l'importance. Pour lui les images que l'on trouve sur les murs des grandes villes sont souvent bien plus belles que les œuvres que l'on va voir dans les musées. « *Les gens ne savent pas regarder autour d'eux. Il faut leur montrer les choses, et encore, ils ne voient que ce qu'ils veulent voir. Je suis très admiratif devant ces gamins qui dessinent si bien à main levée, avec des outils de fortune. Ce sont de véritables artistes.* »

Le travail de Milshtein, *Fanaticus Creator*, a inspiré de nombreux écrivains. Ses œuvres sont dans le monde entier. Travailleur infatigable, inventif, imaginatif, créatif, éternellement jeune, il suit son chemin... ■



Le papillon technique mixte sur papier marouflé sur toile 195 x 130 cm. 1986.

Rock-around-the-Rebbe : le Rebbe Reggae

Carol Mann

C'est jeudi soir à la Scène, haut lieu de l'avant-garde musicale à la Bastille : une salle tapissée de rouge, bar à droite, quelques sièges à gauche et un espace au milieu pour danser. Des mélodies klezmer¹ tapissent le fond sonore ; étrangement, elles ne paraissent pas déplacées. Une grande affiche du meilleur style Flower Power montre un barbu de profil, Matisyahu-Hassidic² Reggae. Son premier concert à Paris se tient ce soir (juste le jour de la mort d'Arafat, fallait le faire), avec en entrée un dénommé Socalled. Voilà : vous en savez autant que moi et que la foule interloquée qui rentre au compte-gouttes dans la salle. En Amérique, les deux musiciens font salle comble, les rumeurs ont traversé l'Atlantique et le cyberspace pour atteindre un public hétéroclite au possible. Les voici qui défilent devant le bouledogue de service à la porte : les jeunes branchés la tête dans le pot de gomina, des filles ashkénazes à lunettes, les lionnes pur pedigree tunisien avec des crinières passées au monoï, le magendavid la taille d'une *latke*³, des barbous à kippa (mais oui), du quinquagrand teint importé direct de la rue de Passy, des dames botoxées⁴, un couple asiatique visiblement perdu, deux ou trois gamins de six ans collés de force sur les dernières chaises.

La salle est comble et voilà que déboule sur scène la première star qu'on ne prend pas du tout pour une star, avec sa tronche d'agrégé de maths, grosses lunettes, boucles éparses, un grand sourire maladroit comme s'il était venu réparer l'équipement sur la scène. Mais c'est qu'il porte un accordéon et se lance dans une chanson énergétique où il est question d'une improbable mais ravissante *zyse balabuste*⁵. C'est donc lui, Socalled, né au Canada, star montante du rap yiddish, auteur avec la violoniste Sophie Solomon du sensationnel album *Hip-Hop Chassene* (mais oui) qui bientôt va nous offrir des versions scandées de classiques telles que *Belz*⁶ en rap. La salle swingue avec précaution pour commencer, mais ensuite avec un entrain que seule la fin obligatoire du concert arrêtera. Les jeunes tout devant sautent à la verticale hurlant *Belz* comme si c'était Zidane, les *saftigue*⁷ blondinettes se trémoussent, une des botoxées roule des épaulettes rembourrées... Socalled poursuit, dans un yiddish impeccable, mêlé d'un bel hébreu ashkénaze, pétri de clarinette électronique, en hommage avant-garde à tous les Klezmorim d'antan. Néanmoins, c'est une musique réellement populaire, destinée à un large public. Benny Goodman faisait danser les foules dans le temps, alors pourquoi pas le jeune et talentueux Socalled ?

Le voilà qui laisse la place à quelques musiciens qui viennent occuper la scène, dont deux batteries qui se mettent au boulot tout de suite avec une gravité, disons-le, toute jamaïquaine. Il ne faut pas plus pour précipiter sur scène près de deux mètres de jeune Chassid, barbu, en costard gris et chapeau, qui saisit le micro pour entonner une sorte d'hymne dans le plus pur reggae. La salle est médusée, les plus de 29 ans et demi fixent la scène, bouche-bée, il faut réanimer l'autre botoxée, les quinquas avalent leur bière de travers, les jeunes gominés rigolent, mi-amusés, mi-embarrassés, les kippas en goguette sont gelées sur place. Mais la stupeur cède à l'enthousiasme

¹ La musique klezmer est née au xv^e siècle. Jouée en Europe centrale et orientale jusqu'à l'aube du xx^e siècle par des musiciens juifs itinérants, la musique Klezmer est par essence une musique de fête, de rencontres et de contrastes ; aujourd'hui musique qui combine l'identité et le mysticisme juif au jazz traditionnel et moderne.

² Le hassidisme est un mouvement mystique religieux né au xviii^e siècle en Ukraine sous l'influence de Ba'al Shem Tov. Il connaît de nos jours une renaissance importante (pas de règles orthographiques pour écrire les termes qui le concernent : on trouve indifféremment ici *chassene*, *chassid*, mais aussi *hassidic*, *hassid*, *hassidique*).

³ La *latke*, galette de pomme de terre râpée, occupe dans la mémoire culinaire ashkénaze la place de la galette au sarrasin chez les Bretons, en moins diététique, bien entendu.

⁴ Qui ont subi un traitement antirides à base de *botox*.

⁵ Charmantes maîtresses de maison.

⁶ Chanson très connue qui célèbre le *shetl* (village juif) de Belz.

⁷ Gracieuses.





qui manque de virer au délire. Car notre Hassid, Matisyahu, n'a fait que commencer. Son répertoire est impressionnant, sa voix forte et mesurée, c'est un pro, voilà qui est sûr. Si dans le *schitbel*⁸, il fait pareil, ça doit être une Ceinture Noire de la Torah. Le voilà qui dévale sur la scène, en chantant la venue du Messie, les affres de son âme assoiffée, les bontés divines à la manière de feu Bob Marley – mais sans que ce soit du simple plagiat. Il fait chaud, il tombe la veste puis le chapeau, la foule siffle et l'acclame. Il est plus à l'aise pour s'activer sur scène, du *mitsva tanzel*⁹ comme vous n'en avez jamais vu, voilà les *tsisses*¹⁰ qui ondulent comme des serpents quand il passe à l'hébreu, voire au yiddish, toujours avec l'accent jamaïquain. La foule le suit, porté par l'extase dans laquelle le chanteur est visiblement plongé. C'est dans la pure tradition hassidique qui veut que l'on prie par le chant et la réjouissance, tel est son message. De toute évidence, ça marche, les blondinettes sont déchaînées, les botoxées se tortillent à leur tour, les branchés se cabrent et se ruent, les yeux fermés, même les intellos brunes se déhanchent, les quinquas frétilent en reprenant le refrain *Oy-oy-oy* avec conviction.

Ce qui est étonnant, c'est que ces deux musiciens qui ont 50 ans à eux deux, ont découvert leurs racines juives à travers la musique. Chacun est né dans un milieu peu pratiquant et la religion s'est limitée à des séances hebdomadaires et soporifiques au Talmud-Torah. Dans la famille de Josh Dolgin (Socalled) personne n'est yiddishophone, cette tradition s'est révélée à lui lors d'un concert, vers 20 ans, et il a l'intention d'y consacrer sa vie, à l'instar de ses prédécesseurs d'avant-guerre qu'il vénère. Il est difficile à imaginer, du moins pour le moment, un cheminement semblable en Europe. Le poids de la disparition tragique du yiddish pèse encore sur les jeunes générations de musiciens, c'est la langue de la Shoah. Il faudrait pouvoir oublier le yiddish pour une génération pour lui permettre de renaître de façon aussi innovatrice chez les jeunes.

Le cas de Matthew Miller (Matisyahu) est plus frappant encore. Élevé par des parents très libéraux, pour ne pas dire libertaires, il découvre, adolescent, la foi à travers la musique par la musique de... Bob Marley.

« Tu vois, m'expliquera-t-il après le concert, le reggae, c'est de la musique des esclaves, ça vient de l'Ancien Testament. Puis les Rasta, ils descendent de Solomon et Sheba, c'est une tribu perdue, ils suivent les mêmes rites que nous... »



Photo | love kreplers (David Szere)

Voilà qui cautionne la démarche, estampillée casher, et le passage des *dread-locks* de son adolescence aux papillotes de la maturité. Même les autorités, les Rebbe Loubavitch¹¹ de New York, ont avec sagesse, décidé de le soutenir, figurant même sur son nouveau disque. Matisyahu est à présent la star consacrée non seulement de son quartier de Crown Heights à Brooklyn¹² mais aussi d'un nombre de boîtes et de festivals où il se produit régulièrement aux États-Unis. « Je suis le *schliches*, le messager, conclut-il, c'est à cela que sert ma musique, apporter la parole de *Ha-Shem*¹³ à travers le monde » *Und wen de rebbe tanz!*¹⁴... ■

Pour plus de détails et d'autres concerts de la même veine, contactez JUMU, ces dynamiques producteurs parisiens des Nouvelles Musiques Juives: <http://www.jumu.fr/>

Et puis les disques :

Solomon and Socalled : Hiphop Khasene (Pimha records)

Matisyahu : Shake off the dust... Arise (JDUB records)

Sur Internet, vous pourrez également les entendre en cliquant sur les liens suivants

<http://www.hasidicreggae.com/index.php>

http://www.rockpaperscissors.biz/index.cfm/fuseaction/current.press_release/project_id/96.cfm

⁸ Lieu de prière et d'étude pour les Hassidim.

⁹ Danse de réjouissances entre hommes, typiquement hassidique.

¹⁰ De l'hébreu *Tsitsim*, les fils épais cousus sur les quatre coins du *Talit Katan* que les orthodoxes portent à même le corps, mais qui doivent obligatoirement être tirés vers l'extérieur, et donc visibles sur le pantalon.

¹¹ Loubavitch, mouvement hassidique.

¹² Quartier général des Hassidim de New York.

¹³ Il s'agit de Dieu, dont on ne doit jamais prononcer le nom, conformément au commandement : « Tu ne prononceras pas le nom de Dieu en vain »

¹⁴ Et quand le Rebbe danse, une célèbre chanson yiddish hassidique.

La Poésie : Marilyn Hacker

Marilyn Hacker est américaine et poète, auteur d'onze recueils, récompensés par de nombreux prix. Le plus récent est *Desesperanto* paru en 2003. Elle est également traductrice de la poésie française contemporaine ; elle a édité en 2000 un numéro spécial de la revue *Poetry* sur cette poésie. Ses textes sont parus en traduction française dans les revues *Aujourd'hui Poème*, *Autre Sud*, *Europe*, *PO&SIE*, *Le Nouveau Recueil et Jungle*. Les éditions de La Différence viennent de publier une anthologie « *La rue Palimpseste* », traduite par Claire Malroux. Elle partage son temps entre Paris et New York ; à Paris elle fait partie de la comité de rédaction de la revue *Siècle 21*.

Hiver de cancer (Extraits)

Ce n'est pas Auschwitz. Ce n'est pas le Vél' d'Hiv'.
Ce n'est pas un viol collectif en Bosnie ni
un viol collectif avec étripage au Salvador.
Mon corps qui se trahit a besoin de gémir
Sur les métastases des haines. En sursis
(si je suis en sursis), quelle est ma raison de vivre ?
Le cancer, aussi gratuit qu'un massacre,
ne résout rien, me renvoie à la panique
et son œil révolté dans la nuit mortelle,
à la mort à quarante-huit ans muette de mon père,
à chaque Juif numéroté, tondu, émacié
que j'aurais pu être. S'ils survivaient,
Ils portaient le dur tatouage, cicatrice, au-delà d'océans.
Deuais-je tatouer la mienne ? Que dirait-elle ?

Nul corps ne cesse de rêver d'avoir vingt-cinq ans
ou douze, ou dix, alors que le possible c'est
un long chemin abrité du deuil par des peupliers,
nager dans le fleuve, suivre la sente, pénétrer
par le portail ouvert, trouver la ruche d'or
ruisselante de miel liquide. Fantasma
risible si, entre-temps, d'invisibles entropies
barrent les routes, si bien que l'on atteint
une ruine où des arbres frappés de calvitie
s'étiolent au bord d'un fleuve qui s'envase.
Le soleil couchant a affreusement l'air de sang.
L'essaim flottant n'a rien à pardonner.
Ta voix implore l'indifférente nuit :
« je ne sais pas encore mourir. Laisse-moi vivre ».

⌚⌚⌚

L'autocar des Allemands
démarré dans la rue qui dort.
Personne ne les regrette.

Avant ça, dîner en groupe,
chants allemands en chœur
sous nos fenêtres.

Les voisins se souviennent
de chants semblables dans la rue
en quarante et un.

Ils ont beau être à présent
frères et sœurs en Europe,
on tire les rideaux.

Deux rues plus loin, certains
ne sont pas revenus du
Vél' d'Hiv', de Drancy.

Ils étaient des bébés
à l'époque, ou pas nés, ces
chanteurs d'autocar.

Les bébés derrière
les barbelés de Drancy, quand
auraient-ils dû naître ?



Photo J. Burko

La locomotive d'Illkirch...

Dr Georges Yoram Federmann

Le 2 juillet 2004, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace* apprenait à ses lecteurs que la municipalité d'Illkirch-Graffenstaden et son maire avaient décidé d'acquérir une locomotive.

Jacques Bigot (P.S.), réélu de justesse, souhaite rehausser la mémoire du glorieux patrimoine industriel de sa commune par la mise en place en plein centre ville d'un témoignage du savoir-faire local. Or, la SACM (Société Alsacienne de Constructions Mécaniques) et ses locomotives en sont un des fleurons.

Après des années de recherches infructueuses, les collaborateurs du maire dénichent l'objet rare : une locomotive ancienne ! Il s'agit d'une DR 52 8009 (immatriculation d'origine « *Deutsche Reich* »), sortie de l'usine en juin 1943. Et plus précisément, d'une DR 52 type KDL pour « *Kriegsdampfslokomotiv* » (locomotive de guerre), construite dans le cadre d'un programme élaboré à la demande de Hitler par Albert Speer, ministre de l'Armement. 7 500 exemplaires seront montés dans les différentes usines du Reich, dont 139, jusqu'en novembre 1944, par la SACM, à l'époque constituée en « entreprise de guerre » sous discipline SS avec un personnel composé en grande partie par des déportés. C'est qu'en Alsace, annexée depuis 1940, la SACM, comme les autres entreprises, est réquisitionnée par les Allemands. Elle est totalement intégrée à l'effort de guerre et devient une entreprise de l'armée (« *Wehrmacht Betrieb* »). En 1942, avec l'intensification du conflit (et alors que la « solution finale » a été décidée à la conférence de Wannsee), Albert Speer lance le programme « *Kriegslok* » (locomotive de guerre) : il s'agit de produire dans une quinzaine d'usines du Reich un modèle unique, facile à entretenir, pour faire face aux énormes besoins ferroviaires : transport de troupes, d'armes et de déportés...

Jacques Bigot sait tout cela. Son adjoint, M. Luttmann, déclare cependant : « Aujourd'hui, nous pouvons tourner la page » (*DNA* du 2 juillet 2004). Fin juin, le conseil municipal vote l'achat de l'engin par 26 voix contre 9, dont celle de Georges-Pierre Noth (extrême droite), pour 326 000 euros.

Dès le 6 juillet, j'écris au maire, au nom du Cercle Menachem-Taffel :

« Il faudrait absolument vérifier si cette locomotive n'a pas servi à la déportation. Je suis d'accord avec vous : 'C'est en parlant de notre passé que nous construirons l'Europe'. Parlons-en alors méthodiquement en rappelant les expériences médicales réalisées à Strasbourg et au Struthof par les plus illustres médecins allemands ayant adhéré au nazisme. Parlons-en systématiquement en enseignant aux jeunes le sens des mécanismes qui ont poussé des gens normaux à encourager « la banalité du mal ». (Voir le procès d'Eichmann à Jérusalem en 1961). Parlons-en avec en fond musical solennel le texte sacré interprété par M. Jean Ferrat, *Nuit et brouillard* ».

Je n'obtiens aucune réponse, mais un article dans *Libération*, le 19 octobre 2004, expose les positions officielles du maire : « La locomotive a été fabriquée par des hommes et des femmes alsaciens qui se sont retrouvés dans leur usine à faire le même travail que celui qu'ils ont fait avant et que celui qu'ils ont fait après... J'ai interrogé les anciens de l'usine. Pour eux, le fait de ramener cette locomotive est plus important que sa date de fabrication ».

Tout ceci est très déconcertant et m'inspire des réflexions qui font écho à la forme des réactions officielles à la suite des nombreuses

profanations de tombes juives et musulmanes en Alsace :

Qu'en est-il de la Mémoire d'Auschwitz en Alsace ?

Qu'en est-il de la Mémoire de la compréhension de la montée du nazisme en Allemagne et de la politique d'annexion de l'Alsace à partir de 1940 ?

Que signifie « tourner la page », comme le suggérerait l'adjoint au maire ?

Faut-il renoncer à transmettre cette Mémoire, au prétexte que « cela n'intéresse plus les jeunes » ?

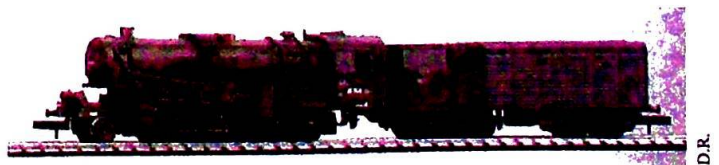
Et cette locomotive, dressée en plein centre ville, ne représenterait-elle pas une sorte de monument aux morts (à la mort) du mouvement ouvrier ?

Ne risquerait-on pas de l'assimiler aussi à la vanité de réfléchir au sens tant de l'adhésion volontaire au nazisme que de la collaboration forcée, qui a laissé des stigmates si douloureux dans l'inconscient alsacien ?

Les profanations des cimetières et les condamnations qu'elles suscitent obligent à rappeler que les troupes alliées et la Première Armée, qui ont chassé l'occupant nazi du sol alsacien, comprenaient bon nombre de ressortissants des colonies françaises d'Afrique du Nord et d'Afrique.

Elles nous rappellent que, sur les 1 600 tombes de la nécropole nationale de Sigolsheim (près de Colmar), la moitié sont musulmanes.

N'avons-nous pas construit une société dont l'idéologie est d'avoir remplacé l'Histoire par l'Actualité ? Aussi Auschwitz est-il devenu trop souvent anachronique ou exotique. Cela m'a rappelé aussi la réaction d'un vieux professeur qui a exercé toute sa carrière en face du « Pavillon Leriche »



Un modèle réduit de la locomotive DR 52

aux Hospices Civils de Strasbourg, à qui je rappelais que René Leriche avait été un éminent chirurgien du traitement de la douleur, mais aussi le premier président du Conseil supérieur de l'Ordre sous Vichy de 1940 à 1943... Mon vieux professeur m'incita à accepter, arguant qu'il était trop tard pour convoquer de si anciens fantômes.
Me vient alors à l'esprit le poème d'Eric Mühsam qui m'aide à ne pas oublier :

*Celui pour qui le soleil ne brille plus,
Il n'a plus besoin d'amour.
Combien de chagrin pleure pour lui,
Il n'a pas besoin de le savoir.*

*Hommes, laissez les morts tranquilles
À vous appartient la vie.
Chacun a bien assez à faire
À lever le bras et le regard.*

*Laissez les morts ils sont libres
Dans le sable humide.*

*Vous, sortez de l'esclavage,
De la misère et de la honte.*

*Un combat vaudrait-il des lauriers,
Épargnez à la mort ces cadeaux !
Mais reprenez l'épée du mort
Et menez son combat jusqu'à la fin.*

*Voulez-vous faire quelque chose
de bien
Pour ceux que la mort a rencontrés ?
Hommes, laissez les morts tranquilles
Et accomplissez leur espoir.*

Aux dernières nouvelles, la municipalité d'Illkirch a renoncé (provisoirement ?) à cette initiative. ■

Année après année, Diasporiques rapporte les « Rencontres de Bréau », qui réunissent durant une semaine le Yiddishland et la langue d'oc. Lilian Brower Gomez, qui est à l'initiative de ce « Yiddishland à la rencontre des Cévennes », livre ici sa réflexion sur cette initiative qui va vers sa sixième année, réflexion qui se place au-delà de l'anecdotique et nous invite à examiner les raisons et les moyens d'investir une culture minoritaire. Elle nous invite à le faire à la lumière de l'expérience – inattendue – brésilienne, où les Afro-brésiliens sont aussi à la recherche de leurs origines et de leur identité d'aujourd'hui..

Empêcher des langues de mourir

Lilian Brower-Gomez

Chaque année, à Bréau, nous fêtons le yiddish et la langue d'oc. Deux langues qui ont de moins en moins de locuteurs, deux langues dont les parlers disparaissent au fil des décès des anciens et dont la littérature risque de devenir poussiéreuse pièce de musée. Deux langues dont une a été attaquée dans sa chair par fusils et fours crématoires, par haine et exclusion, l'autre se retrouvant hors jeu et oubliée de la majorité. Qu'advient-il d'une langue blessée, de moins en moins parlée, écrite, lieu d'échanges et de création, jusqu'à sa disparition ? Par quoi est-elle blessée ? Comment aujourd'hui réagir à la disparition des Juifs d'Europe centrale et orientale, de leur langue et de leur culture ? Pourquoi même ceux parlant couramment ces langues ne s'imaginent pas pouvoir les utiliser pour la communication ?

Je n'ai que peu de réponses à ces questions. Hétéroclites certes, elles se retrouvent cependant au centre de notre analyse de la situation à Bréau. Situation cocasse d'une fête du yiddish et de la langue d'oc, d'une rencontre de toute une semaine, où la transmission culturelle se fait dans une tierce-langue ? Encore heureux qu'elles se fauillent et se dévoilent dans les chansons, dans certains spectacles du soir, dans les cours de langue, dans le travail avec les enfants, dans les quelques paroles échangées lors des repas.

Je ne reviendrai pas sur les interdits, les blocages, les souvenirs douloureux ou sacralisés, les interlocuteurs attitrés disparus, la difficulté d'apprendre l'alphabet... Ils ne nous donneront pas plus d'idées sur la manière de se réapproprier ces langues en toute légitimité.

Ceux qui traitent de passéiste cette démarche de réappropriation, l'opposant à une ouverture vers le monde moderne, vers les langues du futur – chinois, arabe ou russe – sont légion. Face à eux, je me retrouve sans arguments. Sans arguments, mais convaincue que, en ce qui concerne la culture yiddish, nous avons été coupés de nos sources trop rapidement ; parfois de notre culture juive il ne nous reste que la mémoire de la Shoah à transmettre – le spectre de la douleur en lieu et place d'un monde de vie, de création, celui des nos ancêtres disparus...

Je m'insurge contre ce seul et unique héritage. Je désire m'approprier une saveur musicale, littéraire, culinaire, de fête et de danses, et non une imitation, une nostalgie paresseuse. Quelque chose qui élargisse la vision, où à côté de la destruction il y ait une Vie,



une vie qui fasse honneur aux disparus et à soi-même. Reprendre aujourd'hui un héritage culturel pour permettre la transmission de demain : du savoir faire, du savoir vivre, du savoir créer..., du pouvoir partager.

Justement ! Voilà un des *a priori* de Bréau. Impossible de partager avec un Pair, encore plus avec un Autre, sans avoir une identité culturelle nourrie et pleine. Comment rencontrer l'Autre différent sans crainte d'être envahi-et-dépossédé si l'on n'est pas soi-même porteur d'un bagage spécifique ?

Je cherche donc le(s) chemin(s) d'analyse pouvant apporter des réponses pratiques, et faire ainsi de la semaine de Bréau une semaine d'échanges linguistiques, une Babel bavarde et bruyante où nous pourrions avancer dans les tâtonnements inhabituels et hasardeux des rencontres entre cultures : du regard « d'une culture » sur l'autre ou, plus précisément, des individus d'une culture sur d'autres individus et leurs pratiques culturelles.

Parmi ces chemins possibles il y a l'examen des freins et des empêchements à l'investissement de ces langues et cultures par le biais de l'histoire. En quoi l'enseignement de l'histoire de France, tel que pratiqué actuellement, influence-t-il notre attitude concernant langues et cultures minorisées (et pas minoritaires) ? Culture et langue françaises sont-elles « suffisantes » pour rendre compte de la diversité des groupes culturels venus constituer, à des moments

différents, ce qui est devenu la nation française ? Culture et langue françaises peuvent-elles prétendre les représenter ? Quelles « images » véhiculent-elles des cultures et langues de France, des anciennes colonies ou des départements d'Outre Mer ?

Philippe Martel, historien à l'Université de Montpellier, lors de sa conférence en 2003 à Bréau « De l'ethnotype, ou du regard porté sur le méridional », a mis en regard un ensemble de textes « afin d'en dégager les constantes, les stéréotypes, les ethnotypes (l'image d'un peuple) et voir comment se construisent ces discours ». Il conclut : « Tout au fond, il y a l'aporie de l'idéologie française. Avec d'une part son aspiration pathétique à une homogénéité parfaite du corps social, une France Indivisible faite d'Individus Citoyens Libres et Égaux, vivant dans l'harmonie et parlant tous de manière identique, en attendant de penser de même. Et d'autre part, l'inévitable constatation du fait que, les faits justement étant têtus, la différence niée socio-culturelle, linguistique, religieuse, *ad libitum*... se manifesterait toujours, et que la cohésion de la société repose sur sa capacité à les comprendre, à les accepter, quitte à contenir à l'occasion leurs éventuels débordements, s'ils aspirent à menacer la cohésion générale. Un équilibre difficile à assurer, c'est vrai. Mais a-t-on le choix ? »

Le choix que nous avons fait est de travailler, lors de chaque semaine de rencontre à Bréau, sur le thème de la

formation de stéréotypes, en partant de plusieurs supports : publicité, littérature, manuels scolaires... Et aussi sur l'analyse de la structure et du contenu des manuels scolaires et de ce qu'ils induisent ; sur la langue et la traduction dans le cadre de la transmission et de la mémoire ; sur

l'écriture de l'histoire et sur son appropriation par tout un chacun. Ce travail se poursuit tout au long de l'année, en essayant de mobiliser un maximum de participants, historiens ou non.

Ce travail, en relation étroite avec la lutte contre les racismes et les exclusions, se fait aussi par une prise de conscience sur la manière d'être porteur du « virus », une connaissance de ses formes variées, de son processus d'élaboration, de transmission, de multiplication, de ses aliments préférés. Ce travail est essentiel, si nous voulons réussir des relations interculturelles denses, porteuses d'enrichissements réciproques. Afin de mieux appréhender les représentations en France des cultures yiddish et oc, dont nous souhaitons nous abreuver, il est essentiel de mieux détecter les difficultés qui se présentent, qu'elles viennent de nous-mêmes ou des autres.

Le cas brésilien

Dénoncer et dépasser des mythes véhiculés par une culture nationale, surtout quand on est soi-même fier de lui appartenir, est compliqué. Prenons un exemple lointain : un des mythes les plus répandus est qu'il n'y a pas de racisme au Brésil. Or, si effectivement les lois du pays ne sont pas racistes, la vie sociale et les expressions du langage courant prouvent l'inverse (sous une forme différente toutefois de celle des États-Unis).

L'article de Monica Lima, « L'Afrique dans la salle de classe », in *nostra Historia* (Ano 1/n°4, publication éditée par la Bibliothèque Nationale brésilienne) prend tout son sens dans ce contexte, en dressant un état des lieux de l'histoire du Brésil, de ses points aveugles et de ses impasses, pour aboutir à des propositions d'une histoire du « Brésil autrement », dans le droit fil des travaux de Suzanne Citron. En voici l'essentiel :

Le 9 janvier 2003 a été votée la Loi n° 10.639, qui rend obligatoire l'enseignement de l'histoire Afro-brésilienne dans les premier et second degrés. Les programmes devront inclure « l'étude de l'histoire d'Afrique et des Africains, la lutte des Noirs du Brésil, la culture noire brésilienne et le Noir



Acitivités musicales...

dans la formation de la société nationale, rétablissant la contribution du peuple noir dans les domaines social, économique et politique [...] »

Pourquoi une loi pour faire valoir un contenu si fondamental dans l'histoire nationale ? Le fait est que nos anciens historiens ont mal traité, ou ont ignoré la participation africaine dans notre formation, influencés par des préjugés issus de la société esclavagiste, parmi lesquels les idéaux de blanchiment de la population brésilienne nourris, depuis la moitié du XIX^e siècle, par une bonne partie des élites nationales.

Cette idéologie a été tellement forte que même l'intellectualisme le plus progressiste eut du mal à replacer la question africaine dans notre histoire. On pensait alors que la lutte des Africains devait être étudiée comme la « lutte des dominés », selon leur condition de travailleurs exploités. Dans cette optique, l'Afrique restait en dehors de l'histoire : dans l'histoire du Brésil, elle était seulement le lieu où l'on allait chercher les esclaves ; dans l'histoire générale, elle était la scène de l'expansion coloniale. Quant aux afro-descendants, ils figuraient seulement comme esclaves trimant dans l'agriculture, les mines, ou les travaux domestiques, victimes de l'exploitation capitaliste, ou fuyant vers les « quilombos ». Au XIX^e siècle, ils reviennent sur la scène pour être libérés du joug esclavagiste et faire partie de la masse de travailleurs. Dans certains livres, ils apparaissent comme des agents de la culture populaire, la samba, la capoeira ou autre manifestation culturelle plus connue ; dans d'autres, ils sont représentés par des personnages comme Zumbi (leader des fuites d'esclaves vers les « quilombos ») et Joao Candido (leader de la lutte contre le châtimement corporel, « chibata ») mais, à quelques exceptions près, rarement cités dans la littérature de l'époque. Des images partielles – celles d'opprimés, exploités, vaincus – qui inhibent la construction de l'estime de soi. Qui aimerait s'identifier à de telles images ?

Des études récentes modifient ce point de vue, mais il est nécessaire de savoir les amener jusqu'à la salle de classe. Cependant, tout d'abord il est

nécessaire que l'Université cesse d'ignorer ce thème. De quelle histoire pourrait-il s'agir si la majorité des enseignants ne la connaît pas ? Quels seront nos objectifs, contenus et approches ? Et si le rétablissement de cette histoire constituait la matière de la construction de l'identité brésilienne, nous sommes devant un défi encore plus grand : Qui sommes nous ? Qui souhaitons nous être ?

Il est difficile de récupérer son « africanité » sans connaître l'histoire de l'Afrique. Parallèlement, il est nécessaire de nous défaire de préjugés ethnocentriques (regard sur un peuple ou une ethnie avec les valeurs d'un autre) – l'Afrique comme lieu arriéré, inculte, sauvage – et d'abandonner le surinvestissement du rôle de victimes – du trafic, du capitalisme, du néo-colonialisme, attitudes qui alimentent des sentiments d'impuissance et d'incapacité. [...]

Par ailleurs, il est important de rappeler qu'il est impossible de parler au Brésil d'une seule Afrique ; elles sont multiples par leurs origines, trajectoires et cultures. La notion même d'« Africain » n'existait pas entre les esclaves jusqu'au XIX^e siècle. L'identité de chaque peuple, gommée, dissoute, par la société esclavagiste, prévalait sur l'idée d'identité africaine, d'Afrique comme terre de tous, idée qui ne se développera qu'aux XIX^e et XX^e siècles, à partir des luttes d'indépendance...

Revenons en France

Malgré les différences notoires de contexte entre le Brésil et la France, il serait intéressant de transposer quelques préoccupations exprimées dans cet article à la « question des cultures et langues de France ». Par exemple, s'intéresser à l'absence dans les manuels scolaires d'une histoire culturelle, économique, politique, sociale de parties entières de la population du pays. Ou à l'inexistence d'une transmission rendant

compte de la complexité et de l'évolution de ces cultures en France, des cultures des Pays d'Oc, pour ne citer que celles là. Et continuer en se posant la question sur l'incidence de ce « trou de mémoire » sur l'identité culturelle des descendants de ces groupes populationnels aujourd'hui français et sur les représentations qu'ils incarnent. Jusqu'à se poser la question de changements possibles qui adviendraient par un autre enseignement de l'histoire mais aussi, par l'éveil de la curiosité et de l'admiration, faire rentrer les Afriques dans les espaces culturels et éducatifs... Beaucoup peut être fait dans les salles de classe, indépendamment des décisions officielles : travailler sur les légendes, les contes, les jeux, les chansons. Dans les cours « d'intégration sociale » il est possible de parler de la présence africaine dans la musique, dans les fêtes, dans le vocabulaire, dans l'alimentation...

Et ce, même si la culture des Pays d'Oc et la culture yiddish, pour ne pas parler de la culture bretonne ou corse, n'ont pas eu le même impact sur l'ensemble de la culture française que la culture noire sur l'ensemble de la culture brésilienne... ■

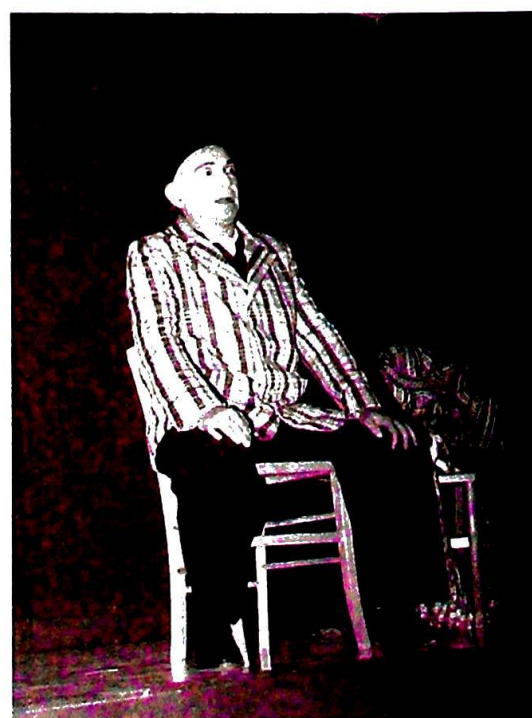


Photo L. Brower-Gomez

... Et théâtrales à Bréau

Les Juifs de la république Dominicaine

David Puig

La république Dominicaine est rarement associée à l'histoire des Juifs. Le nom de ce pays situé au cœur des Caraïbes renvoie presque automatiquement aux plages de sable blanc qui font sa renommée internationale, à ses musiques rythmées, *merengue* et *bachata*, portées depuis peu par la vogue des cultures métisses, mais aussi au rhum et au cigare. Derrière ces images préfabriquées se cache sans doute une part de vérité. La population et les productions culturelles de la république Dominicaine sont le résultat d'un mélange dans lequel la composante juive apparaît négligeable : fusion entre les colonisateurs espagnols et les esclaves noirs, enrichie plus tard par des apports ethniques divers, libanais et antillais par exemple. Baptisée *Hispaniola* par Christophe Colomb en 1492, l'île aujourd'hui partagée entre la république Dominicaine et Haïti est par ailleurs un lieu symbolique de la religion catholique. Dans la vieille ville de Saint-Domingue, la capitale du pays, on visite la première université et le premier hôpital érigés sur le continent mais, aussi et surtout, la première cathédrale. Pour rendre hommage à ce bastion originel du catholicisme en Amérique, lors de la célébration du 500^e anniversaire de la « découverte » du continent, un colossal phare en béton fut élevé en l'honneur de Colomb. Depuis son inauguration, il projette tous les soirs dans le ciel deux faisceaux lumineux qui se rejoignent pour former une croix que l'on aperçoit de tous les points de la ville. Non pas, bien sûr, pour guider les bateaux perdus dans les cieux,

mais pour rappeler constamment leur religion à tous les habitants.

Les Juifs dans la colonisation des Caraïbes

Pourtant, l'histoire des Juifs en Amérique commence en même temps que celle du christianisme. Plusieurs ouvrages sur les Juifs dans les Caraïbes vont jusqu'à soutenir que l'on doit la « découverte » du continent aux descendants de Moïse. Ces suppositions qui semblent à première vue relever de la farce historique ont cependant une explication sérieuse. On est désormais sûr qu'aux côtés des catholiques qui s'embarquèrent pour l'Amérique pendant les premières années du xvi^e siècle se trouvaient également de nombreux Juifs fraîchement convertis. L'espoir de pouvoir à nouveau exercer librement leur religion explique sans doute leur départ vers l'inconnu. Et s'il a été jusqu'ici impossible de démontrer que Christophe Colomb venait d'une famille sémite, il est certain que son interprète, Luis de Torre, avait récemment renié sa foi d'origine. On raconte que, lors de ses premières rencontres avec les

indigènes, il essaya de se faire comprendre en hébreu au cas où les habitants du nouveau monde auraient été les descendants d'une des tribus perdues d'Israël...

Dans toutes les îles placées sous l'autorité de la couronne espagnole, le sort des Juifs fut à peu près similaire. Comme l'explique Antonio Lockward dans son introduction au livre *Presencia judía en la República Dominicana*, « À cause de l'Inquisition tous les Juifs qui sont arrivés sur nos terres [...] essayaient de cacher leurs origines pour éviter des problèmes. Ceux qui étaient fidèles à leur foi pratiquaient leur religion en secret ». Poursuivis par les autorités locales, ils abandonnèrent en quelques générations les liens qui les unissaient au judaïsme. Tel ne fut pas le cas des Juifs qui s'installèrent dans les îles dérobées aux Espagnols par les Hollandais et les Anglais au xvi^e siècle. Dans les colonies de ces monarchies protestantes, les Juifs seront tolérés. Ils se consacreront essentiellement au commerce et à l'agriculture tropicale. Curaçao deviendra ainsi le principal centre du judaïsme dans la région. La communauté de cette île qui

s'organise à partir de 1659 compte, un siècle plus tard, environ 1 400 membres. Les synagogues érigées dans les possessions hollandaises des Caraïbes seront célèbres par leur sol de sable. La dimension symbolique de cette curiosité architecturale a été mise en avant pour l'explication de ce phénomène. C'est pour évoquer la longue errance des Juifs dans le désert que les pieds des fidèles devaient être au contact du sable.



Photo D. Puig

Le cimetière juif de Saint-Domingue

Les Juifs dans la république Dominicaine indépendante

Les descendants des membres de ces communautés florissantes gagneront plus tard l'Hispaniola. L'occupation de Curaçao par les Britanniques, qui détruit considérablement l'économie de l'île, coïncide avec le relâchement dans la deuxième moitié du XVIII^e siècle du contrôle de l'Inquisition dans les colonies espagnoles des Caraïbes. La partie orientale de l'Hispaniola reçoit des Juifs de Curaçao et des Juifs français fuyant la révolution haïtienne qui a éclaté en 1791. Une fois l'indépendance proclamée en 1844, la république Dominicaine reconnaît légalement cette tolérance de fait. En 1846, on recense une centaine de Juifs à Saint-Domingue ; leur nombre en province est difficile à estimer. S'il est vrai que s'expriment ponctuellement des manifestations du vieil antisémitisme chrétien, l'élite dominicaine aura cependant tendance à considérer les Juifs comme des alliés dans le processus de construction nationale. Dans le dilemme entre civilisation et barbarie qui structure la mentalité des dirigeants latino-américains au XIX^e siècle, les populations noires et rurales seront assimilées à l'obscurantisme tandis que les Juifs, du fait de leurs origines ethniques et de leur condition sociale, se retrouveront dans le camp du progrès.

Un épisode qui illustre bien le philo-sémitisme des élites dominicaines est le projet de Gregorio Luperon de contribuer à l'immigration des Juifs victimes des pogromes déclenchés à la suite de l'assassinat du Tsar Alexandre II en Russie. Héros de guerre et président de 1879 à 1880, Luperon se rend en mission diplomatique en France à la fin de son mandat. Il s'intéresse alors au sort des Juifs de Russie et, le 17 janvier 1882, il adresse une lettre au président de l'*Alliance israélite universelle*, une institution qui œuvre pour leur trouver des pays d'accueil. Au nom de son pays, il propose d'offrir la nationalité et des terres cultivables aux persécutés. Ce plan qui suscite l'intérêt d'un groupe d'Ukrainiens débarqué à New York, n'aura fina-

lement pas de suite. Les raisons de cet échec restent obscures mais on sait néanmoins que le projet avait été favorablement accueilli en république Dominicaine.

Saint-Domingue, la capitale d'un pays qui ne comptait pas plus de 300 000 habitants en 1875, est restée jusqu'à la Seconde Guerre mondiale le principal foyer des Juifs de la république Dominicaine. Bon nombre d'observateurs ont souligné l'intégration rapide des familles juives arrivées au cours du XIX^e siècle. Coupés des principaux pôles du judaïsme mondial et peu organisés sur le plan communautaire, leurs descendants se sont progressivement fondus dans la société du pays d'accueil. Très rapidement des mariages mixtes ont eu lieu. Dans la plupart des cas, « l'élément dominicain catholique a été plus fort » : les enfants nés de ces unions « sont devenus des Dominicains catholiques ».

Trujillo et les Juifs

Le triomphe du nazisme en Allemagne aura des répercussions jusque dans les Caraïbes. Un des épisodes les plus extraordinaires de l'histoire du judaïsme en république Dominicaine est celui des réfugiés arrivés pendant la Seconde Guerre mondiale. Leur épopée qui se termine à Sosua, une localité située sur la côte nord du pays, commence à Evian en 1938. Du 8 au 16 juillet, les délégués de 32 pays se réunissent pour discuter de l'organisation de l'émigration des personnes persécutées en Europe pour des motifs religieux ou politiques. A l'endroit même où la fin de la guerre d'Algérie sera signée plus de vingt ans plus tard, les représentants des États-Unis, de la Grande Bretagne, de certains pays membres du Commonwealth, ainsi que de plusieurs nations d'Europe et d'Amérique centrale débattent de l'avenir des Juifs chassés d'Allemagne et d'Autriche.

Aucun État n'acceptant de déroger à sa législation migratoire, les résultats de la conférence seront dans un premier temps globalement décevants. En août 1938 un coup de théâtre inespéré change la donne : le délégué

de la république Dominicaine annonce que son pays est prêt à recevoir 100 000 Juifs. Sur la scène internationale, la nouvelle est accueillie avec incrédulité. À l'époque, Trujillo gouverne le pays d'une main de fer. Au pouvoir depuis 1930, un de ses objectifs est de réaffirmer l'identité nationale de son peuple en mettant en avant ses origines catholiques et hispaniques. Ce projet idéologique réactionnaire débouche en 1937 sur un massacre sanglant. En l'espace d'une semaine, environ 30 000 noirs haïtiens installés du côté dominicain de la frontière seront assassinés par les forces de l'ordre.

L'hospitalité de Trujillo à l'égard des Juifs ne s'explique donc pas par des motifs humanitaires. La générosité dont fait preuve la république Dominicaine permet au dictateur de restaurer une image fortement entachée par le massacre perpétré l'année précédente. Cherchant par ailleurs à masquer les origines africaines de la population dominicaine, Trujillo tentera au long de ses trente ans à la tête du pays de favoriser l'établissement de populations de peau claire. C'est pourquoi durant son « règne », l'immigration d'Espagnols et de Hongrois mais aussi de Japonais et de Juifs sera encouragée. Par une cruelle ironie du sort, les Juifs, qui échappaient à un projet étatique d'épuration raciale, devenaient sans le savoir des pions au service des fantasmes de pureté de Trujillo.

La proposition du gouvernement dominicain donna cependant de l'espoir à des milliers de Juifs. À la fin de l'année 1939 est créée la DORSA (Dominican Republic Settlement Association), chargée de l'achat des terres pour accueillir les Juifs et du paiement des frais de transport des personnes souhaitant s'installer dans le pays. Moins de deux ans plus tard, les efforts de cette organisation portent leurs fruits. Le 10 mai 1940 arrive par mer un premier groupe de réfugiés composé essentiellement d'Allemands et d'Autrichiens. Entre 1940 et 1942 se joindront à eux environ six cents Juifs. Installés dans les baraquements ayant appartenu à



l'United Fruit, une célèbre transnationale des États-Unis présente dans toute la région, ils vivent au début dans des conditions précaires. Puis ils s'organisent en coopératives, délaissent l'agriculture pour se consacrer à l'élevage et bâtissent un hôpital, une synagogue, une école et des dortoirs. Au total, on estime que sept cents Juifs seront passés par Sosua pendant la période de la guerre. Les difficultés administratives rencontrées dans les pays de départ et de transit expliquent qu'on soit resté bien loin des 100 000 Juifs que le gouvernement s'était déclaré prêt à accueillir. Au lendemain de la guerre, les Juifs de Sosua ne sont plus que trois cent soixante-trois. En 1947, l'autre moitié a déjà repris le large, pour s'installer aux États-Unis, en Europe et en Israël.

Les Juifs de la république Dominicaine aujourd'hui

Pour qui s'intéresse à l'histoire et à l'actualité des Juifs de Saint-Domingue, deux visites sont incontournables lors d'un éventuel séjour dans la capitale dominicaine : le cimetière qui depuis plus de cinquante ans est le principal lieu de mémoire des Juifs de la ville, et la synagogue qui fait office à la fois de centre religieux et de centre communautaire. De la rue agitée qui borde le cimetière, seule la présence discrète des étoiles de David qui ornent l'entrée permet de deviner son existence. Loin des sentiers touristiques, coincé entre deux usines, il se cache derrière un long mur blanc dans un quartier populaire et industriel. Une fois le portail franchi, on est immédiatement séduit par ses dimensions. Contrairement aux autres nécropoles de Saint-Domingue, immenses,

désordonnées et surpeuplées, celle-ci fait plutôt penser à un square planté de gazon. À l'ombre des rangées de palmiers, les stèles s'alignent sans se chevaucher. Sur une plaque apposée au monument dédié aux victimes de la Shoah, on peut lire en espagnol l'inscription suivante : « En mémoire de nos frères victimes de l'holocauste nazi 1933-1945 ». Le seul bémol pour les morts qui reposent dans ce petit recoin de verdure est le bruit. Les machines des usines qui surplombent les murs du cimetière grondent en permanence. Difficile d'avoir en même temps dans cette ville grouillante la végétation, l'espace et le calme.

Inaugurée dans les années 1960, la synagogue de Saint-Domingue se trouve en revanche en plein centre de la ville moderne. Elle est aujourd'hui animée par Chicole, un homme d'une soixantaine d'années, énergique et de forte personnalité. Après des décennies passées entre sa Colombie natale et Israël, il a été engagé par la communauté juive pour organiser ses activités. Depuis deux ans, en plus de la célébration des fêtes religieuses et du service hebdomadaire, il assure des cours d'hébreu et prépare les jeunes à leur bar mitzvah. Mais, malgré les efforts de quelques familles pour faire vivre la synagogue et transmettre le judaïsme à leurs enfants, la communauté juive de Saint-Domingue est aujourd'hui sur le déclin. Les jeunes partent souvent pour l'étranger pour faire leurs études et nombreux sont ceux qui décident d'y rester. Les mariages mixtes contribuent par ailleurs à l'intégration dans la société catholique. Le même diagnostic est valable pour les Juifs de Sosua. Une fois par mois, Chicole se rend dans cette petite ville du nord du pays où il assure le service religieux pour les dix



La stèle de la Shoah dans le cimetière de Saint-Domingue

fidèles qui font encore régulièrement le déplacement.

Est-ce à dire que l'histoire de la diaspora dans ce pays touche aujourd'hui à sa fin ? Impossible de le savoir. Si le futur se révèle totalement imprévisible, on peut néanmoins imaginer que la prochaine étape de la présence juive en république dominicaine passera par le tourisme. Sosua, cette localité agricole où s'installèrent dans les années 1940 les Juifs d'Europe, est devenue grâce à sa plage une destination touristique importante. Ses complexes hôteliers reçoivent chaque année des milliers de visiteurs. Avec sa synagogue et son musée juif, cette station balnéaire pourrait mettre à profit son passé afin de séduire des voyageurs épris par l'histoire du judaïsme. Pour garantir le succès de l'opération et attirer à la fois laïques et religieux, reste à organiser un réseau de charters et d'hôtels casher... ■

Solutions des mots hannoukiés

Horizontalement
 IV - Phosphorescence. V - Hurllements. Dor. VI - IT (Huit). Ermit. MEIR (Rime ou Gola). VII - Planteur. Elsa. VIII - Jésus. Nuée. Siam. IX - IAT (latrogène). X - Clé. XII - BON (Bonbon). XIII - Ille. XIV - LEL (Alèles). XV - IR (Ri). XVI - La. Toupie. XVII - Argent. Lu. XVIII - STO. Serviteur.
 Verticalement
 I - Aleph. PJ. 2 - Huile. 3 - Révolte. 4 - Su. Nu. Las. 5 - Complets. Art. 6 - Hère. Go. 7 - Incommunicabilité. 8 - REIRUAL (Laurier). Oleron. 9 - Orient. Eternel. Ut. 10 - Stère. 11 - Laies. Ille. 12 - Mes. EUR (Rue). 13 - Chandelier. 14 - Toisa. 15 - XUAEGRAM (Maréaux). Huil.

Impressions lituaniennes

Odile Suganas

Aller en Lituanie...

Pour un Juif, se rendre en Lituanie n'est pas un voyage comme les autres. C'est d'abord une volonté, un désir. Tout, sauf du tourisme. Voyage au cœur de la mémoire où l'œil aux aguets regarde, observe tout ce qu'il voit. Tous les Juifs qui se rendent dans les pays que l'on appelait de l'Est doivent éprouver les mêmes sentiments, à des degrés divers. L'écroulement du *rideau de fer* a donné notamment lieu à la renaissance des pays baltes, ici de la Lituanie, où vivait jadis une importante communauté juive. Ce pays, rayé de la carte en 1944 pour être fondu dans l'Union Soviétique, est réapparu sur les cartes depuis 1991, date de son indépendance, et avec cette résurrection de la Lituanie a surgi le fantôme d'une communauté juive prestigieuse, souvenir des 250 000 Juifs partis en fumée dans les forêts, dans les crématoires de Treblinka, d'Auschwitz, de Bergen-Belsen et de tant d'autres lieux. La population juive représentait en 1939 dix pour cent de celle du pays, Vilnius comptait 60 000 à 70 000 Juifs. Dix yeshivot, une centaine de synagogues. Aujourd'hui, il ne reste qu'une synagogue. Les quelques milliers de Litvaks qui survécurent furent ceux qui fuirent vers l'Union Soviétique ou s'engagèrent dans la 16^e Division lituanienne et eurent la chance de revenir des combats. La communauté compte aujourd'hui quelque 4 500 personnes. C'est à Vilnius, la capitale, que la majorité des Juifs habite. À Kaunas, seconde ville du pays, on en dénombre 427 (alors que voici dix ans ils étaient encore 700). Les deux tiers sont âgés ; le nombre de jeunes s'élève à une quarantaine. À Klaipėda il y a 200 Juifs ; à Sauliai 100 ; à Druskininkai, 11 ; à Telsiai, 5 ; à Mariampolė, 5 ; à Alytus 4 ; à Varėna, 1. La liste n'est pas exhaustive, mais donne une idée de ce qui subsiste de la présence

juive en Lituanie. La plupart de ces Juifs ne sont pas pratiquants, la guerre et soixante années de communisme « y ont remédié ». Les plus âgés parlent yiddish naturellement.

Aujourd'hui, les fêtes juives sont surtout l'occasion de réunions socio-communautaires. Voici déjà plusieurs années, de nouveaux groupes religieux sont apparus à côté de la communauté traditionnelle litvak de la mouvance du Gaon de Vilna : les Loubavitch à Vilnius, une tendance hassidique à Kaunas ; les uns et les autres espèrent raviver la flamme d'une communauté qui s'amenuise. L'administration de la communauté juive, avec à sa tête Simonas Alperavičius, est installée dans les anciens locaux du *Tarbut*, lycée hébreu d'avant-guerre, au 4 de la rue Pylimo, locaux inaugurés en 2003 après leur remise à neuf grâce au « Joint » : les architectes, Lenodias Merkinas et Grigorijs Rudnickas ont conjugué le fonctionnel et l'esthétique grâce aux matériaux utilisés, en particulier un bois clair lumineux, qui donne un style scandinave ; c'est une réussite. Une salle, la salle *Jasha Heifetz*, permet la tenue de spectacles. En 1998, Vilnius a vu la création d'un Institut Yiddish où un programme d'été sur la langue et la culture yiddish a été mis en place. Plus tard, l'Institut a été transféré dans les locaux de l'Université de Vilnius. C'est l'unique Institut de toute la région. Des étudiants de tous âges et de tous les pays, Juifs et non-juifs, viennent y suivre un enseignement qui s'adresse aussi bien aux débutants qu'aux plus avancés, dont beaucoup de jeunes. Cette année, 78 étudiants sont venus de 16 pays, entre autres des États-Unis, du Canada, d'Allemagne, de Hollande, d'Israël, de Lettonie... Une ambiance chaleureuse ; des specta-

cles, des excursions¹ sont organisés. Cette année, comme en 2003, Y. Niborski, maître de conférences à l'INALCO, y a donné un enseignement destiné aux étudiants les plus avancés. Un soir au café *Baltic* lors d'une soirée conviviale, je rencontre Sigrid, une Allemande sympathique, qui parle couramment un bon yiddish ; je l'en félicite et lui demande la raison de sa connaissance de cette langue. Elle me répond que, psychiatre de métier, elle avait une patiente, rescapée des camps, qui ne s'exprimait que dans cette langue, elle la comprenait assez bien au travers de l'allemand, mais insuffisamment. Elle a alors décidé de l'apprendre.

Sillonner le pays...

D'Est en Ouest et du Nord au Sud, j'ai sillonné le pays, traversé villages,

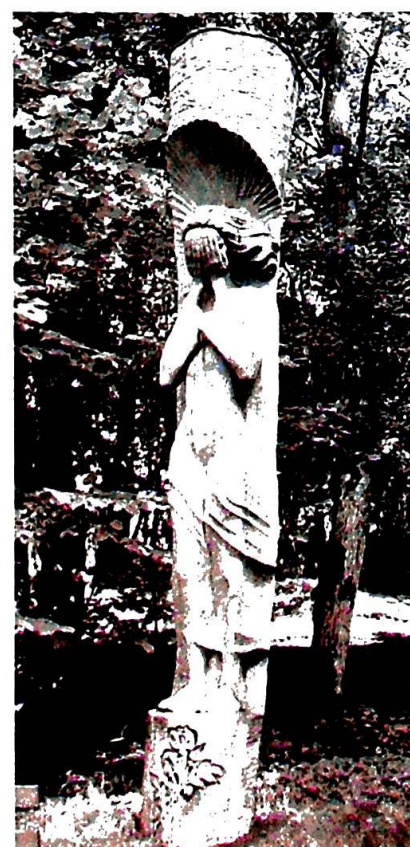


Photo O. Suganas

Plunge : Hommage aux Juifs assassinés

¹ Certaines scènes du film documentaire *Nemt (Prenez)* réalisé par Isabelle Rozenbaum et Michel Grosman en 2002 en illustrent bien l'ambiance.



bourgs et grandes villes. Beaucoup de touristes de toutes nationalités. De l'extérieur, la physionomie du pays a bien changé depuis mon premier voyage ici, voici douze ans : plus de couleurs, plus de vie. Dans les campagnes en revanche, où d'ailleurs l'on ne croise aucun touriste, l'évolution est beaucoup plus lente, mais j'y ai vu et senti disons du mieux vivre. Les jardins des maisons des anciens *shtetlekh* flamboient de couleurs, comme à Semelivkès.

Sur les hauteurs de Kaunas, dans un des quartiers résidentiels, une maison élégante où en 1940 Chiune Sugihara², consul du Japon à Kaunas, alors capitale de la Lituanie, délivra plus de deux mille visas de transit à des Juifs fuyant la Pologne tombée sous la coupe des nazis, enfreignant les ordres répétés de Tokyo. Ces visas étaient valables pour une famille, on estime qu'il sauva ainsi six mille personnes. C'est en décembre 1999, grâce aux efforts d'hommes d'affaires et d'intellectuels lituaniens et belges, que la Fondation a été inaugurée.

Simon Davidovich, le directeur actif de la Fondation, effectue en sus de son travail de nombreuses interventions pour enseigner la Shoah dans le primaire et dans le secondaire, toujours en compagnie de témoins. Cette Fondation est un lieu de mémoire : près de cinq cents élèves sont venus visiter les lieux en 2003 et de nombreux Japonais, quatre mille environ par an, viennent honorer la mémoire de leur compatriote ; la Fondation est également un lieu de formation des enseignants (trente en 2003) sur l'enseignement de la Shoah.

Julija Meniunienė dirige à Kaunas le musée du Fort IX, lieu où ont été exterminés la plupart des habitants juifs de la ville, ainsi que les hommes du convoi 73³, parti de Drancy le 15 mai 1944. La directrice insiste sur la nécessité de former des guides, en particulier pour « La salle des Français » : les visiteurs posent des questions

auxquelles les guides sont bien souvent incapables de répondre.

Il est intéressant de lire un article de Balys Krasauskas, paru dans *Tarybu Lietuva* (Lituanie soviétique), daté du 13 septembre 1944. Il écrit : ... [qu'il est] *allé voir ce Fort en compagnie d'un groupe de médecins soviétiques venus du front. À l'Ouest, j'ai vu un grand terrain où – avant la libération soviétique – on avait creusé des fosses pour ensevelir les fusillés. Le terrain a été aplani mais il est facile de constater que ces lieux sont ceux des crimes commis par les Allemands. Là, en rangées d'une longueur de vingt mètres, croît une herbe dense, vert foncé, avec des pousses fragiles, qui se cassent au moindre vent. Par contre, entre les rangées, l'herbe est rare et souffreteuse. Sur les murs des casemates, j'ai trouvé un grand nombre d'inscriptions gravées dans le crépi des murs, à l'aide d'objets métalliques...* Et il cite des noms. Il poursuit et reproduit des témoignages de Lituaniens, témoins directs des massacres, de leur préparation et de leur déroulement : *Durant les premiers jours de l'invasion allemande, les envahisseurs ont concentré ici à peu près un millier de prisonniers de guerre soviétiques, qui creusaient des fosses. De juillet à août 1944, ils ont creusé 14 fosses de 200 mètres de long sur 3 mètres de large et 2 mètres de profondeur. Dès que les fosses ont été prêtes, l'extermination de masse a commencé. Des colonnes de milliers d'êtres humains étaient amenées – femmes, hommes, adolescents, enfants, vieillards – que l'on fusillait ou brûlait. Les habitants des environs appelaient ce Fort, Le Fort de la mort [...]. Près de l'endroit où l'on fusillait, sous les buissons, nous avons trouvé des bouteilles vides de Französischer Rotwein (Vin rouge français).*

Je remarque que dans l'intégralité de l'article pas une seule fois le mot « Juif » n'est employé.

Au cours de mes pérégrinations, j'ai pu aussi constater en visitant des lieux comme Svenionys, au nord-est de Vilnius, que le musée de la ville commence à s'intéresser aux Juifs, qu'une vitrine leur est consacrée et que le cimetière est remarquablement

entretenu. Point noir : les restes d'une svastika sur le monument commémoratif à l'entrée, que l'on a du mal à effacer. Des stèles ont été érigées sur la grande place, à l'emplacement du ghetto. À Telsiai, ville de moyenne importance, la grande rue a gardé toutes ses maisons juives. La synagogue abrite désormais un magasin de meubles. La boutique où l'on procédait à l'abattage rituel est devenue l'Office du tourisme où nous avons été fort bien accueillis. Quatre bornes délimitent le petit ghetto de cinq cents personnes sur les quatorze mille de toute la région de Zamaitie. En regardant l'église, je n'ai pu m'empêcher de penser à Moïshé Rozenbaum⁴, qui chapardait les pommes dans le grand verger du séminaire catholique ou dans celui du pape russe.

Un mémorial a été érigé pour les Justes qui ont sauvé des Juifs et des médailles de Justes sont encore décernées à de nombreuses personnes ; dans bien des cas, à titre posthume.

Le deuxième congrès Litvak

En août de cette année s'est tenu à Vilnius le Deuxième Congrès Mondial Litvak auquel ont assisté cent cinquante personnes en provenance de douze pays, dont deux Français. Nul en ville ne pouvait l'ignorer car les colonnes Morris – qui n'existaient pas lors du Premier Congrès Mondial des Litvaks – annonçaient tous les événements en lituanien et en yiddish.

À la différence du Premier Congrès Mondial Litvak, il y a trois ans, un nombre important de Lituaniens non juifs ont pris part à tous les événements. Le programme cette année a été dominé par les arts : pictural, musical (jazz, classique, chants et des extraits de l'opéra *La Juive* de Halévy). Ces événements ont été l'occasion de découvrir les nombreux lieux culturels de Vilnius : la Philharmonie, le théâtre dramatique, l'ancien Hôtel de Ville...

Le Congrès fut marqué par deux expositions de peinture. La première, au musée d'État de Vilnius, présentait des œuvres de Raphael Chwolès,

² *Visa pour six mille vies* de Sugihara Yukiko traduit du japonais par Karine Chesneau, Ed. Picquier.

³ Cf. *Nous sommes 900 Français*, ouvrage collectif de l'Association « Les Familles et Amis des Déportés du Convoi 73 ».

⁴ *L'odyssée d'un voleur de pommes*, La Cause des Livres, 2004. Cf. *Diasporiques* n°31, p. 44.

décédé à Paris en 2002, en présence de l'un de ses fils, Alexandre⁵.

La seconde se tenait dans la galerie de peinture de la communauté, où étaient exposées les œuvres de Solomon Teteilbaumas, bien connu des Parisiens, qui ont eu la chance de le découvrir en novembre 2001 à Paris. Sa palette s'est étonnamment éclaircie depuis trois ans. Sa vision du monde est moins tourmentée, elle semble plus sereine, sans avoir pour autant abandonné le sens du mouvement, inhérent à sa personnalité.

Une visite était réservée à l'école d'État lituanienne *Chalom Aleichem* à Vilnius. Elle accueille 225 enfants, dont un tiers de non juifs.

Depuis l'indépendance du pays, des témoignages de la présence juive sous forme de plaques commémoratives ont été posés à Vilnius. On peut admirer aussi la sculpture représentant le Gaon de Vilna sur l'emplacement de la grande synagogue dans la vieille ville et les plaques en l'honneur du sculpteur Antokolski et de Jasha Heifetz.

La Conférence de 1993

Je pense au chemin parcouru depuis octobre 1993, depuis la Conférence internationale pour commémorer le cinquantenaire de la liquidation du

ghetto de Vilna (23 septembre 1943). C'était la première fois depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qu'une manifestation de ce type et de cette ampleur se déroulait en Lituanie. Je me souviens combien j'avais été frappée par le fait qu'aucune affiche n'annonçait l'événement – pas même à l'extérieur du bâtiment où elle se tenait. En dehors des organisateurs, des participants, des anciens résistants et des déportés survivants, ajoutés aux *happy few* invités, personne. Je m'étais dit que cet événement était vraiment très confidentiel. Un excès de modestie – non, de la prudence ; le sujet était délicat...

Deux thèmes avaient alors été traités, celui de six siècles de présence juive et celui de la responsabilité des Litoniens dans le génocide juif. Certaines interventions avaient été houleuses, comme celle d'Efraïm Zuroff⁶ portant sur *La mémoire du meurtre et le meurtre de la mémoire*, lorsqu'il avait minutieusement dressé la liste des actions antijuives commises par le Front des Activistes Litoniens (LAF), ou par le 12^e bataillon de la Police auxiliaire sous le commandement du Major Antanas Impulevicius. Ou lorsqu'il a demandé l'autorisation d'ouvrir un Centre Simon Wiesenthal à Vilnius, pour

enquêter sur les réhabilitations des criminels de guerre... (ce Centre n'a toujours pas vu le jour). Des historiens litoniens avaient alors violemment nié les faits. Parmi eux, L. Truska avait soutenu que les Litoniens étaient un peuple de paysans et qu'il n'y avait jamais eu de pogroms dans le pays... tout en accusant tous les Juifs d'avoir appartenu au KGB. Plusieurs historiens avaient démontré que c'était faux, et depuis, L. Truska a reconnu avec d'autres collègues que, par méconnaissance des faits et par manque d'information, ils s'étaient trompés.

Nous avons vécu des moments difficiles et émouvants, en écoutant des rescapés comme Macha Rolnikaite⁷, Alex Faitelson⁸, Fania Brancovskaja⁹ et beaucoup d'autres. C'était la première fois que j'étais en contact direct avec des témoins issus des détachements de résistants, qui représentaient pour moi une des grandes épopées de l'Histoire.

Conclure ?

Il paraît maintenant incontestable que la Lituanie a entrepris son travail de mémoire, comme d'ailleurs un certain nombre d'anciens pays de l'Est. La Lituanie fait désormais partie de l'Union européenne, ses habitants se tournent vers l'avenir. Ils sont désireux de retrouver leurs racines après cinquante ans de négation de leur identité. Souhaitons que cette recherche les amène à prendre en considération le destin tragique de leur compatriotes juifs. ■

⁵ Voir *Diasporiques* n°31, p. 51.

⁶ Historien, chargé de la chaire de *Holocaust studies from the Institute of Contemporary Jewry* of the Hebrew University, Jérusalem. Premier directeur en 1978 du Centre Simon Wiesenthal à Los Angeles.

⁷ M. Rolnikaite, *Le journal de Macha : de Vilnius à Stutthof 1941-1945*, ed. Liana Levi, Prix Mémoire de la Shoah 2003, Fondation Jacob Buchman.

⁸ Faitelson Alex, *Courage dans la tourmente en Lituanie 1941-1945 : mémoires du ghetto de Kovno*, préface de Simone Veil, L'Harmattan, 2000.

⁹ Exposition au musée d'Art et d'Histoire du Judaïsme de Deimantas Narkevicius dans laquelle une vidéo lui a été consacrée, *Legend coming True*, 3 mars-31 mai 2004.



Photo Rimantas Diehavicius

L'ancien cimetière juif d'Užupis, détruit pendant la période soviétique en 1966 (photographié en 1963)

Musulmans et juifs laïques : deux expériences croisées

Une cinquantaine de personnes ont pris part à la soirée-débat organisée le 14 octobre 2004 par le Cercle Gaston-Crémieux autour d'une délégation de membres du Manifeste des Libertés, ce groupe musulman laïque en cours de développement et auquel nous avons ouvert à deux reprises déjà les colonnes de Diasporiques¹. On trouvera ci-après la retranscription des points forts de cette réunion, qui s'est déroulée dans une atmosphère très chaleureuse.

Philippe Lazar : Nous sommes particulièrement heureux de vous rencontrer. Nous avons le sentiment d'avoir beaucoup de choses en commun avec vous. Nous avons fortement apprécié que, comme nous, vous situiez votre mouvement en dehors ou au-delà du culturel, et que vous placiez vos interrogations au niveau du culturel et en termes d'intégration dans le pays qui est le nôtre, dans le cadre républicain. Nous sommes impatients de vous entendre dire où vous en êtes de votre développement, avant que nous n'engagions un débat qui devrait déboucher – je sais que c'est aussi votre souhait – sur des approfondissements à partager et sur des actions communes.

Tewfik Allal : Merci de votre accueil. Nous allons nous répartir la tâche. Je suis un simple coordinateur de ce mouvement, le « Manifeste des libertés ». C'est Nabile Fares qui va maintenant vous dire d'où nous venons et où nous en sommes aujourd'hui.

Un « entre nous » qui partage au lieu d'isoler

Nabile Fares : Il faut présenter ce que nous faisons essentiellement comme une démarche, non comme un aboutissement. Le « Manifeste » est d'abord une réponse à des interprétations malvenues, exclusives, de ce que nous sommes. Nous utilisons, en ce qui nous concerne, en lieu et place du terme *islamité* (qui désigne une doctrine), celui de *musulmanité* (qui désigne une culture), de façon à faire place aux humains musulmans², tels qu'ils sont,

et pour éviter toute ambiguïté par rapport à tout ce qu'on dit aujourd'hui à propos des dimensions religieuses de l'islam et toute confusion avec les groupes qui cherchent à occuper le terrain en son nom.

J'ai lu votre proposition d'action commune contre le racisme³. Manifestement, la psychanalyse y est à l'œuvre ! C'est un mode de pensée qui permet de penser l'altérité et les phénomènes sociaux : leurs pratiques, leurs résistances, leurs violences, leurs non-dits. C'est de là que je partirai, pour quelques remarques et propositions. Nous allons parler entre nous, mais de façon à ce que nos paroles, réflexions, propositions, parviennent dans ce lieu où nous existons : la société civile. Le « Manifeste » se veut un lieu de parole, de réflexion, d'analyse et aussi de pratiques. Cependant, je voudrais y insister, le *nous* de « entre nous » ne désigne pas une identité compacte, mais plutôt la quête d'une identité politique et éthique que nous voudrions placer dans un « nous » qui *partage*. Une identité politique, éthique et historique *essentiellement* partagée. La reconnaissance des différences de formation et de provenance, des cultures singulières de chacune et chacun de nous, de la diversité en un mot, est au cœur même de la démarche du « Manifeste ». Je n'emploierai donc pas les qualificatifs de *collectif* ou même de *semblable*. Ce qui est « entre nous », dans le rassemblement de nos singularités, ce sont des intérêts et aussi des dommages communs, la nécessité d'une vigilance qui respecte

² D'un commun accord avec le Manifeste des Libertés, nous avons pris le parti, dans ce texte, d'écrire systématiquement les mots musulman ou juif avec des minuscules, qu'il s'agisse d'un substantif ou d'un adjectif.

les mots, la pensée, leurs nuances. Pour entrer dans le vif de votre proposition (accentuer notre intervention dans le champ pédagogique), je ne saurais trop insister sur la nécessité d'y préserver la liberté de l'esprit en formation vis-à-vis des difficultés, des conflits, des impasses, des violences héritées de l'histoire, de cette histoire contemporaine qui est notre lot commun. Et, au fond, c'est bien de cela que nous parlons dans notre Manifeste. Vous n'hésitez pas, quant à vous, et vous avez raison, à parler de « pulsions racistes » ou, plus généralement encore, de pulsions d'agressivité, en quelque sorte constitutives, qu'il faut apprendre à reconnaître et à surmonter. Mais l'enfant est aussi intéressé par ce qui lui est étranger. Parce qu'il ne se connaît pas et qu'il aimerait bien savoir ce qu'il en est de lui-même et du monde, au travers de ce processus de reconnaissance de l'autre. Plus tard, l'information et la formation des idées vont devenir jugements mais aussi affects, et cela au travers des mots. Lorsqu'on transpose un enfant du lieu familial dans un lieu à vocation éducative, sa psyché est structurée par ce lieu ; si l'on inscrit des enfants dans un système d'éducation fondé sur une vision totalitaire du langage et de l'histoire, celui-ci produira des

³ Il s'agit d'une proposition du Cercle Gaston-Crémieux au Manifeste en vue de mener une action conjointe auprès des principaux acteurs de l'éducation nationale, destinée à poser la question de la lutte contre le racisme et l'antisémitisme prioritairement en termes d'éducation. Il s'agirait notamment de suggérer à nos interlocuteurs d'aborder les questions relatives à la musulmanité et à la judéité non pas en termes culturels mais bien d'un point de vue culturel, et de favoriser ainsi une acculturation réciproque des élèves aux « autres ».



¹ *Diasporiques* n° 30, p. 8-11 et *Diasporiques* n° 31 p. 13-14.

adolescents perturbés, livrés à toutes les manipulations imaginables. C'est comme cela que l'éducation nazie s'est développée ; c'est comme cela que le refus de l'étranger développe ses violentes pertinences, ou encore que l'islamisme cherche à former à la conquête du monde en même temps qu'à celle de soi.

La relation d'altérité est donc primordiale pour la structuration psychique d'un enfant et son développement. Et tout dépend de la façon dont on l'aborde. Freud disait en substance, de façon prémonitoire : « On pouvait penser que les grands peuples avaient, quant à eux, acquis une conscience suffisante de leur communauté et assez de tolérance vis-à-vis de leurs disparités pour qu'il ne fût plus possible de fondre en une acception unique, comme c'était encore le cas dans l'Antiquité classique, *hostile* et *étranger* ». Cette phrase nous permet de penser la profondeur de cet héritage et combien est nécessaire l'ancrage des formations éducatives à l'école, mais pas seulement à l'école : les façons de penser doivent tout autant intégrer cette ouverture-reconnaissance de l'altérité dans les familles, les médias, les télévisions, les jeux... En ce qui nous concerne, notre *nous* très divers s'est donné pour finalité de ré-ouvrir une pensée laïque vivante, actuelle, pour nous permettre de concevoir cet espace à construire comme de création, d'action, de reconnaissance fondamentale de l'autre.

Tewfik Allal : Je voudrais rappeler en quelques mots les conditions de la naissance du Manifeste : un mélange de colère et d'indignation, au cours de ces deux ou trois dernières années, face à une mise en scène où les médias ont joué un rôle actif sans toujours avoir pleine conscience des dangers et qui avait pour objet implicite de déposséder du droit à la parole, et donc à la pensée, des gens comme nous. Nous avions sans doute, tous, minimisé – moi comme les autres – l'intensité de la montée de l'islamisme militant, qui s'est mis en place avec subtilité, porté par des leaders invisibles, nullement légitimés par une

activité préalable, politique, syndicale ou de solidarité agissante, mais mus par une idéologie dominatrice. Moi qui, jeune étudiant, avais quitté mon pays d'origine pour celui-ci, j'ai ressenti pour la première fois une sorte d'aphasie imposée, une confiscation autoritaire et absolue de la parole : aucun intermédiaire ne subsistait pour exprimer ce que je ressentais, ni au sein des milieux issus de l'immigration (ceux où j'avais fait mes premières armes en contribuant à l'alphabétisation des migrants) ni dans les mouvements de la gauche traditionnelle, singulièrement muets. C'est de là qu'est né le Manifeste, au croisement de parcours et d'origines très diversifiés, des Maghrébins, des Iraniens, des Turcs, etc. Notre objectif premier était simplement de dire qu'il y avait une autre parole *possible*. Nous ne pensions pas rencontrer à ce point une demande réelle, forte, la demande que cette parole se constitue, se structure, s'exprime par des prises de positions. Nous avons tâtonné. Plusieurs mots nous ont, bien sûr, interpellés : libertés et laïcité, entre autres.

Il est vrai que l'absence de prévisions quant aux conditions d'accueil, ici, des enfants issus de l'immigration, offre aux islamistes un magnifique terreau de revendications et d'expression. Les enfants sont en fait demandeurs d'éclairages sur la réalité de leur filiation. Mais le jeu islamiste consiste à faire du passé table rase, à gommer la mémoire pour créer des « hommes nouveaux » ! La question du racisme préoccupe en fait moins les jeunes qu'on ne pourrait le croire : à tort ou à raison, ils pensent savoir se défendre. En revanche, la colère et l'indignation commencent quand ils constatent leur déqualification professionnelle, directement associée à leur origine. On mesure bien là les limites de la liberté. Heureusement, les islamistes ne connaissent pas bien ces questions et n'ont pas encore envahi le terrain des luttes sociales.

Quant à la laïcité, elle mérite une réflexion toute particulière et des éclairages différenciés selon l'histoire de chacun et/ou de chaque collectivité. Pour ceux d'entre nous qui venons du Maghreb, nous en avons une

expérience issue du système colonial. C'était la façade du colonialisme, la laïcité, avec l'école de la Troisième République, la devise républicaine à son fronton... Mais, pendant ce temps, se mettaient en place les deux collèges électoraux : celui des « Français... français » et celui des « Français musulmans ». Une expression (Français musulmans) que, soit dit en passant, on a vu récemment resurgir, récupérée dans le discours de certains islamistes. À l'exception des premiers mois du régime de Bourguiba, on est rapidement revenu, qu'on le veuille ou non, au lendemain des indépendances de nos pays d'origine, à des concepts d'identité, masqués par des discours progressistes sur la construction de l'État et le socialisme. Récupération de l'identité et donc exclusion de l'autre ! La question de la laïcité n'a, dans ce contexte, jamais été pensée, ni même abordée : elle est restée une sorte d'héritage de la langue, un avatar de l'histoire coloniale. On n'a jamais réfléchi à ses composantes positives. Nulle possibilité de définir là-bas un cadre politique où musulmans non croyants, juifs, chrétiens eussent trouvé leur place. Et, je veux le souligner au passage, l'une de nos spécificités est que nous ne pouvons pas faire abstraction dans nos comportements, ici, de ce qui se passe là-bas, et des répercussions de nos actes sur l'évolution propre de ces pays. C'est notamment ce qui explique notre sensibilité particulière sur la question du voile. Ainsi devons-nous assumer cette réalité qu'est notre mémoire spécifique dans nos travaux sur la laïcité. Pour nous, la quête de laïcité est un élément essentiel de notre devenir. Et si nous ne sommes pas en faveur d'une laïcité *ouverte*, nous sommes résolument pour une laïcité *vivante*...

Philippe Lazar : Juste un petit rappel, en écho à ce que vous venez de dire, cher Tewfik : le Cercle Gaston-Crémieux, créé en 1967 à l'initiative de Richard Marienstras et de quelques-uns de ses amis en tant que cercle de réflexion et de libres débats sur le fait juif en France et dans le monde, a été d'emblée déclaré ouvert aux non-juifs en même temps qu'aux juifs. Ce qui



veut dire que nous étions, dès l'origine, dans un état d'esprit très proche de celui que vous décrivez : il ne s'agissait en aucune manière de se laisser enfermer dans une structure fermée, repliée sur elle-même et sur ses adhérents ; nous voulions créer un lieu où nous pourrions débattre librement de notre relation (diversifiée !) à la judéité, du fait juif en tant que tel dans sa multiplicité d'expressions, et cela hors des canons de la pratique religieuse ou d'un engagement sioniste. Ce désir de dialogue, cette volonté d'éviter toute collectivisation de la pensée, renvoient directement à ce que Nabile et vous-même venez si fermement de nous dire. La parole échangée, l'histoire et la mémoire, autant de mots auxquels nous ne pouvons être que sensibles. Si l'islamisme a pour projet implicite d'effacer la mémoire, y compris celle des contradictions, nous, nous vivons aujourd'hui une autre tentative d'effacement : celle de la mémoire de l'histoire diasporique des juifs, au profit d'un retour à des sources à la fois mythiques et contestables.

La seule différence avec nous, et vous l'avez vous-même soulignée, c'est l'idée que, pour vous, le contact avec le pays d'origine demeure... Cela est vrai aussi en fait pour certains d'entre nous, mais le pays d'origine n'est pas alors celui qu'on croit : c'est la Pologne, la Hongrie, la Russie, les États baltes, Salonique ou, le cas échéant..., l'Algérie ! Cependant, pour beaucoup d'entre nous, le pays d'origine, c'est la France elle-même... Cette petite différence ne saurait en tout état de cause atténuer ce qui nous rapproche, à commencer par cette tentative commune de définition positive de la laïcité que vous avez esquissée, de cette quête d'un lieu où l'on puisse échanger des paroles sans fermeture culturelle. En vous écoutant tous les deux, nous avons eu un peu le sentiment que vous parliez pour nous...

Contre une identité religieuse imposée

Fatima Lalem : Quelques réflexions seulement, directement inspirées de mon histoire, à propos de la façon

dont l'islamisme aujourd'hui fonctionne. On savait bien que l'islamisme « travaillait » les cités, mais je faisais, moi, confiance à la démocratie et aux valeurs universelles pour faire barrage ! Et voilà qu'arrive sur la scène publique cette affaire du voile, qu'on voit naître des discours niant toute possibilité de liberté et d'égalité pour les femmes, qu'on déplace massivement le curseur vers les luttes contre les discriminations en polarisant ainsi complètement les rapports à l'islam sur cette seule dimension. Moi qui avais pu mettre en œuvre mon militantisme dans un domaine en aucune manière lié à l'interculturalité mais plutôt aux luttes, universelles, pour le droit à la contraception et à l'avortement au sein du Planning familial, je me trouve confrontée à quelque chose de bizarre, d'un peu fou même : un discours politique qui légitime, pour ceux qu'on appelle « musulmans », de se constituer en une « communauté » référencée, représentée par des idéologues, des imams ! On étouffe la parole dénonçant les violences subies par les femmes dans les cités, les femmes dont on instrumentalise le rapport à la pudeur pour les mettre hors de l'espace public : on ne peut certes plus désormais leur interdire de sortir dans la rue mais, d'une certaine façon, on le fait quand même de façon symbolique en les obligeant à se voiler ! On veut les remettre systématiquement en situation de rapports dominant-dominé.

C'est bien tout cela qui a entraîné la vive et saine réaction dont nous parlons aujourd'hui : « *Non, cela n'est pas possible ! Nous n'en voulons pas !* ». Il fallait réagir, et commencer par dénoncer. Un pays de démocratie et de liberté ne pouvait tolérer qu'une partie de sa population soit placée *de facto* dans un état d'infériorité, un état, de surcroît, intériorisé en tant que tel ! Voilà pourquoi j'ai personnellement adhéré au Manifeste. Et puis, étant sur le terrain, j'ai vu des jeunes utilisant spontanément des mots marqués d'homophobie, de misogynie et d'antisémitisme – tout cela va de pair ! Les éducateurs sont aujourd'hui dans une position difficile : ils se sont souvent

laissé enfermer dans des stratégies de surprotection, les conduisant à un différentialisme et à un relativisme culturels contestables et dangereux, au lieu de chercher à valoriser les apports réciproques des cultures acceptant de favoriser le dialogue entre elles. Face aux menaces évoquées, il fallait réagir avec cohérence, trouver une force d'interpellation autour de ces trois notions traitées conjointement. Si nous devons réfléchir ensemble à une démarche de prévention, il faudra à mon avis agir dans le même esprit. Pour qu'il y ait réappropriation de ce qui fonde la laïcité, il faut passer par un travail éducatif qui intègre ces trois dimensions. Nous avons là un beau chantier à conduire ensemble.

Berthe Burko-Falcmann : Fatima Lalem, vous m'avez fait un bien immense quand je vous ai entendue à la mairie du vingtième arrondissement au début de l'été : vous m'avez aidée à passer des vacances heureuses, merci ! Nous sommes dans le même bateau, et nous avons effectivement beaucoup à faire ensemble.

Nadia Amiri : Je suis infirmière à Paris. J'ai naguère participé, deux ans après l'élection de François Mitterrand, à la *marche pour l'égalité* – celle qu'on a appelée la « marche des Beurs » –, mais, contrairement à d'autres membres du Manifeste, je n'ai jamais vécu, pour ma part, au Maghreb : ma ville, c'est Athis-Mons, mon lycée était à Juvisy, et tout cela est à vingt kilomètres de Paris.

Tewfik Allal : Tu es donc une immigrée de souche ! (rises)

Nadia Amiri : Je suis plutôt une Française d'origine incontrôlée ou incontrôlable ! Et incidemment, je me reconnais non pas comme une « musulmane » mais tout au plus comme un peu arabo-berbère, une arabo-berbère qui s'affirme comme ce qu'elle est, c'est à dire athée. Je récusé donc toute étiquette à connotation religieuse. Et si j'insiste à ce propos, c'est que j'ai eu le sentiment, pendant toute mon adolescence, que je vivais avec la contrainte de rester « entre nous ».



Les Africains d'un côté, les Arabes ou Berbères de l'autre, les Français « de souche » d'un troisième, etc. Deux grands mouvements se partageaient alors le terrain des luttes pour l'égalité : SOS-Racisme et France-Plus, en fait très proches mais avec néanmoins quelques différences marquantes puisque France-Plus, dont j'étais la vice-présidente nationale, s'opposait au différentialisme (nous ne demandions pas le *droit à la différence* mais le *droit à l'indifférence* !). Pour la petite histoire, nous étions alors accusés d'élitisme ! J'étais à ce moment-là élève-infirmière, salariée au smic, et « si c'est cela d'appartenir à l'élite, me disais-je, *mabrouk*, je n'ai pas besoin d'aller plus haut ! C'est quand même déjà mieux que d'être ouvrière à la chaîne à Billancourt comme mon papa ! ». Avec un décalage de quelques années par rapport à l'émergence du Manifeste, nous avons vécu toute cette période de grandes revendications mais aussi d'autisme des grands partis politiques. J'ai eu ce matin au téléphone Djida Tazdait, la première députée européenne, qui me disait : « Nadia, nous sommes, toi et moi, les deux derniers mamouths laïques de ces années-là ! ». Elle a vu comme moi la façon dont on a alors tenté d'utiliser l'islam pour résoudre les problèmes sociaux de la ville et de ses inégalités, en confiant par exemple aux imams la responsabilité de suggérer aux drogués de substituer une prière à un joint ! Comme s'ils étaient médecins ! On a vu ainsi se développer une utilisation des plus contestables de l'islam, qui confortait les lâchetés individuelles des politiques, en même temps que l'on maintenait un grand silence pudique sur la mémoire de la colonisation... Or, à la même époque, nous avions émis des propositions que l'on pourrait reprendre aujourd'hui sans en changer une ligne ! Il en est ainsi des vingt propositions que nous avons émises en 1989 à France-Plus, « le plus de la France », pour faire évoluer la situation des Français issus de l'immigration : droit au travail, droit à la santé, etc. ; il n'y a pas une virgule à en retirer ! Mais tout le monde a pris

peur alors que nous ne demandions pas autre chose que d'être reconnus comme Français à part entière. Quinze ans plus tard, le Manifeste des libertés est pour moi comme une véritable oasis. Honnêtement, avant, nous nous sentions très seuls. Certes il y a des débats entre nous, nous ne sommes pas d'accord sur tout, mais nous avons besoin de nous retrouver pour parler de ce qui va se passer dans quelques années si nous n'y prenons garde ! Ce que j'ai vu à Mantes-la-Jolie ces jours-ci – le développement du port de la *burka*, avec grillage ! – fait froid dans le dos ! Nous avons vraiment beaucoup à faire ensemble, et avec vous !

Agir, comment ?

Sylvia Goodenough : Je fais partie de la « commission laïcité » de Paris-XIII. Nous avons à gérer la question du port du voile islamique et toutes sortes de demandes contradictoires. Nous ne sommes pas très armés à ce sujet, il faut bien le reconnaître ! Ce qui me semble d'une certaine façon le plus urgent est d'essayer de mieux comprendre ce qui se passe dans la tête de ces jeunes gens et de voir si nous avons autre chose à leur proposer, d'ordre culturel, que ce que leur offrent les mouvements islamistes. Cette université me semble être un lieu où nous pourrions vraiment tenter une action commune.

Jacques Burko : J'aimerais savoir si vous avez une idée de votre potentiel de pénétration auprès des musulmans de France. C'est un peu notre propre situation : à peine un pour mille des juifs français seulement sont abonnés à *Diasporiques*...

Tewfik Allal : En quelque sorte, le Manifeste, combien de divisions ? Ou plutôt combien ... de bataillons ? (*rires*). Nous avons actuellement mille trois cents signatures et puis cela se sait que le Manifeste existe ! Mais je ne crois pas que ce soit la meilleure façon de mesurer notre impact. Je n'ai pas eu de formation marxiste-léniniste, mais j'ai quand même entendu parler des « noyaux actifs ». Disons-le clairement : l'immense majorité de la

population d'origine maghrébine n'est pas sur les positions de la mouvance islamique ! La plupart des parents ne veulent pas que leurs filles portent le voile. Et le scandale est qu'on ne le sache pas, qu'on ne le dise pas. La difficulté principale, paradoxalement, ce n'est pas l'adversaire... La difficulté principale à surmonter – on l'a bien vu à propos de la demande d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne –, c'est la violence du rejet qui s'exprime de la part d'organisations politiques parfois même apparemment pacifiques et tolérantes ! Des affirmations qui témoignent d'une ignorance incroyable de l'islam, d'une étonnante inculture ! C'est là que prend corps la victoire des islamistes !

Nabile Farès : Disons-le clairement : c'est parce qu'un média comme *Libération* a osé rompre le silence et, en quelque sorte, faire sien notre message que nous avons pu rompre notre isolement. Et ce qui m'intéresse dans votre proposition d'action, c'est l'idée d'atteindre les lieux où se met en place l'éducation des enfants, et notamment des plus petits. Il faut renouer avec le travail interculturel qui avait été fait à l'école par les associations dans les années 1975-1980. Il faut sortir du fracas des mots. Les enfants entendent ce qu'ils entendent et ils répètent ce qu'ils entendent ! Indignation et colère rentrée, ce n'est pas de la culture, mais c'est explosif ! Il faut tenir un autre langage aux enfants, qui leur permette de se structurer autrement. Les étudiants de Villeteuse qu'évoquait tout à l'heure Sylvia Goodenough ne sont pas des fous : ils ne délirent pas, ils viennent simplement devant vous à partir d'une réalité que vous n'avez pas connue ou rencontrée.

Sylvia Goodenough : Ils ont la nostalgie d'un monde d'avec lequel ils ont le sentiment d'avoir été coupés... et on a l'impression qu'ils ne sont nulle part !

Alain Berestetsky : Je suis moi-même né en banlieue et je vis et travaille en Seine-Saint-Denis, dans une ville



considérée comme plutôt difficile. Je crois, comme Nadia, que de se rencontrer comme ce soir, entre juifs et musulmans laïques, est déjà en soi un acte qui mérite d'être salué et qui ouvre d'abord et avant tout sur une meilleure compréhension de la société dans laquelle nous vivons, examinée de points de vue différents et complémentaires. Cela étant, nous ne devrions pas oublier que les actions destinées à faire face à des questions complexes ne peuvent être simples, elles doivent être ajustées à cette complexité. Et en partenariat avec des acteurs compétents. Parfois, en tant qu'acteurs nous-mêmes, plus souvent peut-être en tant que « producteurs » en laissant à d'autres, plus qualifiés, le soin d'agir. Faute de quoi, nous pourrions commettre de graves erreurs, voire agir dans le sens contraire à celui que nous souhaitons ! La seule bonne volonté, en tout cas, ne suffit pas.

Théorie et praxis...

Philippe Lazar : Dans la ligne de ce qui vient d'être dit, je suggère que nous passions à ce stade de notre discussion vers une réflexion sur ce que nous pouvons faire ensemble. Je voudrais vous soumettre à ce propos deux pistes complémentaires. La première consiste à continuer à se voir pour approfondir nos convergences ou, le cas échéant, mettre en lumière quelques points de débat entre nous. Sur le voile par exemple, nous vous suivons à trois cents pour cent sur ce que vous prônez, mais nous ne pouvons néanmoins pas le dire comme vous, parce que si nous le disions comme vous cela prendrait à l'évidence un caractère très différent, du fait que nous sommes juifs et non point musulmans. Il faut donc qu'on parle entre nous de tout cela. Nous pouvons imaginer, à cette fin, toutes sortes de formes d'organisation (ateliers, échanges de textes, réunions-débats comme ce soir, etc.). Et, vis-à-vis de l'extérieur, nous avons des choses à dire, parallèlement et ensemble, pour exprimer un point de vue radicalement différent de celui qu'on nous prête au travers du discours conventionnel

d'institutions qui ont la prétention de nous « représenter ».

La deuxième piste nous renvoie à la nécessité d'agir. C'est bien la raison pour laquelle nous avons pris l'initiative de vous proposer de travailler en commun auprès des acteurs de l'éducation nationale sur la question du racisme, abordée de façon totalement différente de la façon aujourd'hui dominante de le faire (la répression des passages à l'acte). Certes, il faut un appareil répressif pour repérer et punir les passages à l'acte, mais autrement important est ce qui se passe dans la tête des gens et qui ne relève pas de la répression mais bien de l'éducation.

Nous avons évidemment besoin, pour réussir cette ambitieuse entreprise, d'intermédiaires, qui s'emparent eux-mêmes des suggestions que nous pourrions leur faire ensemble, faute de quoi notre action ne touchera au mieux qu'un très petit nombre d'enfants et de jeunes. À nous de démontrer que nous saurons être convaincants auprès de ces intermédiaires, en leur tenant un langage ancré sur les dimensions culturelles (et non culturelles !) des rapprochements et confrontations pacifiques à organiser dans le cadre de leurs responsabilités éducatives. Peut-être sommes-nous parmi les rares à pouvoir le faire vraiment, du fait même de notre ancrage résolument laïque, et alors même que beaucoup de nos concitoyens (y compris parmi les enseignants) sont persuadés que « juif » et « musulman » désignent des adeptes d'une religion. Nous pourrions d'une certaine façon les surprendre (et les intéresser) en leur démontrant, *ensemble*, que ces mots évoquent d'abord des *cultures*... Cela étant, nous devons être conscients de la modestie de nos forces et, comme le suggérait Alain Berestetsky, il est évident que nous ne pourrions avoir une action d'une certaine ampleur que si nous sommes plus producteurs qu'acteurs directs. D'où la nécessaire quête de partenaires susceptibles d'être intéressés par le caractère novateur de notre approche conjointe et susceptibles de s'emparer eux-mêmes de nos argumentations.

Étienne Brunswic : Je suis d'accord avec cette orientation générale. Faut-il cependant attaquer l'école de front ? J'en doute un peu, connaissant l'animal de l'intérieur ! Il nous faut en tout cas, si nous voulons le faire, un document, un manuel, un texte pour aller de l'avant. Et il nous faut pour cela constituer au plus vite un groupe de travail qui explore quelques pistes nous permettant de rassembler ces éléments d'ordre culturel – relevant des cultures juive et musulmane – qu'au fond nous connaissons nous-mêmes mal, ayant baigné les uns comme les autres dans un océan de culture purement française... On peut sans doute trouver un appui à ce sujet du côté de l'Unesco.

Philippe Lazar : Devrions-nous attendre ce document pour agir et prendre les contacts envisagés ? C'est peut-être à nos interlocuteurs de produire ces documents, le cas échéant avec notre aide ?

Antoinette Weil : N'oublions pas, parmi nos interlocuteurs à venir, les enseignants, et ne nous masquons pas l'existence, chez nombre d'entre eux, de certains préjugés !

Liliane Kuczynski-Trotoux : À propos d'éducation, que pensez-vous des librairies musulmanes qui diffusent une littérature effroyablement antisémite, en reprenant notamment des mythes qu'on pouvait croire révolus après les horreurs du nazisme (*Le Protocole des Sages de Sion*, etc.) ?

Nabile Farès : Nous en sommes tout aussi effrayés que vous ! Il faut comprendre qu'il s'agit là d'une propagande idéologique marchandise, qui se vend très bien ! Il y a aussi des gadgets informatisés qui fournissent aux jeunes enfants les prédications des intégristes islamistes ou des récitation du Coran. C'est tout à fait inquiétant, en effet.

Tewfik Allal : Vis-à-vis de ces librairies, il y a un travail à faire, mais en finesse parce qu'il est très difficile de les attaquer de front...



Nadia Amiri : Oui, mais par contre on peut agir au niveau des centres culturels ou institutions analogues lorsqu'elles prennent le relais ! Là, on n'est plus dans le domaine privé puisque ces structures sont financées par les pouvoirs publics ! Nous devrions à ce sujet travailler ensemble à un argumentaire pour des politiques-relais ! Je suis sûr qu'ils sont demandeurs.

Tewfik Allal : Nous devons en effet travailler ensemble sur des contenus : les slogans ne sauraient suffire !

Philippe Lazar : Il faut évidemment une dialectique de l'action et de la réflexion ! La réflexion nous enrichit, mais nous ne pouvons éviter d'avoir à la vectoriser sous forme de praxis, comme diraient les théoriciens de l'action politique...



Elio Cohen-Boulakia : J'approuve pleinement l'idée d'engager une action concrète. Cependant, Philippe Lazar nous dit en substance : « Nous savons ce que nous voulons, fonçons ! » alors qu'Étienne Brunswic, lui, aurait tendance à nous décourager un peu d'aller si vite : « Commençons par réfléchir ». Si on le suit, on risque d'y être encore dans vingt ans ! Il me semble que nous devrions, entre ces deux positions opposées, organiser, préalablement à l'action mais rapidement, un ou deux ateliers, par exemple sur le thème « migrants et migrations », de façon à ancrer notre discours dans du concret.

Le pouvoir symbolique de notre alliance

Thérèse Spector : Nous avons un pouvoir symbolique énorme si nous agissons ensemble. Il faut saisir cette chance tout de suite. Et je voudrais aussi dire que la reconnaissance de l'autre – qui est au cœur de notre propos – passe d'abord par la reconnaissance de soi ! Nous avons un gros travail à faire de ce point de vue.

Philippe Lazar : Nos amis du Manifeste sont, reconnaissons-le, plutôt en avance sur nous de ce point de vue !

Nabile Farès : Ne pourrions-nous pas nous rassembler en un lieu symbolique pour traiter ensemble, par exemple, d'une « histoire croisée de la laïcité » ? L'année 2005 – celle de la célébration du centenaire de la loi de 1905 – s'y prêterait particulièrement bien : il faut créer l'événement !

Georges Wajs : Je me réjouis, comme tant d'autres, de cette soirée et de cette discussion. Je crois beaucoup, comme Nabile Farès, à la nécessité d'avoir une parole interne et externe à la fois. La proposition de tenter d'agir auprès de l'école me semble essentielle et, comme l'a dit Thérèse Spector, elle prend une légitimité décuplée si nous le faisons ensemble. Je voudrais aussi revenir d'un mot sur le « parler entre nous » et faire à ce sujet deux propositions. L'une, relative à la laïcité « à la française », m'est inspirée par ce qu'a dit Tewfik Allal. Il s'agirait de s'interroger sur les raisons de non-fonctionnement pour les musulmans – en règle générale – de ce qu'on a appelé « l'ascenseur social ». La seconde concerne les relations entre le cultuel et le culturel. Nous distinguons – nous, juifs – judéité et judaïsme ; pourriez-vous parler, de façon parallèle, de musulmanité et d'islamité ? Quels que soient les mots utilisés, il me semblerait utile d'approfondir les relations entre culte et culture au sein de nos deux ensembles respectifs et, bien entendu, en confrontant nos approches.

Et l'Europe dans tout cela ?

Étienne Brunswic : La seconde chose que je voulais faire remarquer est la spécificité presque hexagonale du propos de Tewfik Allal, qui m'a appris beaucoup de choses. Cela étant, si nous voulons aller vers l'Europe, ne faut-il pas rechercher des expériences de même nature que la vôtre dans d'autres pays, notamment au Royaume-Uni ou en RFA, qui ont des institu-

tions assez différentes des nôtres, et pour qui le concept de laïcité n'a guère de sens ?

Philippe Lazar : Juste un mot à propos, en effet, de l'Europe. Nous avons, en ce qui nous concerne, établi des contacts fructueux avec l'Union des progressistes juifs de Belgique (UPJB), qui ont conduit à la tenue d'un colloque commun à Lille, au mois de mai dernier, et à la publication d'un livret⁴. Rêvons : auriez-vous par hasard des contacts avec des musulmans laïques en Belgique ? Parce que, si tel était le cas, on verrait bien comment amorcer le jumelage de ces deux réseaux en formation ! Et vous mesurez bien ce que pourrait être l'influence de deux réseaux laïques, juif et musulman, articulés, dans l'Union européenne !

Nabile Farès : Je reviens moi-même de Bruxelles. Il y a là-bas tout un quartier sous très forte influence islamiste ! C'est impressionnant ! Il est donc urgent d'agir, là-bas aussi !

Tewfik Allal : Nous avons sur notre liste quelques amis belges. Nous pourrions donc les interroger dans cet esprit. Et puis je tiens à signaler qu'il existe aussi un Observatoire chrétien de la laïcité, avec lequel nous aurions sans doute tout intérêt à prendre contact ensemble. Ces chrétiens sont très attentifs en particulier aux tentatives (qu'ils déplorent !) d'introduction du religieux dans la Constitution européenne...

Philippe Lazar : Il nous faut maintenant travailler, ensemble, le plus vite et le plus intensément possible. Merci encore à nos amis du « Manifeste » de leur si stimulante présence ce soir. ■

Propos retranscrits par Philippe Lazar



⁴ *Juifs laïques, progressistes et diasporistes aujourd'hui en Europe*, édité conjointement par le Cercle Gaston-Cémieux et l'UPJB, 75 pages, 8 euros.

Je suis juive et ça ne se soigne pas : (À propos d'un débat sur *Sionisme et diasporas*)

Régine Dhoquois-Cohen

La revue *Mouvements* organisait le 26 Octobre 2004 un débat à l'Hôtel de Ville de Paris sur « Sionisme et diasporas », pour faire suite à son numéro 33/34 dont le dossier central était consacré à la question : « Le sionisme est-il mort ? » (voir *Diasporiques* N° 31, page 20).

Il faisait un temps magnifique, une sorte d'été indien. Par quel curieux masochisme suis-je allée m'asseoir dans cette salle élégante de l'Hôtel de Ville au lieu d'aller musarder alentour ? Toujours est-il que je me suis retrouvée assise sur un fauteuil rouge, dominée par une tribune où siégeaient de fort honorables personnes : Esther Benbassa, Théo Klein, Jacques Tarnero, et Anne de Strat de la revue *Mouvements*, en modératrice.

Nous savons comment fonctionne un débat de ce genre : les gens à la tribune parlent, puis parlent entre eux, s'engueulent éventuellement, et une sorte de discussion le plus souvent à base de monologues accolés s'installe avec ceux d'en bas. En général il reste peu de temps et l'on peut être sûr que l'un des intervenants sera extrêmement pressé, appelé par d'impératives et importantes tâches. C'est la règle du jeu. Personne après tout ne vous oblige à y aller.

Théo Klein dit que le sionisme a une signification historique, qu'il n'y a plus lieu de se déterminer par rapport à ce concept, surtout maintenant que la légitimité d'Israël ne pose plus problème ou très marginalement. Dans ces conditions être juif dans la diaspora doit être vécu positivement, grâce à la religion ou à la culture juive et non pas de manière négative, victimaire, en réaction par exemple à un antisémitisme plus fantasmé que réel.

Esther Benbassa enchaîne dans le même sens. Elle estime que « l'identité fragilisée des Juifs séculiers » conduit trop de personnes à vivre leur judéité en victimes et les amène à exagérer l'antisémitisme, avec le risque

de le renforcer. Elle ajoute que l'analyse d'inspiration sartrienne, « on devient juif parce que l'on est regardé comme juif », est dangereuse et qu'à la question éternelle « Qui est juif ? », il ne peut y avoir qu'une réponse : est juif celui qui est de religion juive ou de culture juive. Elle regrette que trop souvent le rapport à Israël fonctionne comme un « marqueur identitaire », qui remplace la religion ou la culture. Il semble qu'il faille sinon condamner du moins se méfier de ce fonctionnement communautaire qui ne repose sur aucune identité culturelle ou religieuse.

Je résume très sommairement ces prises de position, au demeurant intéressantes. Pendant ces longues minutes, l'article de J. Burko dans *Diasporiques* : « Je suis juif, ça ne se soigne pas... » me revient en mémoire. Les interventions de T. Klein et d'E. Benbassa m'amputent de ce que je croyais être une identité juive. J'appartiens, comme tant d'autres à cette catégorie de Juifs faits juifs par les nazis et les antisémites : non religieux, n'ayant pas ou peu de culture juive et donc appelés à se faire discrets. Je sens confusément comme une condamnation dans ces propos assénés avec l'autorité de ceux qui savent.

Je suis en train de lire en même temps *Histoire d'une vie* de Aharon Appelfeld et *Suite française* d'Irène Némirowsky. Tous les deux appartenaient à des familles de Juifs assimilés, non croyants, voire convertis. L'un a perdu les langues de son enfance et a pu se reconstruire grâce à l'hébreu, l'autre a été gazée à Auschwitz malgré les interventions bouleversantes de son mari Michel Epstein expliquant combien sa femme détestait les Juifs et les bolcheviques !

Je m'agite sur mon fauteuil rouge. Je lève le doigt, le baisse. Pourquoi vouloir placer mon point de vue ? Par vanité, pour me faire remarquer, ou parce que je suis choquée par ces gens si

sûrs d'eux, qui expédient aux poubelles de l'histoire tant de mes contemporains, qui ont vécu, enfants, sans y rien comprendre, les ostracismes mortifères de la Seconde Guerre mondiale et l'antisémitisme de l'après-guerre.

Une amie m'a vu lever le doigt et me désigne à la jeune femme qui passe le micro. Trop émue, je dis plus ou moins clairement ce qui précède, en d'autres termes : comment transformer cette identité fragilisée en identité positive si l'on n'est pas religieux, si même on déteste toutes les religions, si l'on manque de culture estampillée juive ? La réponse de T. Klein m'est assénée, définitive et méprisante : Il est désolé que j'aie été malheureuse quand j'étais petite, mais il n'y peut rien et mon rapport passif au judaïsme ne relève pas à son sens de l'identité juive, telle qu'il l'entend... Dans la salle, quelques rires se font entendre. Je cherche un soutien et n'en trouve pas. Je voudrais répondre que je croyais que l'un des apports du judaïsme était l'universalisme, le dialogue entre le *Je* et le *Tu*, l'écoute de l'autre. Je voudrais dire qu'il y a des Juifs à éclipses (selon une formule de Georges Wajsbom), comme il y a des arabomusulmans laïques ramenés à une identité qu'ils connaissent à peine par le racisme ambiant. Mais je ne peux rien dire, je n'ai plus le micro. Alors je pars en jurant, mais un peu tard, que l'on ne m'y reprendra pas.

C'est en écrivant ce texte que la réponse à cette mise à l'index m'apparaît, lumineuse. Ma culture juive c'est celle que j'ai apprise en lisant Kafka, Celan, Primo Levi, Appelfeld, Singer. C'est une culture de la révolte, de l'absurde, du « dépaysement », de l'exil par rapport à l'exil. Cette culture là n'exclut pas, elle englobe dans le désordre Shakespeare, Virginia Woolf, Camus, Proust, Céline, Faulkner et bien d'autres. Elle n'est pas passive. Elle vise modestement à une certaine universalité. ■

Lors du sixantième anniversaire de la libération du camp de concentration de Malines (la caserne Dossin, transformée en musée), en Belgique, Haïm-Vidal Sepiha, qui était parti de ce camp pour Auschwitz, a prononcé un discours que nous avons tenu à reproduire.

Il y a soixante ans déjà

Haïm-Vidal Sepiha

Lieve vrinden,

Ik ben hier geboren en heb hier vlaams geleerd, Ik versta alles heel goed, maar naar 56 jaren in Frankrijk kan ik deze mooie taal niet goed spreken, en ik wil ze niet veminken¹, c'est pourquoi je me permettrai de vous parler en français.

Oui, chers amis, je tiens avant tout à remercier les initiateurs et organisateurs de cette mémorable cérémonie. C'est là un moment extraordinaire d'autant plus que nous, survivants, sommes les derniers témoins, toujours décidés à transmettre cette mémoire sacrée. Oui, nous qui vivons notre seconde vieillesse, mais une vieillesse chouchoutée, alors que la première nous l'avons vécue à vingt ans, du fait de la sous-alimentation et des mauvais traitements. Et je vous dirai qu'aujourd'hui, à quatre-vingt-un ans, je retrouve mes réactions d'alors, ma marche lente et branlante, mais avec une canne, songeant à la blague que mon regretté frère Jacques, déporté d'ici à Buchenwald, bien que Turc, me racontait en yiddish de ce vieillard qui, à la question : *Wie gayts ?*, répondait *Nu wenn ich sitzt gayt es, ober wenn ich gay, gayt es nicht !²* Oui, nous continuerons de témoigner jusqu'au bout, répondant ainsi aux derniers mots de nos camarades « Dis ! Tu raconteras ! – Dis tu raconteras ! », qu'il m'arriva aussi d'adresser à mes camarades lorsque je devenais un *Muselman* (un mort vivant).

¹ « Chers amis, je suis né ici, j'ai appris le flamand ici. Je comprends tout très bien mais, après avoir passé cinquante-six ans en France, je ne peux pas parler couramment cette belle langue et je ne veux pas la déformer ».

² « Est-ce que ça marche ? – Eh bien, quand je suis assis ça marche ; mais quand je marche, ça ne marche pas. »

Il nous incombe en outre de rectifier certaines croyances. Par exemple que tous les Espagnols et surtout les Turcs ont été protégés par leurs gouvernements. C'est ce qu'ils font valoir, l'Espagne en son temps pour être admise à l'ONU, la Turquie aujourd'hui pour entrer dans l'Europe, alors que, tant le « Mémorial » de Klarsfeld que celui de Mechelen, nous prouvent le contraire. D'ailleurs, arrêté le 1^{er} mars 1943, on me mit une lettre *E* (*Entscheidung*) parce que je naquis Turc et optai pour la Belgique à l'âge de 15 ans. Les démarches de mes amis à l'ambassade de Turquie n'ayant pas abouti, on me mit une lettre *B* (*Belge*) avec laquelle je quittai ce *prosdor* (antichambre) d'Auschwitz, alors qu'à mon retour avec mes quarante kilos, à l'ambassade de Turquie, ici, à Bruxelles, en mai 1945, on me déclarait que j'étais un déserteur puisque, bien que Belge, pour eux je restais Turc ! Je leur répondis que pour me sortir des griffes des SS, je n'étais pas turc et que, au contraire, eux étaient les déserteurs de l'humanité. Et après cela, et bien d'autres exactions en Turquie durant la guerre, croyez-vous que j'applaudirais à leur entrée dans l'Europe ?

Oui, il nous faut combattre le mensonge et sauver notre mémoire comme le fait également mon camarade Paul Halter, ici présent qui, plus conscient que moi, m'a sauvé bien des fois la vie, à moi le naïf, et qui, aujourd'hui, continue de recueillir en vidéo, au sein de sa Fondation Auschwitz, les témoignages de nos survivants.

Il y a plus. Il ne faut pas que la Shoah physique s'accompagne d'une Shoah

culturelle. D'où, partout les efforts de nos survivants pour sauver nos langues et cultures tant judéo-espagnole que yiddish. Un combat pour moi en particulier, dès le décès en 1950 de ma maman, survivante de Ravensbrück, alors que papa mourut à Dachau au lendemain de la libération de ce camp par les Américains, d'où l'abandon de ma carrière de chimiste et la reprise d'études universitaires en Sorbonne pour retrouver mes racines judéo-espagnoles et, après trois thèses, devenir professeur de judéo-espagnol et directeur de plus de quatre cents travaux. Mais surtout, après une lutte de près de trois ans avec la collaboration de Michel Azaria, l'obtention d'une dalle en judéo-espagnol à Auschwitz-Birkenau, inaugurée en mars 2003 au cours d'une émouvante cérémonie sous la présidence de Madame Simone Veil.

Il nous faut également insister sur la différence essentielle entre le « déporté politique » (et ce sans aucunement en amoindrir les souffrances – pensons notamment à Robert Antelme et son *Espèce humaine*) et le « déporté racial », juif ou tzigane, qui, une fois sauvé de la sélection, apprend



H. V. Sepiha à la tribune...



l'inimaginable, le gazage de tous les siens et perd tout espoir. Cela, je le souligne dans chacun de mes témoignages dans les écoles de France en demandant que m'accompagne un ex-déporté politique.

Oui, il nous reste beaucoup, beaucoup à faire, toujours animé par ce que Vercors appelait notre *vertu d'indignation*, ce que précisément les nazis ont essayé d'éteindre en nous, en nous humiliant sans cesse.

Et, camarades du Musée, permettez-moi une suggestion en ce qui concerne le *Mémorial*. Je crois que, outre les listes des transports, il faudrait ajouter la liste des derniers détenus de



Carte d'identité de l'auteur, établie en 1942

Malines qui furent libérés le 5 septembre 1944. Parmi eux figurait mon ami Marcel Aruete, chimiste de l'ULB comme moi, mais qui alors

n'avait que 9/10 ans, ce qui, comme me l'a dit sa veuve que je salue ici, l'a vraiment fragilisé. À côté de Marcel se trouvait mon maître, Ilya Prigogine, notre Prix Nobel, qui, il est vrai, occulta par trop ses origines juives.

Je ne voudrais pas terminer cette allocution sans rendre hommage au professeur Léopold Flam dont j'ai lu les *Mémoires* rédigés en flamand et qui eut le courage d'organiser des séminaires au sein de la caserne et nous encouragea à chanter et danser des *horot* à la veille de notre déportation.

N'oublions pas ! ■

Le numéro 31 de Diasporiques contenait (page 17) un bref article sur l'ancienne synagogue de la rue Popincourt à Paris, objet d'un « attentat » qui a beaucoup ému les média et les milieux juifs de la capitale. Nous avons promis à nos lecteurs de mieux leur faire connaître ces lieux historiques dans le numéro suivant. Voici donc un retour sur « le Bosphore à Paris »...

Les Ottomans de la Roquette

Sam Altabef

Les lieux de mémoire de la Communauté judéo-espagnole ne sont pas légion à Paris et quand l'un d'entre eux est menacé l'émotion est vive dans notre petit monde.

Aussi mythique pour les Judéo espagnols que le *Pletzl* pour les yiddishophones, le quartier de la Roquette, dans le onzième arrondissement, a accueilli dès le début du *xx^e* siècle les vagues successives d'immigration juive en provenance de Turquie, de Grèce, des Balkans au point que les chauffeurs de taxi (ou de fiacre) qui prenaient en charge ces immigrants à la gare de Lyon les conduisaient d'office rue Sedaine dès qu'ils entendaient prononcer le nom Bosphore.

La rue Sedaine a été pendant cinquante ans le haut lieu des marchands de « blanc ». Draps et linge de maison, en ballots, transitaient par les boutiques qui s'alignaient tout au long de la rue, débordaient rue Popincourt et rue du Chemin-Vert où les détaillants et marchands ambulants s'approvisionnaient. Les affaires se concluaient généralement dans les cafés-restaurants aux noms évocateurs : *Le Bosphore*, bien sûr, le plus connu, *L'Istanbul*, *L'Athènes* et d'autres. À midi, les parfums de plats judéo-espagnols envahissaient la chaussée : borrekas, keuftés avec riz et haricots blancs, raki à l'apéritif et café turc (ou grec, c'est selon) pour conclure.

La rue Sedaine n'était pas la seule, la rue Popincourt plus spécialisée dans la confection ou la bonneterie, la rue de la Roquette avec ses commerces alimentaires (qui n'a pas connu les *Cinq Continents* ne sait pas ce qu'est un épicier oriental), ses « Bains Turcs » où ces dames se rendaient en groupe, complétaient ce triangle magique qui débordait place Voltaire et dans les rues avoisinantes à l'heure du café ou quand les enfants scolarisés dans les écoles laïques de la République, rue Godefroy Cavaignac, rue de la Roquette, rue Keller, avenue Parmentier, rentraient en classe ou en sortaient.

Il faut dire cependant que ce quartier n'a jamais été un lieu clos, exclusif,

bien au contraire : ainsi l'épicerie orientale des *Cinq Continents* jouxtait un marchand de jambons et charcuteries auvergnat et l'église Notre-Dame-de-l'Espérance était proche d'un marchand de chaussures saloniens.

Le boulevard Voltaire constituait la frontière que tacitement on ne franchissait pas ; seuls trois ou quatre commerces judéo-espagnols se situaient sur le « trottoir d'en face » de ce boulevard.

Le centre, le nombril de cette communauté était évidemment la petite synagogue du 7 rue Popincourt, toujours désignée par l'appellation *el Siete* en référence à son adresse. Non pas que cette communauté judéo-orientale fût très à cheval sur la religion : il s'agissait dans sa grande majorité plutôt de « juifs de Kippour » que la cashrout ne préoccupait guère et la synagogue ne faisait le plein que lors des fêtes, mais elle matérialisait l'existence d'une entité judéo-espagnole, pérennisait les rites orientaux et donnait une justification à la survie de la langue. C'est en mars 1909 qu'est créée la première « Association Culturelle Orientale Israélite de Paris », elle avait pour but d'apporter aux « Ottomans » un concours moral et matériel et de faire fonctionner un oratoire dans la boutique louée au 7 rue Popincourt où les offices se déroulaient suivant le strict rite oriental¹. Un « Talmud Torah » y fonctionnera en même temps jusqu'en 1933, date à laquelle il sera installé dans de nouveaux locaux, rue Charles Dallery. La communauté n'est cependant pas homogène : Grecs,

¹ Pour la connaissance de cette communauté la lecture de l'ouvrage d'Annie Benveniste, *Le Bosphore à la Roquette*, (l'Harmattan - 1989) est indispensable. Lire aussi : Lise Tiano, *l'Immigration et l'installation en France des juifs grecs et des juifs turcs avant la Seconde Guerre mondiale*, mémoire non publié, consultable au CDJC ; Nicole Abravanel : « Paris et le Sephardisme ... » in *Shephardica, Hommage à Haïm Vidal Sephiha*.

Turcs, Bulgares s'y côtoient et ne sont pas toujours d'accord. Un vieux proverbe judéo-espagnol le dit : « Tres djidyos, quatre kehilot » (*Trois juifs, quatre kehilot*), et c'est ce qui se passe en 1923 avec le départ des Saloniciens qui se regroupent dans le neuvième arrondissement autour de la synagogue de la rue Buffault. En 1930 cependant une réunification se fera sous la bannière d'une *Association Culturelle Sépharadite de Paris* qui entreprendra la construction du Temple Saint-Lazare, achevé en 1932. Regroupés à l'origine essentiellement pour des motifs professionnels les « Ottomans » développent graduellement des organisations telles que *l'Oel Moshé*, société mortuaire créée par les anciens combattants de 14/18 et qui, entre autres, fera élever en 1935 un monument rue de la Roquette, en hommage aux combattants juifs de la Grande Guerre. Ou encore la *Fraternité*, association de la jeunesse sépharadite qui organise activités sportives et récréatives.

Au seuil de la Seconde Guerre mondiale, 2 500 judéo-espagnols peuplent ce quartier.

Le cataclysme de la guerre, les rafles d'août 41 et de juillet 42 éprouvent durement ces amoureux de la France, pays des droits de l'Homme, qui s'étaient portés nombreux comme engagés volontaires en 1939. Il est difficile de dire combien d'entre eux ont été déportés, les Grecs et les apatrides en premier, regroupés à Japy, les autres ensuite².

L'après-guerre est d'abord marqué par une reprise de l'activité, les années 60 voient la construction d'une nouvelle synagogue, rue de la

² Ce que l'on peut dire, c'est que près de 300 enfants de familles judéo-espagnoles ont été raflés dans le 11^e arrondissement : en face de la synagogue à la maternelle Popincourt, 29 enfants ; à Keller, 79 filles et 67 garçons ; à Cavaignac 32 ; en tout, pour le onzième arrondissement, plus de 1 500 enfants séfarades et ashkénazes mêlés.

Roquette, la synagogue Don Isaac Abravanel³, mais paradoxalement sa construction entraîne la disparition du symbolique monument aux Morts, démonté mais jamais remonté et dont on n'a plus trace depuis. Le quartier peu à peu se vide de ses commerces juifs, restaurants, hôtels ou boutiques, l'ancien temple sert désormais de Centre social, une cantine pour les plus déshérités fonctionne à l'initiative de l'UISF, il sert aussi de local de réunion. Un projet de restauration est élaboré par l'Association *Aki Estamos*, mais le Consistoire de Paris a décidé de vendre... On connaît la suite !

Reste à espérer que cette suite sera provisoire : l'accueil fait au projet était prometteur, il serait grand dommage que l'on ne puisse espérer une restauration faisant une place à la mémoire de la communauté « ottomane » qui fit pendant trois quarts de siècle vivre ce quartier ! ■

³ Don Isaac Abravanel (1437-1508) : Trésorier d'Alphonse V du Portugal, puis au service d'Isabelle la Catholique, il prit la tête des Juifs expulsés en 1492 après avoir vainement tenté de faire révoquer l'Édit d'expulsion. Auteur de nombreux ouvrages philosophiques



Photo Aki Estamos/Claire Romi

7, rue Popincourt, lieu de vie...

Henri Minczeles, historien et connaisseur de la Lituanie, nous fait remarquer que dans la rubrique « Mémoire » du dernier numéro, J. Lipszowicz, dans son article sur le passé juif de Vilnius appela à tort cette ville *la Jérusalem du Nord*. Nous lui en donnons acte et présentons à tous nos lecteurs nos excuses pour cette inexactitude.



Le « Wallenberg polonais »

J. Lipszowicz

Henryk Slawik, haut fonctionnaire du Ministère polonais des affaires étrangères avant 1939, s'est trouvé à Budapest après la déroute polonaise de septembre. Le gouvernement polonais en exil l'a alors chargé des problèmes des réfugiés, des fuyards polonais et notamment des militaires qui parvenaient jusqu'en Hongrie. Il lui appartenait d'organiser le transfert de ces fuyatifs

vers l'Ouest, vers les Alliés, avant tout pour alimenter les armées polonaises qui se battaient contre Hitler. Slawik bénéficiait de la situation particulière de la Hongrie, non occupée puisque alliée des Allemands, ce qui lui donnait une

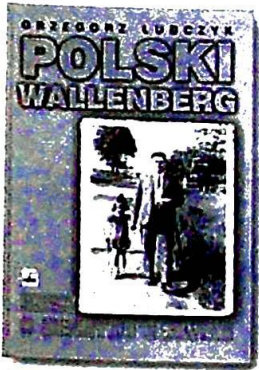
liberté d'action particulière. Il a pu poursuivre cette activité pendant presque cinq années.

Cet humaniste s'est rapidement rendu compte du danger spécifique qui menaçait les Juifs et, en connivence avec quelques fonctionnaires hongrois (mais oui), il a organisé une filière d'exfiltration de Juifs polonais – et aussi de quelques Hongrois – leur procurant de faux documents polonais et des certificats de baptême. Au total, c'est plus de cinq mille Juifs qui ont été ainsi discrètement sauvés.

En 1944, la Hongrie a été complètement envahie par les Allemands, les déportations massives des Juifs de Hongrie ont commencé et le travail de Henryk Slawik est devenu pratiquement impossible. Il s'est pourtant entêté à le poursuivre. Rapidement arrêté par la Gestapo, torturé, il n'a pas livré ses complices hongrois. Il est mort fusillé à Mauthausen, en octobre 1944, peu avant la libération du camp.

On n'a longtemps pratiquement rien su de ce « Juste parmi les nations ». C'est que Henryk Slawik était un socialiste aux convictions anticomunistes affirmées, et dans la Pologne populaire son souvenir a été gommé. Heureusement, parmi les Juifs qui ont échappé à la mort grâce à lui, il y a eu des réflexes de reconnaissance. Notamment de H. Zvi Zimmerman, qui après la guerre a rejoint Israël où il a fait une carrière politique. Et qui a obtenu pour son sauveur la médaille des Justes. Depuis 1990, une rue de Haïfa port son nom.

Désormais on le connaît aussi en Pologne. Sa ville natale, Katowice, a célébré le 17 octobre 2004 le soixantième anniversaire de sa mort, avec discours, orchestre et plaque commémorative. Le président polonais lui a attribué une très haute distinction nationale. Tout est donc pour le mieux... Et pourtant, quelle tristesse ! ■



La biographie polonaise de H. Slawik

Se souvenir de Châteaumeillant

Châteaumeillant, un petit bourg français de quelque deux mille cinq cents habitants au fond du Cher. Site pittoresque, bons vins. Rien de spécial à en dire. Rien, sauf le fait que, entre 1940 et la Libération, cette petite ville a servi de lieu de refuge précaire à une quarantaine de familles juives, traquées par l'occupant et par Vichy. Les habitants de Châteaumeillant n'ont pas cédé à la propagande antisémite ; par solidarité humaine, ils ont protégé « leurs » Juifs avec efficacité. Le médecin local a fait naître six petits Juifs clandestins ; un gendarme a régulièrement averti les menacés en signalant à un confident « Triste besogne ce soir », ce qui

permettait aux menacés de fuir. Sur cent six Juifs cachés dans le bourg, cent trois ont survécu à la guerre, trois ont été arrêtés et déportés.

Il a fallu soixante ans – comme souvent – pour que les enfants de ces familles reviennent sur les lieux pour officiellement manifester leur gratitude à leurs hôtes de naguère. Sur l'initiative de Ida Apeloig, une des « enfants de Châteaumeillant », qui a réussi à regrouper les anciens réfugiés et leurs descendants, une plaque a été apposée officiellement le 20 novembre, au cours d'une cérémonie qui a réuni les acteurs des événements et leurs descendants. ■

D'après Ida Apeloig

MERCI

Entre 1940 et 1944, une quarantaine de familles juives trouvèrent refuge à Châteaumeillant.

Traquées et pourchassées par le gouvernement de Vichy, ainsi que par l'armée allemande qui occupait notre pays, elles furent pour la majorité d'entre elles, sauvées par le silence et l'action de la population, à l'exception de trois personnes arrêtées et déportées.

Aujourd'hui, en 2004, les enfants de ces familles, tiennent, en apposant cette plaque, à honorer tous ces gens qui, en pleine connaissance des risques encourus, les sauvèrent de l'arrestation et de la déportation.

novembre 2004



La clé

Sam Altabef



Une des plus anciennes et tenaces légendes concernant les judéo-espagnols (mais est-ce seulement une légende ?) veut que, au moment du départ en exil de 1492, nombre de familles aient soigneusement fermé leur maison et emporté leur clé dans l'hypothétique espoir de pouvoir, un jour y revenir. Transmise de génération en génération, cette précieuse relique attestait de l'attachement des exilés à ce *Sefarad* dont ils avaient conservé la langue et les traditions. Témoins de cette tradition, récits et « romances » s'en sont fait l'écho et le Roi Juan Carlos d'Espagne, le 31 mars 1992, lors du 500^e anniversaire de l'Expulsion, lorsqu'il prononça son discours de repentance et abrogea, cinq siècles plus tard, l'*Édit d'expulsion*, tenait une telle clé à la main. Voici une « romance », chantée par Flory Jagoda dans le judéo-espagnol de Sarajevo, qui est une illustration de cette tradition.

La yave

*Onde està la yave ke estava en kashon
Miz nonus la trucheron kon grande dolor
De su kaza de Espanya, de Espanya
Suhenyos de Espanya*

*Onde està la yave ke estava en kashon
Miz nonus la trusheron con grande amor
Disheron a los fijos esto es el korason
De muestra kaza de Espanya, de Espanya
Suhenos de Espanya*

*Onde està la yave ke estava en kashon
Miz nonus la trusheron kon grande amor
La dieron a los nietos a meter la en kashon
Muestra yave de Espanya, de Espanya,
Suhenos de Espanya*

La clé

*Où est donc la clé qui était dans le tiroir
Mes grands-parents l'apportèrent avec grande douleur
De leur maison d'Espagne, d'Espagne
Rêves d'Espagne*

*Où est donc la clé qui était dans le tiroir
Mes grands-parents l'apportèrent avec grand amour
Ils dirent à leurs enfants : ceci est le cœur
De notre maison d'Espagne, d'Espagne
Rêves d'Espagne*

*Où est donc la clé qui était dans le tiroir
Mes grands-parents l'apportèrent avec beaucoup d'amour
Ils la donnèrent à leurs petits enfants pour la mettre dans le tiroir
Notre clé d'Espagne, d'Espagne
Rêves d'Espagne*

Solomon Gaon, représentant des Communautés Séfardies, ne dit pas autre chose quand, dans son discours d'octobre 1990 pour remercier Don Felipe, Prince des Asturies, de l'attribution du Prix de la Concorde aux Communautés Séfardies, il déclare :

« De todas las Diasporas en qualas bivian dispersos el pueblo de Israël, solamente en Espanya se creó una epoca de oro [...] solo si tomamon en consideracion este facto vamos entender porque los sefardim daron a la lengua Judeo-Espanyola, al ladino, una sanctidad solamente segunal al Ebreo.... »¹

¹ « De toutes les diasporas dans lesquelles vivaient dispersés les peuples d'Israël, seulement en Espagne se créa un âge d'or... C'est seulement en prenant en considération ce fait que nous comprenons pourquoi les Sefardim donnèrent à la langue judéo-espagnole, au ladino, un sainteté seulement égale à celle de l'hébreu. »

Et voilà que derrière cette clé légendaire se profile une clé plus métaphorique : Rêves d'Espagne. Les Séfardies rêvent toujours d'Espagne, voilà la clé de leur culture et Don Felipe répond : « Aun cuando tuvieron que abandonar su tierra en circunstancias dramaticas, supieron ser leales a ella, quizás esperando que llegase un dia en que España fuera otra vez un solar de reencuentro para ellos. »² Ainsi parallèlement à « l'an prochain à Jérusalem », espoir renouvelé par les Juifs au soir de Pessah, se profile pour les exilés d'Espagne, et par le souvenir de cette clé, l'espoir d'un retour à Sefarad, à cette Espagne de l'âge d'or, mythique et bien-aimée. ■

² « Ainsi quand ils eurent à abandonner leur terre dans des circonstances dramatiques ils surent être loyaux envers elle, peut-être en espérant que vienne un jour où, une nouvelle fois, l'Espagne serait un lieu de retrouvailles pour eux. »

Les informations brèves d'ailleurs :

Ukraine : élections et antisémitisme

L'élection présidentielle ukrainienne a été précédée d'une campagne durant laquelle l'antisémitisme a fait une apparition remarquée. En juillet, un parlementaire, membre du parti « Notre Ukraine », déclare que la mafia « Moskali-Jid » (russo-juive) gouverne l'Ukraine. Des parlementaires socialistes prennent la défense d'un journal raciste, interdit pour avoir passé une annonce antisémite due à Vasily Yaremenko, qui attribuait la famine de 1932-33 aux Juifs, et le meurtre de millions d'Ukrainiens aux 99% de Juifs censés composer la police secrète communiste. Un candidat accuse les Juifs d'être une cinquième colonne. Cinq cents néo-fascistes paradèrent en uniforme nazi avec l'assentiment des autorités qui, comme les opposants, condamnent l'antisémitisme – tout en l'utilisant...

Kazakhstan : une nouvelle synagogue, geste politique

Depuis septembre dernier, Astana, la nouvelle capitale du Kazakhstan, dispose de la plus grande synagogue d'Asie centrale. Le choix de la construire dans la capitale, alors que la population juive (entre 7 000 et 20 000 personnes) se trouve majoritairement à Almaty, ainsi que les



Inauguration...

dimensions du bâtiment peuvent être interprétés comme des gestes politiques dans un pays musulman. La synagogue a été financée par Alexander Mashkovich, ancien professeur de philologie devenu milliardaire et dont l'intérêt pour le judaïsme est, de son propre aveu, récent.

Inde : juif et général

Jacob-Farj-Rafael Jacob, né en 1932 à Calcutta, est le descendant d'une famille juive émigrée d'Irak 150 ans plus tôt. Il est aujourd'hui général à la retraite, après s'être illustré en 1971 à la tête des forces armées indiennes qu'il mena à la victoire lors de la guerre contre l'armée pakistanaise pour le contrôle de la région du Bangladesh, devenu indépendant à la suite de ce conflit. En 1941, c'est la découverte des atrocités nazies qui poussèrent le jeune homme d'alors à s'engager dans l'armée sous commandement britannique. Sa carrière est, souligne le général, la preuve de la très grande tolérance de la société indienne.

États-Unis : le vote juif est toujours démocrate

Selon les statistiques de la chaîne CNN à la « sortie des urnes », ou plutôt à la sortie des machines à voter, Bush a obtenu 3% de voix juives supplémentaires par rapport à son score précédent, alors que Kerry en perdait 2% par

rapport à Al Gore. Malgré tout, à 74% les Juifs ont choisi le candidat démocrate, montrant que les questions intérieures l'ont emporté sur un éventuel soutien à la politique pro-Israélienne de Bush. En effet, la majorité des électeurs juifs sont en désaccord avec les Républicains sur la question de la séparation de l'Église et de l'État, de l'avortement ou encore sur les droits des homosexuels. Seule exception, les 10% d'orthodoxes qui, à 75%, ont voté pour Bush. Parmi les rares à faire mieux : les 88% d'Afro-américains pro-Kerry.

États-Unis : pas besoin de conversion pour les Juifs perdus...

Révolution dans l'un des beth-din orthodoxes de New York : une femme baptisée, dont il a été prouvé que son arrière-grand-mère était de lignée strictement juive, a été reconnue comme juive sans avoir à se soumettre aux obligations de la conversion. Pour ce faire, des certificats de baptême ainsi que des documents gouvernementaux ont été reconnus valables. Une organisation américaine dont l'objectif est de faire revenir au judaïsme les « Juifs perdus » espère, grâce à cette décision, retrouver six millions de Juifs en 18 ans.

Pologne : les Juifs, minorité nationale

Depuis l'adoption de la loi sur les minorités nationales et ethniques par le Parlement polonais, le 4 novembre, les Juifs constituent une minorité nationale reconnue, au même titre que les Allemands, les Biélorusses, les Ukrainiens ou encore les Arméniens. Selon la loi, une minorité nationale correspond à une communauté installée en Pologne depuis au moins un siècle et élément d'une nation qui dispose de son propre État. En revanche, les ethnies Roms ou Tatars, par exemple, n'ont pas d'État. Il existe également une minorité linguistique et territoriale : les Cachoubes. Nationalités et ethnies disposent d'un droit d'accès aux médias, d'aides de l'État pour les cultures et langues minoritaires, d'une éducation en langue minoritaire et du droit à leur orthographe d'origine pour les noms propres.

Belgique : un nouveau musée juif

Le musée juif de Belgique (MJB) a ouvert ses portes dans ses nouveaux locaux, encore en chantier, après avoir passé une vingtaine d'années avenue de Stalingrad, dans le quartier marocain de Bruxelles. Selon ses présidents, Richard Kenigsman et Baron Schnek, il s'agit de créer « avant tout un espace de rencontres, une véritable agora ouverte sur le monde ». Ni musée religieux, ni espace apologétique, ni même musée d'art et d'histoire, il ne consacre à la Shoah qu'une seule



Le nouveau musée

salle d'exposition. Le MJB s'est donc octroyé comme mission de refléter « la diversité de la vie et des traditions juives en Belgique et dans le monde au cours du temps ». Lorsque des collections déménagent, il faut les déballer. D'où, la première exposition du musée, « Déballage », installation de l'artiste Jacques Charlier, qui se dit « non juif avec un pied dans le monde juif ».

Musée juif de Belgique, rue des Minimes 21, 1000 Bruxelles
<http://www.mjb-jmb.org>

Et à Paris :

Les amateurs parisiens de la culture yiddish auront fort à faire dans les semaines à venir, grâce notamment aux deux centres de cette culture qui rivalisent d'initiatives. Ainsi, en plus de leurs activités et ateliers permanents (pour lesquels il faut s'adresser en téléphonant à leurs secrétariats respectifs), on peut signaler :

La Maison de la Culture Yiddish-Bibliothèque Medem, 18, passage Saint-Pierre-Amelot 75011 Paris
☎ : 01 47 00 14 00

Rencontre avec **Pierre Assouline**, autour de son livre *Lutétia*, dans le cadre des samedis littéraires : samedi 22 janvier 2005 à 15h00. L'hôtel Lutétia a connu, depuis sa création, des heures de gloire et des jours sombres. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il fut le siège parisien de la Gestapo. En 1945, il fut le lieu d'accueil des déportés survivants des camps de concentration et d'extermination. La rencontre sera animée par Gilles Rozier.

Gala de soutien au profit de la Maison de la culture yiddish : lundi 14 février 2005 à 20h30 au Théâtre Marigny,

Avec le grand chanteur yiddish Mike Burstyn. Informations et réservations au 01 47 00 14 00.

Le Centre Medem-Cercle Amical, 52 rue René Boulanger 75010 Paris, ☎ : 01 42 02 17 08

Le mardi, 4 janvier à 20h30 : Rencontre avec des membres du Collectif « **Deux peuples, Deux États** ». Les associations qui en font partie diront leurs motivations d'action dans ce collectif créé suite aux accords de Genève. Soirée animée par Henri Sztanke.

Mardi 11 janvier 2004 à 20h30 : Dans le cadre du cycle de débats sur les médias juifs : **Ivan Levai**, directeur de *Tribune Juive*. Débat animé par Jacques Dugowson.

Mardi 25 janvier à 20h30 : Rencontre avec **Pierre André Taguieff**, suite à la parution de son ouvrage *Les précheurs de haine*. Soirée animée par Henri Sztanke.

Le Musée d'art et d'histoire du judaïsme

Parmi les nombreuses activités et initiatives du Musée, il faut signaler une nouvelle exposition, qui ouvrira ses portes du 16 février au 29 mai 2005. Son titre : **Les Juifs de France dans la Grande Guerre**. On ne sait pas suffisamment que sur les quelque 180 000 Juifs citoyens français, 36 000 sont partis au front, rejoints par 8 500 Juifs étrangers qui furent volontaires pour défendre la France. Cette exposition reprend celle qui avait été organisée en 2002 par l'Historial de la Grande Guerre à Péronne.



Le Centre Medem-Cercle Amical et le **Cercle Gaston-Crémieux** organisent, avec le concours de l'**Institut Pierre Mendès France**, une rencontre sur

L'actualité de la pensée de Pierre Mendès France

le samedi soir 29 janvier et le dimanche 30 janvier 2005, au Centre Medem, 52, rue René Boulanger, 75010 Paris, métro République.

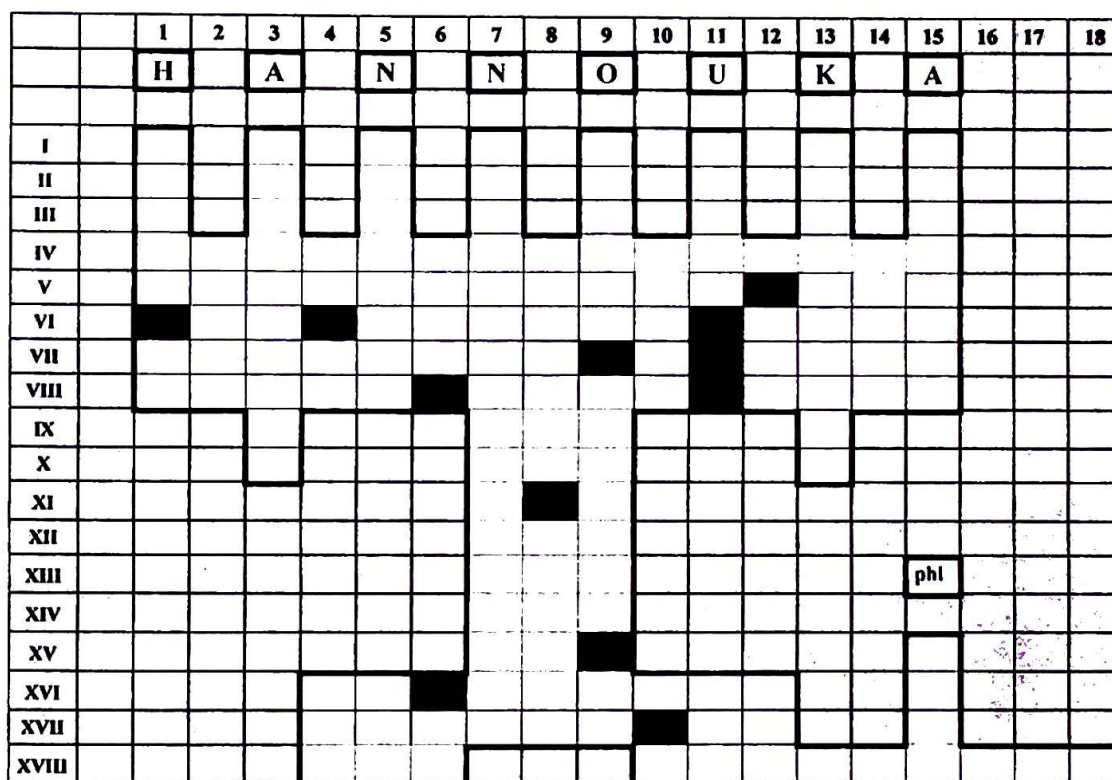
En cette période d'inquiétudes majeures sur l'avenir de nos sociétés, la pensée et l'éthique politiques de Pierre Mendès France demeurent pour beaucoup d'entre nous une référence sinon *la* référence. L'objectif de la rencontre des 29 et 30 janvier 2005 est de rappeler ce qu'elles furent, de montrer à quel point elles restent aujourd'hui pertinentes, de suggérer qu'elles pourraient légitimement inspirer le projet mobilisateur dont nous ressentons si fortement la nécessité et l'urgence.

Lecteurs de *Diasporiques*, si vous êtes intéressés, envoyez votre nom et vos coordonnées (de préférence électroniques) à
Georges Wajs, 69 Avenue Danielle Casanova, 94200 Ivry sur Seine
Mél : georges.wajs@wanadoo.fr



Mots Hannouki-yeah !

Philippe Lazar



Horizontalement

- IV – Peut-être la lampe du temple libéré par Judas Maccabée l'était-elle au fond ?
 V – Dialogues entre oiseaux, la nuit. Viatique sexiste
 VI – La moitié du nombre clé de Hannouka. Ne craint pas la solitude ou s'en accommode. Fin de vers bouleversée ou encore forte femme politique
 VII – Acteur délibéré de la culture ou délicieux mais redoutable produit culturel des îles. Aragon n'avait d'yeux que pour elle
 VIII – Célèbre dissident juif. AG de sauterelles. Devenu très Thaï
 IX – Toute maladie iatrogène commence par là
 X – Solution à tout
 XII – Petits et grands l'aiment en double
 XIII – A table, il lui arrive de flotter
 XIV – Au cœur des allèles
 XV – Participe gai mais tout retourné
 XVI – Donne le ton. Objet hannoukien de transgression
 XVII – Cadeau hannoukien traditionnel. Déchiffré
 XVIII – Sigle laborieux de triste mémoire. Une bien modeste bougie hannoukienne.

Verticalement

- 1 – La toute première. Sigle pour amateurs de polars
 2 – Vecteur du miracle de Hannouka
 3 – Agisse comme Mattathias et ses cinq fils
 4 – Appris. Comme le roi, parfois, et, plus souvent, le ver. Très fatigué
 5 – Sans qu'il leur manque un bouton de guêtre. Plus difficile que la critique
 6 – Il est vraiment rare qu'il ne soit pas pauvre. Jeu du Grand-Est
 7 – Source de tous les clivages entre les hommes
 8 – Aurait pu ceindre la tête de Judas Maccabée à condition d'être renversé. Île plus rarement citée dans les mots croisés que Ré et pourtant très belle aussi
 9 – Si Proche et pourtant si différent. D. le serait, dit-on. Bas de gamme
 10 – Grossier mètre cube
 11 – Ils ne sont pas clercs du tout ! Romp la continuité des océans
 12 – Possessif. Retournée, elle est à tout le monde
 13 – Illumine Hannouka
 14 – Regarda sans aménité
 15 – Armes de poing des Maccabées, retournées pour mieux tromper l'adversaire. Le nombre-clé de Hannouka.

Le Cercle Gaston-Crémieux



2004, une année riche en contacts

L'année qui s'achève aura été, pour le Cercle Gaston-Crémieux, une année de lancement de coopérations particulièrement stimulantes. Ce fut le cas le 9 mai dernier, à Lille, où, avec nos amis de l'Union des Progressistes juifs de Belgique (UPJB), nous avons donné une première concrétisation formelle à notre projet de mettre en place un réseau européen de Juifs laïques, progressistes et diasporistes. On sait que les Actes de ce colloque ont d'ores et déjà été publiés et diffusés ; les premiers échos qui nous parviennent de leur lecture nous encouragent fortement à poursuivre dans cette voie. Ce fut aussi le cas le 14 octobre lorsque nous avons reçu dans notre local une délégation du Manifeste des Libertés, ce collectif de musulmans laïques qui s'était constitué en cours d'année autour d'une déclaration solennelle condamnant le sexisme, l'homophobie et l'antisémitisme. Là aussi nous comptons bien poursuivre et développer notre coopération avec eux, notamment en essayant d'organiser une action conjointe auprès des principaux acteurs de l'éducation nationale en vue de combattre le racisme et l'antisémitisme par une information pluriculturelle des élèves

Rappel : Le Cercle Gaston-Crémieux, du nom d'un Communard marseillais fusillé en 1871, a été créé en 1967 par un groupe d'intellectuels de gauche : J. Huppert, G. Isotti-Rosowsky, C. Lanzmann, P. Lazar, J. Lebar, R. Marienstras, L. Poliakov, O. Rosowsky, R. Thalmann, P. Vidal-Naquet et R. Visocékas. Il regroupe des Juifs et des non-Juifs désireux d'affirmer la légitimité d'une existence juive diasporique en dehors de la synagogue et du sionisme. Il agit de diverses façons : ateliers, réunions-débats, communiqués de presse, etc. et il a créé la revue trimestrielle *Diasporiques*.

et non pas seulement par un commentaire sur le nécessaire respect de la diversité religieuse... Nous nous sommes aussi rapprochés d'autres organisations juives laïques. Ainsi le Centre Medem, avec lequel nous avons organisé en avril dernier, une Journée, très suivie, sur l'identité juive et la laïcité, et avec lequel nous comptons rééditer l'entreprise dès le début de 2005 par une Rencontre sur l'actualité de Pierre Mendès France. De même aussi l'Association des Amis de la Commission Centrale de l'Enfance (AACCE), à l'initiative de laquelle nous avons rencontré « de jeunes Juifs » le 27 novembre 2004 dans le but - louable ! - de tenter de rajeunir nos mouvements...

Une modification des statuts du Cercle Gaston-Crémieux

A l'usage il est apparu que l'absence de toute distinction opérationnelle entre le Conseil d'administration du cercle et son Bureau n'était pas la meilleure. Selon la modification soumise au vote lors de l'assemblée générale statutaire de décembre 2004, le CA, élargi, se réunira moins souvent et jouera désormais un rôle plus « politique », les tâches exécutives étant confiées à un Bureau lui-même élargi et fonctionnant de façon collégiale. Nous espérons ainsi gagner en clarté et en efficacité.

Depuis septembre 2004, le Cercle Gaston-Crémieux est reconnu par les pouvoirs publics en tant qu'organisme d'intérêt général à caractère culturel et philanthropique.

Et du coup les cotisations au cercle donnent lieu à réduction d'impôt.

Qu'on se le dise !

2005, une année studieuse et dynamique en perspective

Le Cercle a plusieurs chantiers en cours. L'un d'entre eux est proche de l'aboutissement, les autres sont en plein essor. Dans la période moralement éprouvante qui a suivi le choc du 21 avril 2002, le Cercle a lancé un groupe de réflexion sur la Gauche. Celui-ci s'est réuni à de nombreuses reprises et il est aujourd'hui en passe d'aboutir à une synthèse écrite de ses travaux, qui devrait être publiée au cours du premier semestre de l'année à venir. Le Cercle a par ailleurs lancé trois autres groupes de travail qui, peu à peu, prennent corps. Ils se situent, pour deux d'entre eux, dans le prolongement du Colloque de Lille. Le premier s'est donné pour perspective de rassembler un certain nombre de textes ou de références d'auteurs juifs européens sous forme d'une anthologie ; le second a pour objet de proposer quelques pistes en vue d'une analyse socio-politique de la présence des Juifs en Europe du Moyen-Âge à nos jours. Ni dans l'un ni dans l'autre de ces cas il ne s'agit de faire œuvre « universitaire » : c'est plutôt une démarche collective que nous voudrions ainsi initier. Une démarche qui devrait nous permettre de nous rapprocher un peu plus de l'UPJB. Le troisième groupe, encore débutant, réfléchit au problème éternel de l'identité juive...

Pour tout renseignement sur le Cercle Gaston-Crémieux et son fonctionnement ainsi que pour une éventuelle adhésion, s'adresser à son secrétaire Jacques Burko, 56, rue de la Rochefoucauld, 75009 Paris, ou de préférence par courriel adressé à :

jbburko@wanadoo.fr

Le site Web du Cercle :

www.cercle-gaston-cremieux.org